

RAPPORT SUR L'IMPACT

**DE LA BEI
DANS LE MONDE**

EN 2024-2025



Banque européenne
d'investissement

RAPPORT SUR L'IMPACT

**DE LA BEI
DANS LE MONDE**

EN 2024-2025



Banque européenne
d'investissement

Rapport sur l'impact de la Banque européenne d'investissement dans le monde en 2024-2025

© Banque européenne d'investissement, 2025.

98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg

Tous droits réservés.

Toutes les questions relatives aux droits et aux autorisations doivent être transmises à l'adresse suivante :
publications@eib.org.

Pour de plus amples informations sur les activités de la BEI, veuillez consulter le site web www.eib.org.

Vous pouvez également écrire à l'adresse info@eib.org.

Abonnez-vous à notre bulletin électronique à l'adresse www.eib.org/sign-up.

© Crédits photo : BEI, Shutterstock.

L'autorisation de reproduire ou d'utiliser ces prises de vues doit être sollicitée auprès du détenteur des droits d'auteur.

Publication de la Banque européenne d'investissement.

Imprimé sur du papier FSC®.

TABLE DES MATIÈRES

iv MESSAGES CLÉS

1 INTRODUCTION

- 2 Orientation stratégique de BEI Monde
- 2 Rendre compte des résultats et de l'impact
- 3 À propos du présent rapport

9 BANQUE DE L'UE, ACTIVITÉ MONDIALE

- 10 L'environnement économique mondial
- 12 Ukraine
- 16 Pays de l'élargissement et voisinage oriental
- 20 Bassin méditerranéen
- 22 Afrique subsaharienne
- 26 Asie, Amérique latine, Caraïbes et Pacifique

29 FAIRE PROGRESSER LES PRIORITÉS DE L'UE ET LES ODD

- 30 Des partenariats mutuellement bénéfiques
- 34 Climat et environnement
- 39 Soutenir l'emploi et l'inclusion
- 42 Investir en faveur de la santé dans le monde
- 44 Promouvoir l'égalité de genre
- 46 Répondre aux situations de fragilité et de conflit

49 AMÉLIORER NOTRE MODÈLE DE MISE EN ŒUVRE

- 50 Agir dans le respect des normes et des valeurs de l'UE
- 51 Répondre aux besoins de manière responsable
- 54 Travailler dans le cadre de partenariats
- 56 Tirer des enseignements des évaluations

57 ACCENT MIS SUR LES RÉSULTATS ET L'IMPACT

- 58 Méthode de la BEI pour l'évaluation des résultats et de l'impact
- 61 Résultats attendus des nouveaux projets
- 64 Contribution de la BEI aux nouveaux projets
- 67 Calcul de l'empreinte carbone
- 68 Modélisation de l'impact macroéconomique
- 71 Étude d'impact : Boost Africa
- 74 Étude d'impact : les prêts des banques de développement attirent-ils les investissements privés étrangers ?
- 76 Résultats des projets menés à terme
- 82 Volumes de prêt

MESSAGES CLÉS

Dans un environnement marqué par les évolutions géopolitiques et la montée de l'incertitude, le rôle du Groupe BEI est plus pertinent que jamais pour relever les défis mondiaux. Notre priorité est de produire des résultats tangibles sur le terrain grâce à des partenariats mutuellement bénéfiques.

En tant que banque multilatérale de développement détenue par les États membres de l'UE, le Groupe BEI est un rouage clé de la contribution de l'Europe au monde : stabilité économique, fiabilité et engagement à long terme.

Réalisations de BEI Monde en 2024 :

- 7,9 milliards d'euros ont été signés à l'appui de 102 projets dans le monde ;
- 60 % des financements ciblent l'action en faveur du climat et la durabilité environnementale ;
- 6,7 milliards d'euros soutiennent les priorités de la stratégie « Global Gateway » ;
- 28 % des projets apportent une contribution significative à l'égalité de genre.

Les projets financés en 2024 produiront un impact tangible et contribueront ainsi à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies :

- 1,8 million de personnes bénéficieront d'un accès à l'eau potable ;
- 7,1 millions de foyers seront alimentés en électricité propre ;
- 800 000 emplois seront préservés dans des entreprises de petite taille ;
- 600 000 personnes bénéficieront de services de santé de meilleure qualité.

Notre engagement en faveur de la reconstruction de l'Ukraine et des préparatifs en vue de son adhésion à l'UE est indéfectible : plus de 2,2 milliards d'euros ont été décaissés depuis le début de l'invasion russe à grande échelle. Ces fonds ont servi à reconstruire plus d'une centaine d'écoles et hôpitaux et à rétablir les réseaux d'approvisionnement en eau, de chauffage et de transport ainsi que d'autres infrastructures vitales.

BEI Monde agit dans le droit fil des priorités de l'UE :

- elle soutient la résilience et la reconstruction de l'Ukraine, l'élargissement de l'UE, la stratégie « Global Gateway », la transition écologique et les objectifs de développement durable des Nations unies et, partant, jette des ponts dans le voisinage de l'UE et le monde entier en fonction des intérêts mutuels de l'Union européenne et des pays partenaires ;
- elle finance des investissements dans un éventail de domaines : liaisons commerciales et chaînes d'approvisionnement sûres et efficaces, énergie verte et adaptation aux changements climatiques, sécurité alimentaire, connectivité numérique, résilience des infrastructures d'approvisionnement en eau et de transport, emploi, égalité de genre, éducation et santé ;
- elle collabore avec les États membres et la Commission européenne pour conjuguer les avantages de la note AAA de l'institution avec l'octroi de prêts pour des investissements stratégiques à fort impact, y compris dans des environnements à plus haut risque ; elle s'appuie sur les mandats et le panachage de ressources pour parvenir au degré souhaité de concessionnalité, observer les cadres de viabilité de la dette et offrir des conseils et une assistance technique gages de la réussite des projets.

La clé de l'efficacité de BEI Monde réside dans le fait de mener une évaluation rigoureuse de son impact et d'en rendre compte tout au long du cycle du projet. Le présent rapport fournit des informations détaillées sur les points suivants :

- les résultats attendus pour les nouveaux projets et la manière dont ils soutiennent la réalisation des ODD ;
- la contribution de la BEI à la mise en œuvre fructueuse de ces projets ;
- les résultats obtenus pour les projets menés à terme en 2024 ;
- les études d'impact approfondies et notre contribution à l'amélioration de la macromodélisation de notre impact économique.

BEI Monde poursuit également ses mesures pour renforcer son impact :

- elle fait cadrer son action avec les normes et les valeurs européennes : elle adopte une approche reposant sur le principe de « primauté des politiques » et dialogue en permanence avec la Commission européenne et les délégations de l'UE sur le terrain ;
- elle adapte son offre aux besoins des partenaires, combine prêts et subventions pour assurer concessionnalité et viabilité de la dette, et propose des produits innovants. Citons notamment les clauses de résilience climatique et les contrats d'échange « dette contre climat » qui ont été testés en 2024 ;
- elle fournit des conseils techniques et financiers aux clients pour les aider à concrétiser leurs projets, tout en améliorant la qualité de ces derniers et en facilitant l'adoption des normes de l'UE ;
- elle travaille en partenariat au sein de l'Équipe Europe et avec les autres banques multilatérales de développement afin d'améliorer les synergies et l'impact, en particulier dans le cadre de l'initiative de délégation réciproque.

En 2024, BEI Monde a mis en place une nouvelle orientation stratégique de sorte à :

- s'adapter à l'évolution des objectifs de l'UE pour créer des partenariats économiques et politiques mutuellement bénéfiques ;
- offrir des produits plus ciblés aux clients, avec des dispositifs d'investissement toujours plus intégrés ;
- simplifier les processus et agir de manière plus ciblée, en recherchant des solutions efficaces qui s'appuient sur les atouts de la BEI.

En redoublant ses efforts sur les partenariats, l'impact et l'efficacité et en adoptant une approche géographique ciblée en vue d'alliances stratégiques, BEI Monde est en mesure d'accroître sa contribution à une Europe forte dans un monde plus prospère, plus durable et plus pacifique.



Sarajevo met en service de nouveaux tramways,
une première depuis 40 ans.

INTRODUCTION

Dans un environnement marqué par les évolutions géopolitiques et la montée de l'incertitude, le rôle du Groupe BEI est plus pertinent que jamais pour relever les défis mondiaux. Notre priorité est de produire des résultats tangibles sur le terrain grâce à des partenariats mutuellement bénéfiques. La Banque soutient la résilience et la reconstruction de l'Ukraine, l'élargissement de l'UE, la stratégie « Global Gateway », la transition écologique et les objectifs de développement durable des Nations unies. Elle contribue à jeter des ponts dans le voisinage de l'UE et le monde entier en fonction des intérêts mutuels de l'Union européenne et des pays partenaires.

Dans un environnement marqué par la montée de l'incertitude et les attaques contre le multilatéralisme, l'Europe demeure un pôle de stabilité économique et un partenaire fiable. Étant donné qu'elle intervient à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne, la Banque européenne d'investissement (BEI) dispose d'une perspective unique sur la nature des investissements nécessaires pour bâtir un monde plus stable reflétant les valeurs de l'UE que sont la paix, l'inclusion et les partenariats internationaux. Elle privilégie les projets qui concordent avec les priorités de l'Union européenne et des pays partenaires et cible un éventail de domaines : liaisons commerciales et chaînes d'approvisionnement sûres et efficaces, énergie verte et adaptation aux changements climatiques, connectivité numérique, résilience des infrastructures d'approvisionnement en eau et de transport, création d'emploi, égalité de genre, éducation et santé.

BEI Monde s'appuie largement sur des mandats de l'UE qui permettent à la Banque de conjuguer les avantages de sa note AAA avec l'octroi de prêts aux marchés émergents et aux économies en développement, dont un grand nombre d'États moins développés et de pays en situation de fragilité où un degré élevé de concessionnalité est essentiel. Elle met en œuvre des mandats de l'UE au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVDCI) – Europe dans le monde. Le panachage de ressources de la BEI avec des fonds et des garanties de la Commission européenne et de donateurs est essentiel pour parvenir au degré souhaité de concessionnalité et offrir des conseils et une assistance technique gages de la réussite des projets, tout en tenant compte des cadres de viabilité de la dette applicables.

BEI Monde travaille en étroite collaboration avec la Commission européenne, le Service européen pour l'action extérieure et d'autres institutions européennes de financement du développement, et participe à deux tiers des initiatives de l'Équipe Europe en cours.

ORIENTATION STRATÉGIQUE DE BEI MONDE

En 2024, BEI Monde a mis en place une nouvelle orientation stratégique pour veiller à rester en adéquation avec les besoins et les priorités de l'UE. La démarche s'appuie sur la feuille de route stratégique de BEI Monde, approuvée en 2023. L'objectif est de répondre aux évolutions géopolitiques et de renforcer l'impact et l'efficacité de BEI Monde. L'orientation stratégique aura pour objectif central la clarification de la manière dont la sélection de projets de BEI Monde pourra non seulement répondre aux besoins des pays partenaires, mais aussi soutenir les objectifs de la politique extérieure de l'UE. BEI Monde entend :

- créer des partenariats économiques et politiques mutuellement bénéfiques, en adéquation avec l'évolution des objectifs de l'UE ;
- offrir des produits plus ciblés aux clients, avec des dispositifs d'investissement toujours plus intégrés ;
- simplifier son approche, en mettant l'accent sur des solutions efficaces qui s'appuient sur les atouts de la BEI.

L'orientation stratégique permettra une parfaite adaptation de la planification de nos activités, de nos efforts de prospection, de notre offre de produits et de notre propension au risque à la réalité du monde dans lequel nous opérons, en particulier aux objectifs des nouvelles politiques de l'UE, dont la stratégie « Global Gateway » et la sécurité économique de l'UE, tout en continuant de répondre aux besoins des partenaires conformément au rôle de la Banque en tant que pilier du paysage des banques multilatérales de développement.

Le concept de « cercles concentriques » est un élément important de la nouvelle orientation stratégique. Tous les financements de BEI Monde devront continuer à cadrer parfaitement avec les politiques de l'UE. Toutefois, l'offre différera selon les régions. Dans les régions plus éloignées, l'admissibilité sera définie de manière plus stricte. Par exemple, la priorité sera donnée à des projets qui soutiennent la connectivité, les chaînes de valeur critiques, les débouchés commerciaux et les possibilités d'investissement ou encore les capacités de réaction aux catastrophes. À l'inverse, les clients situés dans des pays plus proches de l'Union européenne bénéficieront d'un éventail élargi d'activités admissibles et de gammes de produits plus étoffées.

RENDRE COMPTE DES RÉSULTATS ET DE L'IMPACT

L'évaluation des résultats et de l'impact des opérations du Groupe BEI est indispensable. Elle nous aide à concentrer notre action sur des projets à fort impact qui changent vraiment la donne dans la vie quotidienne des populations et qui sont en adéquation avec les objectifs stratégiques de l'UE et les besoins d'investissement de chaque pays. Elle contribue également à affiner notre soutien et permet à la Banque de répondre à l'obligation de rendre compte à ses parties prenantes. Un objectif clé du présent rapport est de mettre en lumière la façon dont nous suivons nos résultats et notre impact.

Nous avons recours à des méthodes complémentaires pour examiner notre impact dans le cadre d'une approche à trois niveaux¹ :

- nous suivons les résultats et la contribution de la BEI pour chaque projet tout au long de son cycle de vie ;
- nous soutenons des études approfondies pour une compréhension détaillée de l'impact d'un projet donné ;
- une modélisation macroéconomique est appliquée pour mieux rendre compte de l'impact économique au sens large des prêts de la BEI.

L'évaluation et le suivi des résultats sont intégrés dans le processus complet d'instruction et de suivi des projets de la BEI, au moyen de notre Cadre de mesure de l'additionnalité et de l'impact (MAI). La section du présent rapport axée sur les résultats et l'impact contient des détails sur les résultats attendus et la contribution de la BEI aux nouveaux projets signés en 2024. Le présent rapport met également en évidence les résultats obtenus pour les projets menés à terme en 2024. Dans la même section, nous présentons notre évaluation de l'impact

1. Voir : Measuring the EIB Group's impact: Methods and studies. <https://www.eib.org/publications/measuring-the-eib-groups-impact-methods-and-studies>.

macroéconomique des activités de BEI Monde sur l'emploi, à l'aide de l'outil Joint Impact Model. Nous proposons en outre une synthèse des dernières études d'impact approfondies concernant l'effet catalyseur de la participation de la BEI dans un pays sur les investissements des fonds d'investissement privés et l'impact du programme de capital-investissement Boost Africa qui soutient les entreprises innovantes à fort impact sur le développement.

À PROPOS DU PRÉSENT RAPPORT

Le présent rapport poursuit trois objectifs principaux :

- **présenter les activités de BEI Monde en 2024** et la manière dont elles concordent avec les priorités et les initiatives de l'UE dans différentes régions ;
- **assurer la transparence concernant les résultats et l'impact** de ces activités ;
- **expliquer la manière dont la Banque améliore son mode de mise en œuvre** pour renforcer son impact.

Le présent rapport comporte quatre grandes sections :

Banque de l'UE, activité mondiale

Cette section rend compte des activités de BEI Monde, en mettant en évidence les principaux défis, les priorités de l'UE et l'impact de la BEI dans différentes régions géographiques, de l'**Ukraine** aux **pays de l'élargissement**, en passant par les régions du **voisinage** de l'UE et les pays partenaires d'**Afrique subsaharienne**, d'**Asie** et d'**Amérique latine**.

Faire progresser les priorités de l'UE et les ODD

Cette section décrit comment BEI Monde met en œuvre les principaux objectifs stratégiques de l'Union européenne, en commençant par sa contribution à l'établissement de **partenariats pour un bénéfice mutuel** dans le monde entier, en particulier dans le cadre de la **stratégie « Global Gateway »**. Sont également abordés la manière dont la BEI aide les pays partenaires à intensifier **l'action pour le climat** au moyen de mesures d'atténuation et d'adaptation, notre soutien à **l'emploi**, à **l'inclusion** et aux investissements dans la **santé mondiale** et **l'égalité de genre**, ainsi que le mode d'intervention de la Banque dans les **États fragiles et touchés par des conflits**.

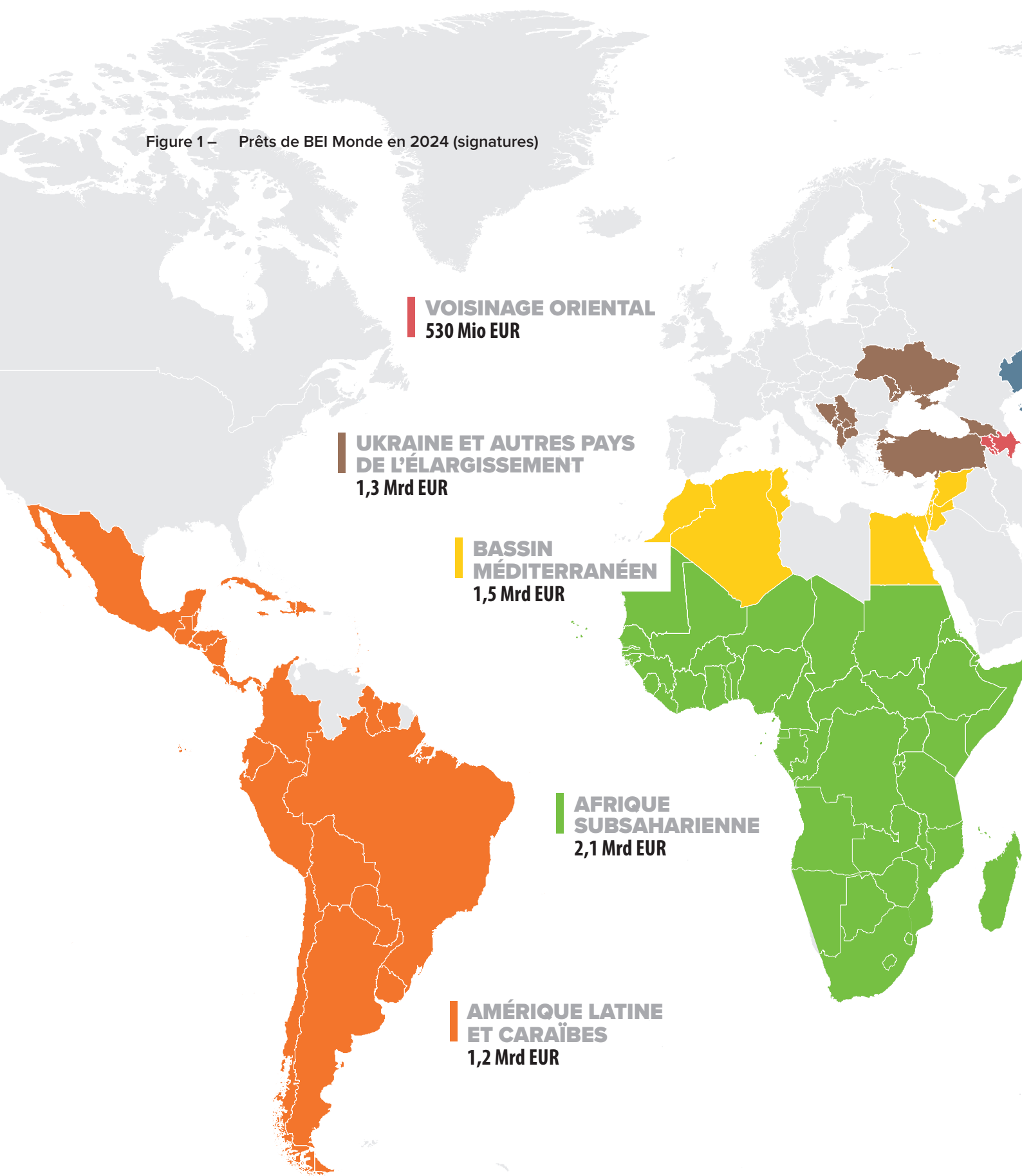
Améliorer le modèle de mise en œuvre

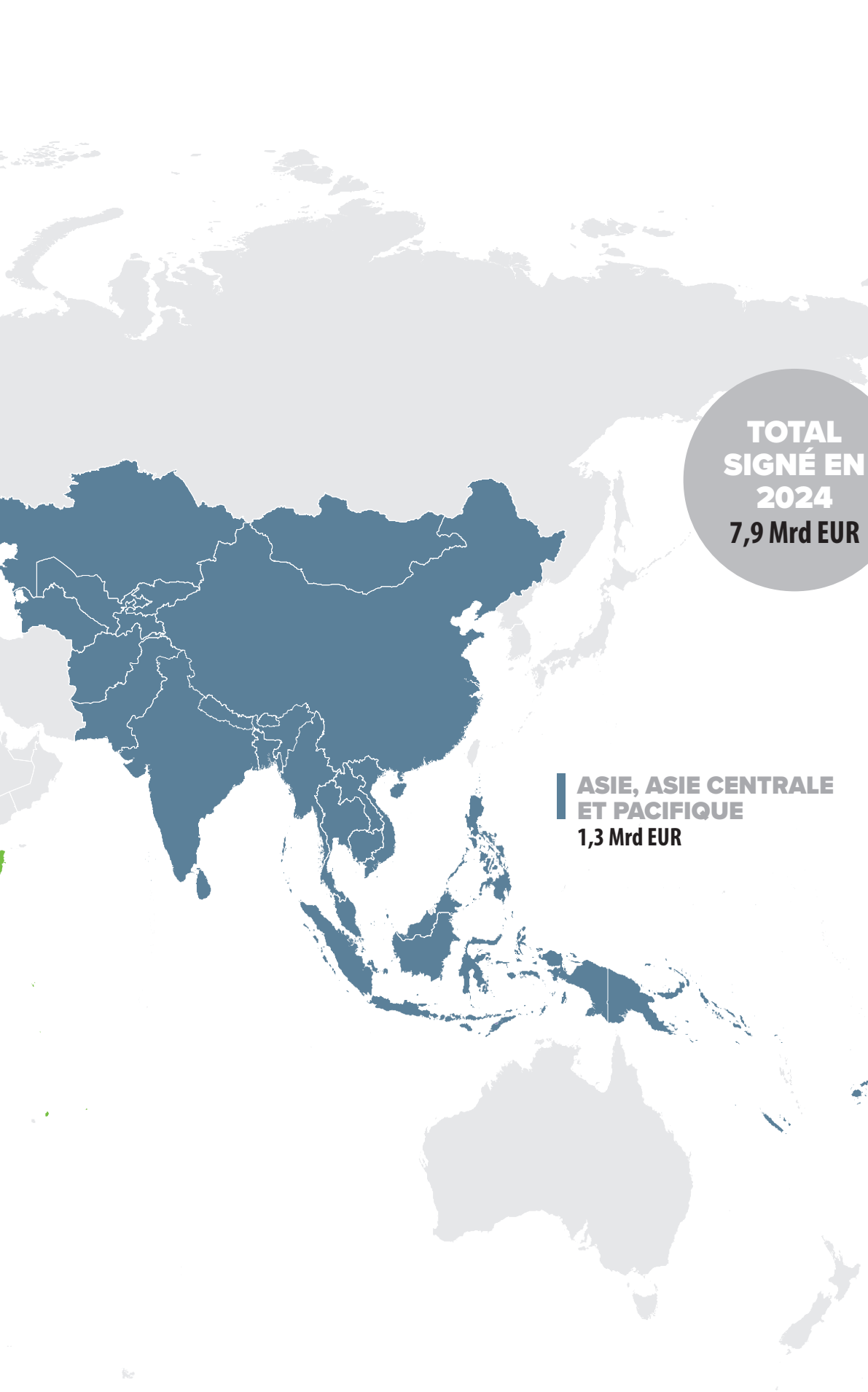
Cette section examine l'avancée de BEI Monde dans l'amélioration de son modèle de mise en œuvre, en vue d'accroître son impact. Elle porte sur la manière dont les investissements **répondent aux normes et aux valeurs de l'UE** et sur la proposition de valeur de la BEI pour des investissements **adaptés aux besoins et responsables**, notamment grâce à une présence locale, à l'innovation en matière de produits, à l'assistance technique et à notre contribution à la viabilité de la dette. Elle montre également comment l'offre de BEI Monde va **au-delà de l'octroi d'un prêt** du fait des partenariats avec les donateurs pour le panachage de ressources et la prestation de conseils, et comment la Banque travaille en partenariat dans le cadre de l'Équipe Europe et de l'initiative de délégation réciproque. Elle présente enfin **des enseignements tirés des évaluations**.

Accent mis sur les résultats et l'impact

BEI Monde a pour objectif ultime de maximiser l'impact de l'UE, et la transparence concernant les résultats et l'impact des projets est une qualité essentielle pour répondre à l'obligation de rendre compte. Cette section décrit la façon dont la **gestion des opérations de la Banque est axée sur les résultats** et comment elle rend compte en détail des résultats des projets, y compris des **résultats attendus au stade de l'instruction** et de ceux obtenus à l'achèvement des projets. Elle rend également compte de l'additionnalité et de l'empreinte carbone de la Banque et présente son incidence modélisée sur l'emploi.

Figure 1 – Prêts de BEI Monde en 2024 (signatures)





**TOTAL
SIGNÉ EN
2024
7,9 Mrd EUR**

**ASIE, ASIE CENTRALE
ET PACIFIQUE
1,3 Mrd EUR**

Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur cette carte n'impliquent de la part de la Banque européenne d'investissement aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire ni l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

À la suite des sanctions prises par l'UE à l'encontre de la Syrie en novembre 2011, la BEI a suspendu toutes ses activités de prêt et de conseil dans ce pays. Toutefois, la BEI fait partie du noyau dur du groupe des donateurs en faveur de la Syrie qui surveillent la situation sous la direction conjointe de l'UE et des Nations unies.

Faits marquants de l'activité de prêt de BEI Monde en 2024 (signatures) :

**4,7 Mrd
EUR**

pour l'action en faveur
du climat et la durabilité
environnementale*

**6,7 Mrd
EUR**

à l'appui de
« **Global Gateway** »

dont 6,3 Mrd EUR
pour les secteurs
prioritaires

**3,25 Mrd
EUR**

ciblant les bénéficiaires
du secteur privé

**1,47 Mrd
EUR**

pour l'adaptation
aux changements
climatiques**

**2,2 Mrd
EUR**

pour les projets
contribuant
de manière significative
à l'égalité de genre

**1,36 Mrd
EUR**

d'affectations attendues
aux contextes de
fragilité***

* Les données relatives à l'action en faveur du climat et à la durabilité environnementale sont sujettes à vérification jusqu'à leur publication dans le rapport de la BEI sur la durabilité.

** Dans le cadre du financement global de l'action pour le climat et de la durabilité environnementale.

*** Selon la définition de l'OCDE, *États de fragilité 2025*. Ce chiffre recouvre les opérations directes et les affectations attendues au titre de fonds et programmes régionaux. Voir p. 46.

Tableau 1 – Objectifs de développement durable : résultats attendus pour les projets de 2024

Agriculteurs et travailleurs forestiers bénéficiaires	136 000	
Capacité de stockage de produits agricoles (en tonnes)	983 000	
Personnes bénéficiant de services de santé de meilleure qualité	633 000	
Lits dans de nouveaux hôpitaux	505	
Personnes bénéficiant d'un accès à de l'eau potable	1 770 000	
Personnes ayant accès à des services sanitaires de meilleure qualité	314 000	
Électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables (en GWh/an)	15 500	
Foyers susceptibles d'être alimentés par l'électricité produite	7 110 000	
Emplois préservés dans des microentreprises, des PME et des ETI	798 000	
Emplois pendant la construction des projets (en années-personnes)	598 000	
Trajets supplémentaires en transports publics, par an	179 000 000	
Nombre de sites 3G, 4G et 5G installés	7 510	
Personnes bénéficiant de nouveaux systèmes de collecte des déchets	237 000	
Quantité de matériaux recyclables et de biodéchets collectés séparément (en tonnes/an)	101 000	
Économies réalisées grâce à des mesures d'efficacité énergétique (en GWh/an)	1 300	
Émissions absolues de gaz à effet de serre (en t éq. CO ₂ /an)*	280 000	
Émissions de gaz à effet de serre évitées (en t éq. CO ₂ /an)*	2 180 600	

* Les données relatives à l'exercice de mesure de l'empreinte carbone sont sujettes à vérification jusqu'à leur publication dans le rapport de la BEI sur la durabilité.



BANQUE DE L'UE, ACTIVITÉ MONDIALE

BEI Monde soutient l'action de l'Union européenne dans le monde en finançant, au-delà de ses frontières, des projets qui répondent aux besoins en matière de développement, reflètent les contextes locaux et sont en adéquation avec les priorités de l'UE. Nos activités sont appuyées par les mandats de l'UE et par les financements que la Banque octroie sur ses ressources et en risques propres. Le principal instrument de l'UE encadrant les opérations de BEI Monde est l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI).

Aux fins de l'adéquation avec les priorités de l'UE, BEI Monde adapte ses interventions en fonction de la région dans laquelle elle intervient.

- **Ukraine** : réponse aux besoins immédiats et soutien à la reconstruction et aux préparatifs en vue de l'adhésion à l'UE.
- **Pays de l'élargissement** : soutien aux préparatifs en vue de l'adhésion à l'UE par la promotion de la convergence économique et de l'intégration avec l'Union européenne.
- **Pays du voisinage de l'UE** : mise en œuvre de la politique européenne de voisinage, y compris le programme de l'UE pour la Méditerranée et la politique du partenariat oriental ; financement en faveur de la stabilité, de la prospérité et de la résilience dans le cadre des plans économiques et d'investissement et du [pacte vert pour l'Europe](#).
- **Afrique subsaharienne** : contribution à la stratégie « Global Gateway » et aux objectifs de développement durable, en mettant l'accent sur une croissance intelligente et inclusive, les investissements intégrant la dimension de genre et l'adaptation aux changements climatiques dans les économies moins développées.
- **Amérique latine, Caraïbes, Asie, Asie centrale et Pacifique** : accent mis sur les vastes besoins en matière de financement de la lutte contre les changements climatiques et les défis en matière d'adaptation, ainsi que sur la connectivité et les partenariats stratégiques, dans le cadre de la stratégie « Global Gateway ».

La présente section est consacrée à l'examen des priorités et des réalisations de BEI Monde dans chacune de ces régions. Elle propose en introduction une vue d'ensemble de la **situation en matière de développement dans l'environnement économique mondial actuel**.

L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE MONDIAL

Les pays en développement et les marchés émergents font face à un environnement économique complexe et incertain. Les projections indiquent que la croissance mondiale devrait rester inférieure à son rythme tendanciel. Le choc inflationniste qui a secoué de nombreux pays s'estompe, mais les tensions géopolitiques menacent de freiner l'avancée du développement économique et humain. La résilience remarquable dont on fait preuve ces économies incite néanmoins à l'optimisme.

Ces 25 dernières années, les marchés émergents et les économies en développement ont réalisé des avancées très importantes en matière de développement, et sont aujourd'hui davantage intégrés dans l'économie mondiale. Ils représentent désormais près de 50 % du produit intérieur brut (PIB) mondial, et 21 % des entrées de capitaux (contre 6 % auparavant)². Bon nombre de ces pays ont surmonté les chocs récents qu'ont été la pandémie de COVID-19, l'invasion de l'Ukraine par la Russie ou encore le resserrement monétaire agressif opéré dans les économies avancées. Ils présentent désormais des cadres macroéconomiques améliorés, des déficits de balance courante relativement maîtrisés et une plus grande marge de manœuvre pour un assouplissement progressif de leur politique monétaire.

LA MULTIPLICATION DES OBSTACLES AUX ÉCHANGES ASSOMBRIT LES PERSPECTIVES

Les perspectives à plus long terme n'en demeurent pas moins préoccupantes pour les marchés émergents et les économies en développement. Les prévisions de croissance pour l'avenir s'établissent autour de 3,5 % en moyenne, soit un rythme inférieur à celui des années 2000 (5,1 %) et des années 2010 (4,2 %). Plusieurs facteurs en sont responsables : affaiblissement de l'investissement, productivité en berne, tendances démographiques défavorables, contexte extérieur difficile marqué par des taux d'intérêt élevés, regain de protectionnisme commercial et fragmentation accrue des marchés mondiaux de capitaux et de marchandises. La convergence des revenus par habitant entre les pays en développement et les économies avancées a ralenti : la progression enregistrée sur les marchés émergents et dans les économies en développement ne dépasse plus que d'environ 1 point de pourcentage celle observée dans les économies avancées.

Les tensions géopolitiques sont devenues une source majeure de risque de détérioration. De nombreux marchés émergents et pays en développement, parce que leurs économies sont ouvertes, sont particulièrement vulnérables à la fragmentation des échanges induite par les nouvelles barrières commerciales. À cela s'adjoint le retour d'une politique commerciale axée sur les droits de douane sous la nouvelle administration américaine, qui ne fait qu'ajouter à l'incertitude mondiale. Aujourd'hui, environ deux tiers des échanges mondiaux sont exempts de droits de douane, mais d'importants obstacles entravent toujours les échanges sud-sud. Entre l'Amérique latine et l'Asie du Sud, par exemple, les échanges sont visés par des taxes de l'ordre de 15 % en moyenne³. Parallèlement, les flux de capitaux mondiaux demeurent insuffisants, ce qui pèse sur les pays qui dépendent de financements extérieurs pour soutenir l'investissement et pouvoir concrétiser leurs objectifs climatiques.

Les transformations structurelles et les réformes institutionnelles ont également marqué le pas. Plusieurs marchés émergents et économies en développement ont vu la croissance de la productivité décliner et peu de progrès dans la diversification de leurs modèles de croissance. La faiblesse des investissements, les lacunes en matière d'infrastructures et le manque de capacités en matière de santé, d'éducation et de numérique freinent la dynamique économique et, partant, la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies.

2. Banque mondiale (2025). *Perspectives économiques mondiales*, janvier 2025.

3. CnuCED (2025). *Global Trade Update* (mars 2025) : The role of tariffs in international trade.

Un engagement renouvelé en faveur des réformes est essentiel, en particulier celles qui stimulent la productivité, augmentent la participation au marché du travail, renforcent la concurrence et attirent les investissements privés. Tout aussi importante est la nécessité de redynamiser la coopération internationale pour faire face aux défis mondiaux, des changements climatiques à l'insécurité alimentaire et aux conflits.

DES PROBLÈMES DE SOUTENABILITÉ DE LA DETTE QUI PERSISTENT

Les niveaux de dette souveraine restent élevés dans les pays à faible revenu : ils ont augmenté de 12 points de pourcentage du PIB pour atteindre 88 % en moyenne entre 2019 et 2023, selon le rapport du FMI sur l'évolution de la dette mondiale (Global Debt Monitor)⁴. Les niveaux d'endettement se sont cependant stabilisés depuis la pandémie et le risque d'une crise systémique de la dette semble globalement contenu. Selon les données du FMI, douze pays à faible revenu sont en situation de surendettement ou présentent une dette publique qui n'est pas soutenable, et deux marchés émergents sont engagés dans un processus de restructuration de dette⁵. Fin 2024, des restructurations avec les détenteurs d'obligations étaient conclues pour trois pays : le Ghana et la Zambie selon les termes du [Cadre commun du G20 pour les traitements de dette](#), et le Sri Lanka en dehors de ce mécanisme. Les questions de soutenabilité de la dette devraient rester une priorité sous la présidence sud-africaine du G20.

Plus généralement, beaucoup de marchés émergents et d'économies en développement font toujours face à une charge de la dette et à des coûts d'emprunt élevés, une problématique qui limite considérablement leur capacité à investir et à progresser dans la réalisation des ODD. Pour les pays à faible revenu, les paiements d'intérêts ont été multipliés par deux et demi (de 13 milliards de dollars en 2014 à 35 milliards en 2024). Cette hausse pèse lourdement sur les finances des États. S'agissant des marchés émergents, les coûts du service de la dette extérieure se sont globalement allégés, mais en valeur médiane, un marché émergent consacre toujours plus de 12 % des recettes publiques (hors subventions) au remboursement de sa dette extérieure, ce qui représente également deux fois plus qu'il y a dix ans.

LES FINANCEMENTS D'INSTITUTIONS COMME LA BEI SONT PLUS ESSENTIELS QUE JAMAIS

L'activité de financement à l'appui du développement durable ralentit, alors même que les besoins d'investissement s'accroissent. Selon les dernières données du rapport de la CnuCED sur l'investissement dans le monde⁶, l'investissement étranger direct a chuté de 7 % et l'investissement dans les secteurs liés aux ODD a reculé de plus de 10 %. Dans ce contexte, le déficit d'investissements nécessaires à la concrétisation des ODD dans les pays en développement – estimé à 4 000 milliards d'euros – se creusera encore. D'après le rapport de la CnuCED, plusieurs de ces secteurs ont également enregistré une baisse des projets. Deux d'entre eux, celui des systèmes agroalimentaires et celui de l'eau et de l'assainissement, ont attiré moins de projets en 2023 qu'en 2015, année au cours de laquelle les ODD ont été adoptés.

Ces dernières années, les banques multilatérales de développement ont démontré le rôle vital qu'elles jouent pour maintenir les flux financiers lorsque, en période de turbulences économiques, les fonds provenant d'autres sources se raréfient. Mais aujourd'hui, les priorités géopolitiques évoluent et, partant, une pression accrue s'exerce sur les sources de financement du développement. Le travail de la BEI en tant que bailleur de fonds pour le développement est essentiel.

4. Fonds monétaire international. Département des finances publiques (2024). 2024 Global Debt Monitor. <https://www.imf.org/external/datamapper/GDD/2024%20Global%20Debt%20Monitor.pdf>.

5. Fonds monétaire international. Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation (2025). Debt Vulnerabilities and Financing Challenges in Emerging Markets and Developing Economies – An Overview of Key Data, Policy Paper N° 2025/002. <https://www.imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2025/02/19/Debt-Vulnerabilities-And-Financing-Challenges-In-Emerging-Markets-And-Developing-Economies-562218>.

6. CnuCED (2024). Rapport sur l'investissement dans le monde 2024 – Facilitation des investissements et gouvernement numérique. <https://unctad.org/publication/world-investment-report-2024>.

UKRAINE

Trois ans après le début de la guerre à grande échelle en Ukraine, le pays fait face à une situation humanitaire difficile, à des destructions massives et à des perturbations dans ses échanges commerciaux, et son économie est mise à rude épreuve. Les coûts de la reconstruction sont estimés à plus de 500 milliards d'euros sur la prochaine décennie. Dès le premier jour du conflit, la BEI a fait de l'Ukraine une priorité absolue. La Banque apporte un soutien financier et consultatif au pays afin de l'aider à reconstruire ses infrastructures, à stimuler son économie et à progresser sur la voie de son intégration à l'UE.

En 2024, la Banque a décaissé près de 250 millions d'euros pour assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'Ukraine, la réparation des infrastructures critiques endommagées et la continuité de la fourniture de services essentiels dans l'ensemble du pays. Le montant total des décaissements de la BEI en faveur de l'Ukraine depuis le début de son invasion à grande échelle en 2022 s'élève à plus de 2,2 milliards d'euros. En 2024, la Banque a signé de nouveaux contrats pour un montant de 266 millions d'euros et approuvé l'octroi de 540 millions d'euros supplémentaires par l'intermédiaire de son [fonds « EU for Ukraine »](#) et de la [facilité de l'Union européenne pour l'Ukraine](#) afin de soutenir la reconstruction d'infrastructures critiques. De nouveaux investissements renforceront le secteur de l'énergie, soutiendront les entreprises ukrainiennes, moderniseront le métro de Kiev et amélioreront les infrastructures sociales telles que les hôpitaux et les écoles.

DES SERVICES DE CONSEIL ÉLARGIS

Les opérations de la BEI sont complétées par des services d'assistance technique et de conseil. En complément de son programme de conseil « [EU for Ukraine](#) » de 100 millions d'euros, la BEI a conclu un accord avec la Commission européenne, en 2024, en vue d'étendre à l'Ukraine le programme phare de conseil de l'Union européenne, appelé Jaspers, avec une enveloppe de financements de 20 millions d'euros. Ce programme d'assistance conjointe à la préparation de projets dans les régions européennes aidera les autorités ukrainiennes à planifier des investissements majeurs, à renforcer les capacités institutionnelles et à s'aligner sur les normes de l'UE, pour favoriser un redressement durable du pays et son intégration dans l'UE. Dans le cadre de ces efforts, la Banque a travaillé en 2024 avec les services de l'État et d'autres partenaires à la mise en place d'une structure de coordination pour la préparation des projets en Ukraine. BEI Monde met actuellement au point un mécanisme de préparation dans le cadre de cette structure, qui accélérera la reconstruction des infrastructures et améliorera les possibilités d'investissement en Ukraine.

PLAN DE SAUVETAGE ÉNERGÉTIQUE

En 2024, l'énergie est restée une priorité essentielle pour l'Ukraine. En octobre 2024, la Banque a approuvé un [plan de sauvetage énergétique](#) prévoyant l'octroi de jusqu'à 600 millions d'euros de financements de l'UE pour rétablir l'électricité, assurer le chauffage et renforcer la résilience énergétique de l'Ukraine. Dans le cadre de ce plan, 86 millions d'euros ont été octroyés à Ukrenergo, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité de l'Ukraine, pour des abris protégeant les équipements électriques contre les attaques de drones. Le plan soutiendra également les besoins à court, moyen et long terme de l'Ukraine, dans l'optique de faciliter sa transition écologique ainsi que son intégration à l'UE au niveau des infrastructures et des normes.

DES PERSPECTIVES POUR LE SECTEUR PRIVÉ ET UNE IMPULSION POUR LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE L'UE ET L'UKRAINE

Des milliers d'entreprises pourront accéder à des financements abordables grâce à un nouveau dispositif mis en place par le Groupe BEI et la Commission européenne en 2024. Il comprend un prêt de 100 millions d'euros et des garanties destinées à débloquer environ 400 millions d'euros de prêts aux petites entreprises par l'intermédiaire de banques ukrainiennes.

En juillet 2024, le Fonds européen d'investissement (FEI), qui fait partie du Groupe BEI, a mis en place un mécanisme de garantie des crédits à l'exportation de 300 millions d'euros dans le cadre d'InvestEU,

le programme d'investissement phare de l'Union européenne. Cette initiative pilote vise à réduire les risques financiers pour les entreprises européennes qui exportent vers l'Ukraine, avec le soutien d'organismes de crédit à l'exportation. Ces mesures permettront de redynamiser les échanges commerciaux entre l'Union européenne et l'Ukraine et soutiendront la reprise économique du pays.

UNE PRÉSENCE RENFORCÉE SUR LE TERRAIN

Malgré les coupures de courant, les pénuries de main-d'œuvre et les bombardements continus, l'Ukraine et la BEI sont allées de l'avant en 2024 pour mettre en œuvre des projets et reconstruire des infrastructures vitales. Le pôle régional de la BEI pour l'Europe orientale, basé à Kiev, collabore avec des équipes au Luxembourg afin d'accroître le soutien sur le terrain et de stimuler le redressement de l'Ukraine.

Figure 2 – Faits marquants de 2024 concernant les projets en cours en Ukraine



« SE SERRER LES COUDES »

Le redressement de l'Ukraine est centré sur les infrastructures de chauffage, d'électricité et d'eau, les hôpitaux et les écoles, ainsi que le soutien aux femmes.

Vadym Tchoursin a perdu sa mère bien avant la guerre. Son père, Dmytro, est son meilleur ami depuis qu'il est très jeune. Leurs liens se sont encore resserrés depuis que la ville où ils habitaient, près de la frontière sud de l'Ukraine, a été occupée par des soldats russes.

« Aujourd'hui, il ne reste presque plus rien de notre maison et plus un seul bâtiment ne tient encore debout dans notre ancienne ville », explique Vadym, âgé de 16 ans. Lorsque la guerre a éclaté, il vivait à Olechky, à proximité de Kherson, où son père dirigeait une entreprise de construction de minimaisons sur roues. Depuis deux ans, le père et le fils louent la moitié d'une maison à Odessa, à environ 220 kilomètres à l'ouest, tout près de la nouvelle école de Vadym. « Nous sommes ce que l'on appelle des personnes déplacées. Nous sommes nombreux dans ce cas ici et nous nous serrons les coudes. »

Vadym fréquente l'école n° 41 d'Odessa, l'un des premiers établissements scolaires remis en état dans le cadre du premier programme d'appui au relèvement de l'Ukraine de la Banque européenne d'investissement. Depuis lors, la Banque a contribué à la modernisation de plusieurs établissements scolaires et d'un hôpital dans la ville.

La Banque européenne d'investissement contribue à la rénovation de plus de 300 écoles, jardins d'enfants, hôpitaux et logements sociaux dans environ 150 villes ukrainiennes. Elle a aussi amélioré l'approvisionnement en électricité, gaz et eau, l'assainissement, la gestion des déchets solides et les transports dans plus d'une dizaine de régions et a achevé plus de 100 projets. Elle reçoit chaque semaine de nouvelles demandes d'aide.

En septembre 2024, le bras financier de l'Union européenne a proposé un plan de sauvetage énergétique de 600 millions d'euros pour aider l'Ukraine à l'approche de l'hiver, de sorte que les entreprises et les ménages disposent d'électricité et de chaleur. Des abris seront construits pour protéger les sous-stations électriques contre les bombardements.

Au cours des trois dernières années, le Groupe BEI a décaissé plus de 2 milliards d'euros pour réparer les dommages dans les villes et répondre à des besoins urgents en Ukraine. La Banque a prêté environ 4 milliards d'euros aux pays voisins de l'Ukraine afin de les aider à fournir des logements, des places dans des écoles, des soins de santé et des emplois aux réfugiés. Le fonds « EU for Ukraine » compte parmi les outils de financement disponibles les plus récents. Il vise à reconstruire les bâtiments municipaux, à restaurer les services publics et à offrir une aide aux entrepreneurs⁷. Plusieurs États membres de l'UE ont engagé des ressources à l'appui de ce fonds. La Banque européenne d'investissement est partenaire d'un mécanisme de financement de l'Union européenne appelé facilité pour l'Ukraine. Ce programme de redressement doté de 50 milliards d'euros s'étendra jusqu'en 2027. La Banque acheminera plus de 2 milliards d'euros issus de ce programme à l'appui de l'énergie, des routes, des chemins de fer, de l'eau, du logement et de l'éducation⁸.

Soutien accru à la main-d'œuvre féminine

Alors que les hommes et de nombreuses femmes se battent sur les lignes de front, un aspect de la guerre est souvent négligé : la charge qui incombe aux femmes civiles de soutenir leur famille, l'économie et la société. Ces femmes assument de nouvelles fonctions pour empêcher l'effondrement des entreprises et des services essentiels. « Des femmes conduisent des tracteurs dans les exploitations agricoles, effectuent des réparations dans les logements et les entreprises, travaillent dans des mines, assurent des fonctions de policières, conduisent des véhicules d'urgence », explique Maria Gutsman, qui travaille en étroite collaboration avec la Banque européenne d'investissement en tant que cheffe d'équipe à Kiev pour le Programme des Nations unies pour le développement⁹.

7. https://www.eib.org/attachments/publications/20240080_eu_for_ukraine_fund_fr.pdf.

8. https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/news/commission-welcomes-political-agreement-eu50-billion-ukraine-facility-2024-02-06_en.

9. <https://www.eib.org/press/news/united-in-ukraine-s-recovery-ec-eib-undp-partnership-is-driving-reconstruction-and-building-resilience>.



Maria Gutsman aimerait que les programmes internationaux aident les Ukrainiennes à bénéficier de davantage de formations, à obtenir plus de financements pour les petites entreprises dirigées par des femmes, à accéder à des informations sur les subventions et l'aide humanitaire destinée aux femmes, et à recevoir plus de soutien pour développer leur capacité à diriger.

« Nous vivons en ce moment une période unique de solidarité en Ukraine », ajoute-t-elle. « Les femmes ont la possibilité d'occuper de nouveaux emplois et d'avoir de nouvelles perspectives de carrière qui aideront également l'économie. »

Un appui adapté au contexte

L'une des plus grandes difficultés pour les projets contribuant au redressement du pays consiste à trouver des ouvriers de la construction prêts à travailler à proximité des zones de conflit, explique Violaine Silvestro von Kameke, chargée de prêt à la BEI. La Banque a assoupli les procédures d'appel d'offres pour trouver davantage d'entreprises capables de réparer des écoles, de construire des abris antiaériens et de rétablir les services publics. La construction d'écoles est particulièrement compliquée, car chacune doit posséder un abri antiaérien solide.

Les conseillers techniques de la Banque européenne d'investissement ont également commencé à retourner en Ukraine dans le cadre du programme Jaspers d'assistance conjointe à la préparation de projets dans les régions européennes¹⁰. En septembre 2024, une équipe de conseil s'est rendue à Lviv et à Kiev pour discuter des moyens permettant de construire des liaisons ferroviaires de meilleure qualité entre les grandes villes et de moderniser les liaisons avec d'autres pays.

Le complexe Kolos, un centre sportif et de rééducation, à Rechetylivka, à environ 180 kilomètres à l'ouest de Kharkiv et de la frontière russe est un projet à forte visibilité récemment soutenu par la Banque européenne d'investissement. La modernisation du centre a été financée au moyen d'un prêt de la BEI de 930 000 euros. De nombreux enfants et adultes présentant des problèmes physiques ou mentaux, dont des personnes blessées pendant la guerre, reçoivent de l'aide dans ce centre, dont l'équipe ukrainienne de volleyball qui a participé aux Jeux paralympiques de Paris.

10. <https://www.eib.org/press/news/ukraine-wins-eur20-million-eu-extension-of-advisory-assistance-for-economic-development>.

PAYS DE L'ÉLARGISSEMENT ET VOISINAGE ORIENTAL

BEI Monde a continué de soutenir le processus d'élargissement de l'UE et la mise en place de relations avec les pays du voisinage oriental. Les projets financés ont appuyé la stratégie « Global Gateway » et le plan économique et d'investissement pour les Balkans occidentaux. Ils ont aussi ouvert la voie à de nouveaux investissements au titre des plans de croissance des pays de l'élargissement.

A fin de contribuer au succès du processus d'élargissement de l'UE, BEI Monde propose une gamme complète de produits, dont un soutien à la convergence avec l'Union européenne au moyen de facilités pour les réformes et la croissance, la promotion du développement du secteur privé en vue de l'adhésion au marché unique, ainsi que le soutien à l'action en faveur du climat. En 2024, les investissements de BEI Monde dans les Balkans occidentaux ont atteint 677 millions d'euros et bénéficié à des secteurs tels que les transports, l'énergie, l'eau et l'assainissement, ainsi que les petites entreprises. Les pays des Balkans occidentaux progressent dans la mise en œuvre des réformes dans ces domaines prioritaires dans le cadre du nouveau plan de croissance et de la nouvelle facilité pour les réformes et la croissance en faveur des Balkans occidentaux de la Commission européenne. La BEI soutient ces efforts au moyen de services financiers et de conseils.

La Banque a également signé des accords de financement pour soutenir des projets de transport, dont la modernisation et l'électrification d'une ligne ferroviaire de 120 kilomètres en Albanie, la reconstruction de la ligne Vrbnica-Podgorica au Monténégro et la construction du tronçon autoroutier Medakovo-Poprikuse du corridor Vc en Bosnie-Herzégovine. Au titre du Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux, la BEI a également octroyé des aides non remboursables pour des infrastructures environnementales et sociales au Monténégro. La BEI joue en outre un rôle de premier plan dans le train de mesures de soutien à l'énergie de l'Union européenne pour la région, dont l'enveloppe s'élève à 1 milliard d'euros. Les fonds seront consacrés à des investissements clés dont des centrales hydroélectriques, des projets entièrement nouveaux dans le domaine des énergies renouvelables en Serbie et une nouvelle centrale solaire au Kosovo¹¹.

Dans le voisinage oriental, les financements de la BEI visent à améliorer les connexions avec l'Union européenne et contribuent ainsi à la sécurité énergétique de l'UE, ainsi qu'à la résilience et à la stabilité économiques. En 2024, BEI Monde a mis 894 millions d'euros à disposition pour le voisinage oriental. Dans le même temps, la BEI a signé un prêt sectoriel historique à l'appui du programme moldave de développement des forêts, pour lequel l'ensemble du financement contribue à l'action en faveur du climat. Cette opération comprend une assistance technique de la BEI. La Banque a également signé un prêt pour la construction de la route Sisian-Kajaran en Arménie, un tronçon crucial du corridor de transport nord-sud. Elle a aussi accordé son premier prêt au secteur public azerbaïdjanais pour le développement d'infrastructures numériques.

Dans les Balkans occidentaux, la BEI a continué de soutenir les petites entreprises dans la transition écologique, d'améliorer l'inclusion sociale et de contribuer à une croissance durable et à l'emploi. Elle contribue également au renforcement des capacités du secteur financier, notamment des banques centrales en Albanie, en Macédoine du Nord et en Serbie. Ces concours stimulent la finance verte et l'alignement sur la réglementation européenne en matière de finance durable. La BEI a renforcé son soutien aux investissements étrangers directs mis en œuvre dans la région par des entreprises européennes en finançant la première usine de fabrication de véhicules électriques en Serbie. Ces initiatives soulignent la détermination de la BEI à renforcer le secteur privé et à promouvoir un développement économique durable.

11. Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut du Kosovo et est conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies, ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

Montant signé en 2024

1,8 Mrd EUR

Action en faveur
du climat et durabilité
environnementale : **65 %**

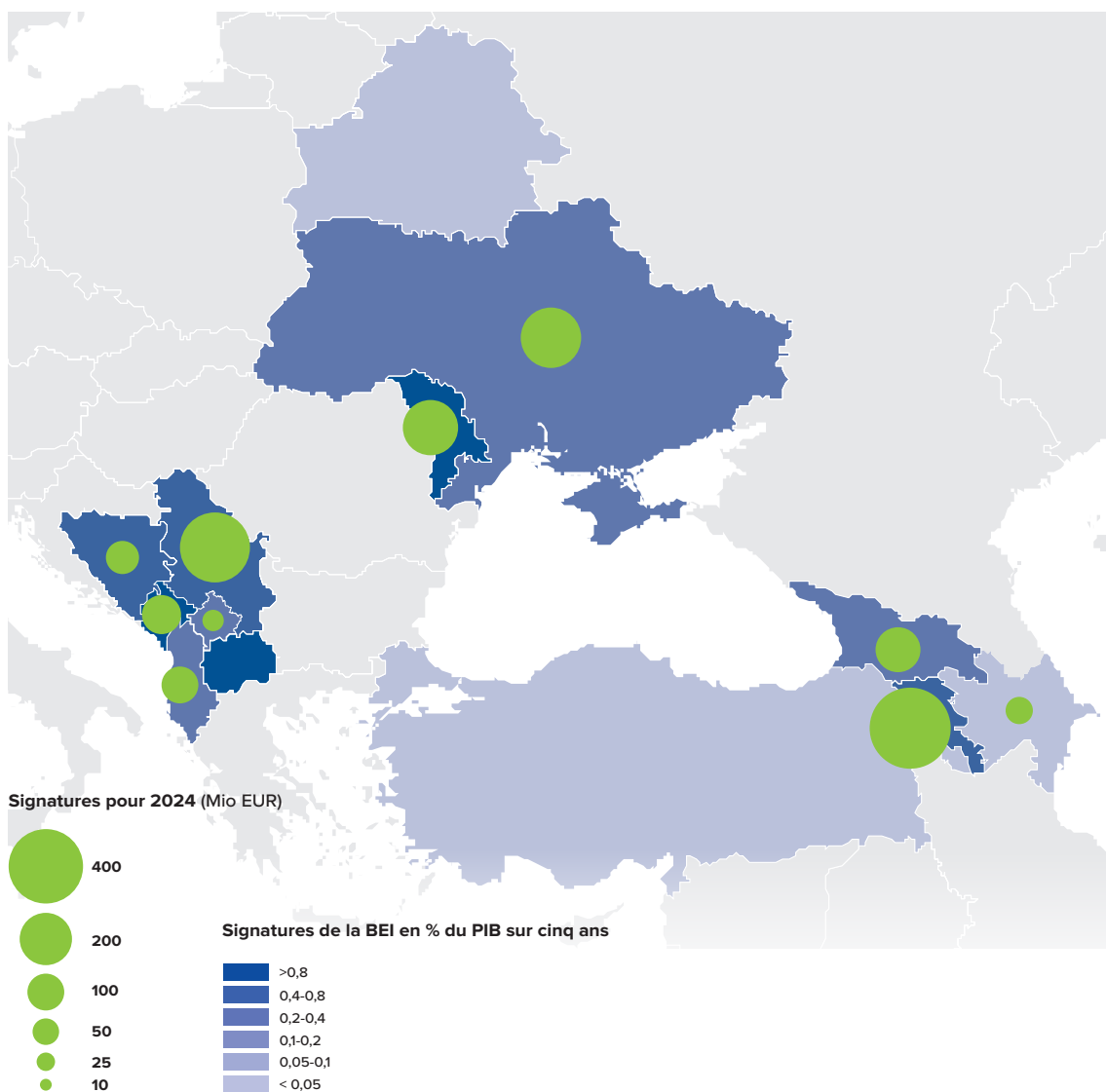
Principaux résultats attendus des nouveaux projets

3,99 millions de trajets par an dans des transports
publics modernisés

370 000 compteurs intelligents d'énergie installés

51 400 emplois préservés dans des PME et des ETI

Figure 3 – Prêts de la BEI dans les pays de l'élargissement et du voisinage oriental
(contrats signés en 2024 et en % du PIB sur la période 2020-2024)



Kosovo : cette désignation est sans préjudice des positions exprimées par les États membres de l'UE sur le statut du Kosovo et est conforme à la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis rendu par la Cour internationale de justice le 22 juillet 2010 sur la déclaration d'indépendance du Kosovo. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes contenues dans la présente section n'impliquent de la part de la Banque européenne d'investissement aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire ni l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

LA TRANSITION NUMÉRIQUE AU MONTÉNÉGRÓ COMMENCE À L'ÉCOLE

Des décennies d'urbanisation et de déficit de financement ont mis à rude épreuve le système éducatif monténégrin. Aujourd'hui, grâce à un financement de la BEI dans le cadre de l'Équipe Europe, le pays investit dans l'éducation afin de doter les élèves des compétences nécessaires pour trouver des emplois de qualité et de soutenir la candidature de ce pays des Balkans occidentaux à l'adhésion au marché unique européen.

Le soutien apporté repose sur le principe du panachage de ressources, caractéristique de l'approche de l'Équipe Europe. L'intervention de la BEI prend la forme d'un prêt de 18 millions d'euros et d'une subvention d'assistance technique d'un montant de 2,5 millions d'euros au titre de son initiative Résilience économique. D'autres donateurs et l'Union européenne mettent 11 millions d'euros à disposition, sous la forme d'une subvention, par l'intermédiaire du Cadre d'investissement de l'UE en faveur des Balkans occidentaux (CIBO). La Banque cherche des possibilités d'accroître son soutien financier et de continuer à attirer des financements supplémentaires pour le projet dans le cadre de l'initiative Équipe Europe.

« Le secteur de l'éducation au Monténégro requiert qu'on lui accorde une attention particulière car il est confronté à de nombreux défis », déclare Yngve Engstrom, responsable de la coopération au sein de la délégation de l'UE au Monténégro. « Nous espérons que ces investissements amélioreront les conditions pour les élèves, les enseignants et les autres membres du personnel scolaire monténégrins, et qu'ils soutiendront les vastes réformes nécessaires dans le secteur de l'éducation. »

Des compétences pour le futur marché du travail

Les fonds seront utilisés pour améliorer les bâtiments et installer des ordinateurs et d'autres équipements numériques modernes sur 13 sites, dont des jardins d'enfants et des écoles primaires, secondaires et professionnelles. Ainsi, quelque 1 700 nouvelles places seront disponibles pour les élèves et 530 emplois à temps plein seront créés pour les enseignants. Les établissements nouveaux ou rénovés seront conçus pour répondre aux normes environnementales, de sorte à utiliser au minimum 20 % d'énergie et d'eau de moins que les installations comparables, et établiront une nouvelle norme d'efficacité énergétique pour les bâtiments publics.

L'un des principaux objectifs du nouveau programme national d'éducation est d'améliorer les compétences numériques. Selon une étude de l'Unicef, un écolier monténégrin sur six n'a pas accès à un ordinateur à la maison et les écoles en disposent en moyenne d'un pour 16 élèves.

Plus de 500 écoles primaires et secondaires recevront de nouveaux ordinateurs, projecteurs, imprimantes et autres équipements qui leur permettront de dispenser des cours d'informatique modernes. En outre, 50 établissements d'enseignement professionnel bénéficieront d'équipements sophistiqués grâce auxquels ils pourront offrir des cours pratiques dans des secteurs aussi variés que la médecine, la chimie et l'hôtellerie.

Ces améliorations permettront d'aligner les compétences des étudiants sur les besoins des employeurs et de remédier à une situation où trop d'étudiants de l'enseignement supérieur sont diplômés dans des domaines offrant trop peu de possibilités d'emploi.

Le programme devrait véritablement changer la donne. S'exprimant lors d'un événement marquant la signature de l'accord de financement en février, la ministre monténégrine de l'éducation, de la science et de l'innovation, Andela Jakšić Stojanović, a déclaré que l'opération constituait « une étape importante dans l'amélioration du système monténégrin et la création de meilleures conditions d'apprentissage dans lesquelles la plus jeune génération pourra s'épanouir ».

UN PRÊT FONDÉ SUR LES RÉSULTATS POUR UN MEILLEUR ACCÈS À L'EAU EN JORDANIE

Un projet au cœur de la Jordanie vient remédier à l'un des défis les plus urgents du pays : la rareté de l'eau. Le premier prêt fondé sur les résultats octroyé par la Banque européenne d'investissement en faveur de [la sécurité hydrique et de l'adaptation aux changements climatiques en Jordanie](#) finance de petits projets d'approvisionnement en eau et des améliorations des systèmes d'assainissement dans l'ensemble du pays.

La Jordanie fait partie des pays les plus pauvres en eau. Dans sa stratégie nationale concernant l'eau pour la période 2023-2040, le pays indique ne disposer que de 61 mètres cubes d'eau douce renouvelable par habitant et par an, soit une quantité bien inférieure au niveau de stress hydrique absolu¹². Les eaux tirées du sous-sol du pays sont pompées dans les nappes phréatiques à un rythme deux fois supérieur à celui considéré comme durable, d'où leur baisse. Les quantités d'eau de surface varient fortement et sont incertaines en raison de l'évolution des régimes pluviométriques. Les niveaux de stockage de l'eau baissent sous l'effet de l'accumulation de sédiments dans les barrages. Les changements climatiques devraient entraîner une diminution supplémentaire de 15 % des ressources en eau douce d'ici à 2040. La croissance rapide de la population, y compris du fait des réfugiés, rend encore plus urgents les investissements dans les infrastructures d'approvisionnement en eau du pays.

Le projet repose sur une série d'interventions ciblées soutenues par un prêt fondé sur les résultats. Dans le cadre de ce type de financement, le décaissement des fonds dépend de la concrétisation d'objectifs spécifiques. Le projet vise à réduire d'un tiers les pertes d'eau dues aux fuites et aux raccordements irréguliers, avec à la clé une amélioration de la viabilité financière du secteur de l'eau et, partant, une réduction des besoins en subventions publiques, lesquelles contribuent au déficit budgétaire du pays.

Les interventions comprendront l'installation ou la remise en état de 450 kilomètres de canalisations principales et de conduites de distribution d'eau, ainsi que de réservoirs de stockage d'une capacité de 160 000 mètres cubes. Le projet permettra de rétablir le raccordement de 333 600 foyers au système d'approvisionnement en eau, d'accroître la capacité de traitement de l'eau pour améliorer la santé humaine et d'augmenter la quantité d'eau de récupération disponible pour l'irrigation, pour une meilleure sécurité alimentaire. Quelque 1,6 million de personnes devraient ainsi bénéficier d'un meilleur approvisionnement en eau potable (au moins 100 litres seront disponibles par foyer raccordé et par jour, et ce 24 heures sur 24). Ce projet s'inscrira en complément du projet de dessalement et de transport d'eau entre Aqaba et Amman – également financé récemment par la BEI –, qui augmentera considérablement l'approvisionnement en eau.

Ce prêt de 400 millions d'euros, soutenu par l'Union européenne, représente non seulement le premier prêt fondé sur les résultats octroyé par la Banque, mais aussi la plus importante opération de financement de la BEI dans le domaine de l'eau à l'extérieur de l'Europe. Il est assorti d'une aide non remboursable de 54,36 millions de dollars au titre du Mécanisme mondial de financement concessionnel, qui soutient les pays fournissant un bien public mondial en accueillant un grand nombre de réfugiés.

L'opération, par la modernisation des infrastructures hydriques aux fins de l'adaptation aux changements climatiques et de la résolution des problèmes critiques en matière d'approvisionnement en eau, soutient la stratégie nationale relative à l'eau de la Jordanie. Elle s'inscrit en outre dans le droit fil du nouveau programme de l'Union européenne pour la Méditerranée, des priorités du partenariat UE-Jordanie, des programmes indicatifs pluriannuels aux échelons régionaux et nationaux, des objectifs de l'initiative phare n° 11 (utilisation efficace des ressources) pour les services liés à l'eau dans le cadre du plan économique et d'investissement, et de l'initiative de l'Équipe Europe pour une gestion durable de l'eau en Jordanie.

12. Ministère jordanien de l'eau et de l'irrigation (2023). Stratégie nationale concernant l'eau pour la période 2023-2040 – Résumé.
https://www.mwi.gov.jo/EBV4.0/Root_Storage/AR/EB_Ticker/National_Water_Strategy_2023-2040_Summary-English_-ver2.pdf.

BASSIN MÉDITERRANÉEN

L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient sont d'importantes priorités pour BEI Monde. Un partenariat méditerranéen renforcé soutient notre prospérité, notre sécurité et notre résilience communes.

Établir des liens stratégiques à long terme avec les pays du voisinage méridional de l'Union européenne est un objectif essentiel. BEI Monde s'emploie à améliorer la connectivité, et notamment à soutenir la sécurité énergétique de l'UE, ainsi que la résilience et la stabilité économiques. BEI Monde intervient conformément au programme de l'UE pour la Méditerranée et au plan économique et d'investissement qui l'accompagne ainsi qu'aux priorités du partenariat stratégique et global pour soutenir les objectifs à long terme des pays partenaires. Le montant total des prêts de la BEI en faveur des pays méditerranéens s'est élevé à 1,5 milliard d'euros en 2024. Dans la droite ligne du nouveau pacte pour la Méditerranée, les fonds mis à disposition ont été déployés à l'appui de la stabilité économique, de l'emploi, de l'énergie, des transports, de la sécurité et de l'action en matière de migrations. BEI Monde apporte une large contribution à l'initiative régionale de l'Équipe Europe pour la création d'emplois grâce au commerce et aux investissements, et cible en particulier l'accès au financement pour les petites entreprises dans la région.

BEI Monde soutient la résilience climatique et le développement durable en Jordanie, l'un des pays du monde où la rareté de l'eau se fait le plus sentir. Le prêt de 400 millions d'euros fondé sur les résultats et soutenu par l'UE améliorera l'approvisionnement en eau dans le pays pour les générations à venir (voir p. 19.)

Le Partenariat bleu pour la Méditerranée, qui soutient une économie océanique durable, constitue une autre priorité dans la région. Il réunit la Commission européenne, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, ainsi que des institutions de financement du développement de Suède, de France, d'Allemagne et d'Italie. Il intervient sur des projets relevant de l'économie bleue en Égypte, en Jordanie et au Maroc.

En septembre 2023, un séisme de magnitude 6,8 a frappé la région d'Al Haouz, au cœur du Maroc, détruisant 50 000 habitations et causant de graves dommages à plus de 1 500 écoles. La BEI a réagi en engageant 1 milliard d'euros pour reconstruire des écoles, des routes et des hôpitaux selon des normes qui leur permettront de mieux résister aux catastrophes naturelles. Ce concours permettra de restaurer des infrastructures clés dans les domaines de l'éducation, de la santé et des transports, tout en intégrant des normes sismiques renforcées et des solutions énergétiques durables.

En Tunisie, BEI Monde a signé de nouveaux financements pour soutenir la connectivité, l'accès au financement pour les microentreprises et petites et moyennes entreprises, l'éducation, la résilience alimentaire et la transition énergétique. Une aide non remboursable de 18,5 millions d'euros a été signée en complément d'un prêt accordé précédemment pour la modernisation de 80 écoles dans le pays. Grâce à la construction de nouvelles structures, à l'acquisition de véhicules de transport scolaire et à la transformation numérique des établissements, 14 500 écoliers du primaire pourront apprendre dans de meilleures conditions.

Montant signé en 2024

1,5 Mrd EUR

Action en faveur du climat
et durabilité
environnementale : **38 %**

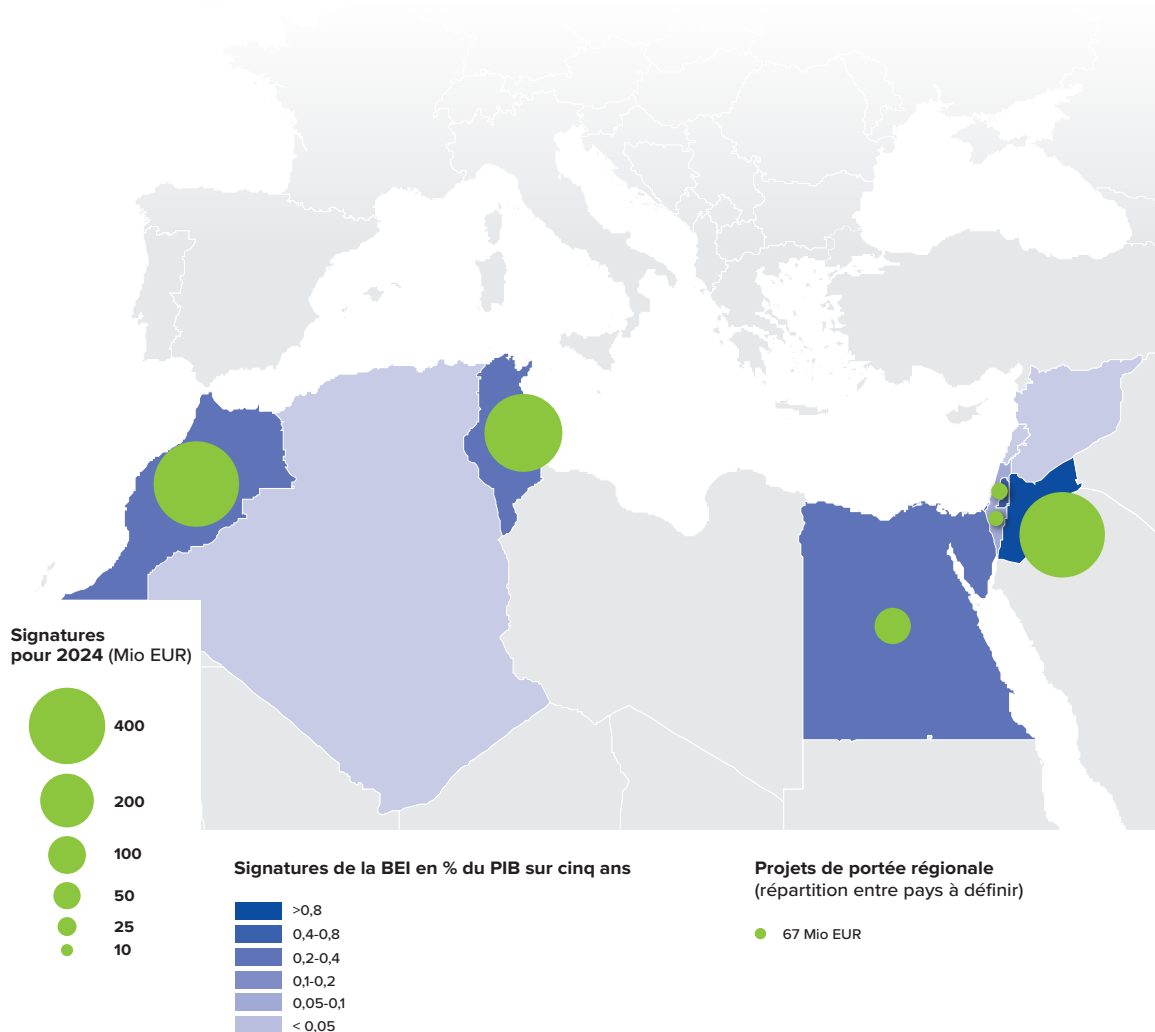
Principaux résultats attendus des nouveaux projets

1,7 million de personnes bénéficiant d'un accès à
l'eau potable

720 km de routes construites ou rénovées

4,2 millions de personnes ayant accès à de
meilleurs services de santé

Figure 4 – Prêts de la BEI dans le bassin méditerranéen
(contrats signés en 2024 et en % du PIB sur la période 2020-2024)



Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes contenues dans la présente section n'impliquent de la part de la Banque européenne d'investissement aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire ni l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

L'Afrique subsaharienne recèle un énorme potentiel de développement, mais elle a besoin d'investissements très importants pour lutter contre la pauvreté et libérer ce potentiel, tout en s'adaptant aux changements climatiques. Dans le cadre de la stratégie « Global Gateway », la BEI soutient dans la région des projets à fort impact d'intérêt commun, allant des infrastructures stratégiques à la création d'emplois et à la santé publique.

L'Afrique est un continent de tous les possibles. La population y est la plus jeune du monde, l'esprit d'entreprise y est fort et les ressources naturelles y sont abondantes. L'Afrique enregistre certes une forte croissance, mais celle-ci a ralenti ces dernières années sous l'effet de l'instabilité politique, des conflits, des crises alimentaires, des changements climatiques et de la perte de biodiversité.

Bien que de nombreuses économies africaines soient dynamiques, les niveaux de pauvreté restent extrêmement élevés. D'après les estimations, 400 millions de personnes vivent dans une pauvreté extrême¹³. Seulement 65 % de la population de l'Afrique subsaharienne a accès à des services d'eau potable de base, et seulement 33 % à des services d'assainissement de base et à des transports publics. D'importants investissements s'imposent dans les infrastructures et les services publics. Accompagner la reprise économique, une croissance soutenue ou encore la création d'emplois requiert un système financier florissant, mais les secteurs bancaires restent insuffisamment développés, ce qui limite la capacité des entreprises à obtenir des prêts et à se développer. Seulement 20 % des petites et moyennes entreprises ont accès au crédit. La nécessité de lutter contre les changements climatiques et de développer la production d'énergie renouvelable accroît encore ces besoins. Une analyse récente de la BEI a révélé que presque tous les pays d'Afrique étaient confrontés à des risques élevés associés aux changements climatiques, et que certains faisaient face à des risques très élevés¹⁴. Un grand espoir pour la région réside dans son vaste potentiel de production d'énergie renouvelable, qu'elle soit d'origine solaire, éolienne, hydraulique ou encore géothermique.

BEI Monde continue de soutenir les priorités de l'Europe en Afrique subsaharienne, telles que le développement de corridors stratégiques pour favoriser les échanges commerciaux et les transports sur le continent et entre l'Europe et l'Afrique. BEI Monde soutient les infrastructures de base, les chaînes de valeur clés, les projets présentant un intérêt économique à la fois sur le plan local et pour l'UE, et l'accès à des services vitaux tels que les soins de santé. En 2024, elle a contribué à hauteur de plus de 2 milliards d'euros au développement durable et à l'action en faveur du climat en Afrique subsaharienne.

La Banque a soutenu des investissements dans l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets, dont la protection des forêts en Côte d'Ivoire ou la mobilisation pour des océans propres au Bénin (voir l'article consacré à la Côte d'Ivoire, p. 24). Elle soutient également les infrastructures à l'épreuve des changements climatiques sur tout le continent. Pour améliorer les échanges, elle finance notamment au Cabo Verde un câble sous-marin à fibre optique qui reliera l'Europe à l'Afrique de l'Ouest. Elle soutient en outre des projets qui améliorent la distribution de vaccins et d'autres traitements vitaux. S'agissant des petites entreprises, l'appui de BEI Monde au développement du secteur privé met notamment l'accent sur la création d'emplois au moyen d'un soutien à celles qui ciblent les groupes défavorisés, en particulier les jeunes, les femmes et les agriculteurs en Côte d'Ivoire, en Mauritanie, au Sénégal, au Nigeria, au Mozambique, au Kenya et au Zimbabwe.

13. Banque mondiale (2022). *Rapport 2022 sur la pauvreté et la prospérité partagée* : Corriger le tir.

14. Voir Ferrazzi, M., Kalantzis, F. et Zwart, S. (2021). « *Assessing climate change risks at the country level: The EIB scoring model*. » Document de travail de la BEI n° 2021/03.

Montant signé en 2024

2,1Mrd EUR

Action en faveur du climat
et durabilité
environnementale : **50 %**

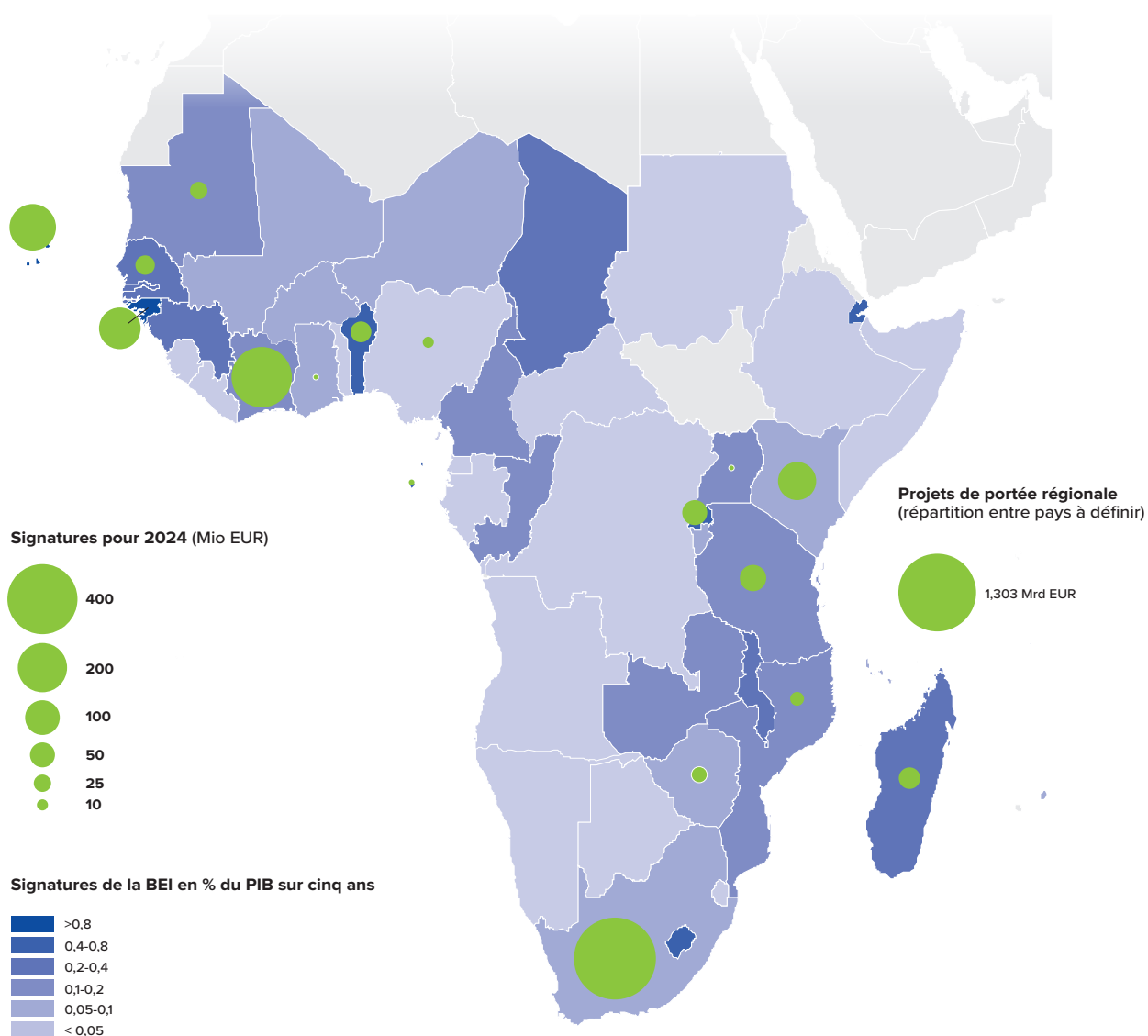
Principaux résultats attendus des nouveaux projets

5,6 millions de personnes avec des services de
données mobiles activés

1,8 million de ménages potentiellement alimentés
avec l'énergie produite

230 km de voies de circulation construites ou
modernisées

Figure 5 – Prêts de la BEI en Afrique subsaharienne
(contrats signés en 2024 et en % du PIB sur la période 2020-2024)



Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes contenues dans la présente section n'impliquent de la part de la Banque européenne d'investissement aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire ni l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

PROMOUVOIR LA PRODUCTION DURABLE DE CACAO

La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao et l'un des principaux fournisseurs des chocolatiers européens. Elle exporte environ deux tiers de sa production vers l'Union européenne. Le secteur du cacao est également l'un des principaux responsables de la déforestation et a largement recours au travail des enfants. Entre 2000 et 2019, [quelque 2,4 millions d'hectares de forêt](#) ont été défrichés en Côte d'Ivoire pour faire place à la production de cacao.

L'Union européenne a pris des mesures pour lutter contre la déforestation et le travail des enfants dans le cadre de l'initiative pour un cacao durable ainsi que de l'alliance pour un cacao durable. Ces deux dispositifs exhortent les pays comme la Côte d'Ivoire et le Ghana, qui représentent 60 % de la production mondiale de cacao, à renforcer la surveillance du secteur, à lutter contre la déforestation et le travail des enfants et à garantir des revenus décents aux agriculteurs. Les exportateurs devront se conformer à un nouveau [règlement européen concernant la déforestation](#), qui devrait entrer en vigueur en 2026. L'État ivoirien met également en œuvre la nouvelle norme régionale africaine ARS 1000 pour le cacao durable, dans le but d'assurer la traçabilité des récoltes dans les régions productrices et d'améliorer la protection de l'environnement.

Soutenir les coopératives, renforcer la chaîne de valeur

La BEI a accordé un [prêt de 100 millions d'euros à la Banque nationale d'investissement ivoirienne \(BNI\)](#) pour soutenir la production de cacao durable. L'investissement renforcera la chaîne de valeur du cacao produit selon des méthodes durables et aidera les producteurs à obtenir les certifications internationales (Fairtrade, Rainforest Alliance, label d'agriculture biologique).

La BNI est le principal bailleur de fonds pour le secteur du cacao en Côte d'Ivoire. En seulement quelques semaines, la banque a été en mesure d'accorder des prêts à des coopératives agricoles et à d'autres projets à hauteur d'environ 90 % des ressources mise à disposition par la BEI pour le pays, explique Marc-Antoine Coursaget, chargé de prêts responsable de l'opération au sein de BEI Monde.

Environ 60 % de ces coopératives sont dirigées par de jeunes entrepreneurs ou emploient un nombre important de jeunes, tandis que 40 % sont dirigées par des femmes ou en comptent un grand nombre dans leurs effectifs. L'un des groupes bénéficiaires des fonds est Akagny Cacao. Il soutient des coopératives dirigées par des femmes en achetant leurs récoltes à des prix équitables. Akagny Cacao est certifié Rainforest Alliance et Fairtrade.

La BEI et l'Agence française de développement fourniront une assistance technique pour aider la BNI à renforcer son système de gestion environnementale et sociale et permettre aux producteurs de cacao de satisfaire aux exigences de l'UE et aux certifications internationales. La BNI a obtenu un prêt de l'Assurance pour le développement du commerce et de l'investissement en Afrique afin d'élargir son offre d'assurances et de garanties réduisant le risque lié aux investissements des secteurs public et privé dans divers secteurs, dont celui du cacao, et ainsi renforcer davantage la chaîne de valeur du cacao durable.

Stopper la déforestation et promouvoir des moyens de subsistance durables

La BEI a également accordé un financement de 150 millions d'euros à la Côte d'Ivoire, afin de protéger et d'agrandir les zones forestières et d'intégrer les pratiques agroforestières dans la production de cacao. L'objectif est d'augmenter les surfaces forestières du pays de 2,9 millions d'hectares et de mettre un terme à la déforestation. Le projet vise également à améliorer les possibilités économiques qui s'offrent aux femmes dans les chaînes d'approvisionnement de la foresterie. L'assistance technique est destinée à accroître la participation économique des femmes aux processus décisionnels et à reconnaître leur rôle essentiel dans la gestion durable des forêts.

LE HAUT DÉBIT DÉSORMAIS ACCESSIBLE DANS LES RÉGIONS LES PLUS REÇULÉES DU MONDE GRÂCE AUX SATELLITES

La connectivité aux services numériques est essentielle au développement économique et social, en particulier dans les régions où l'accès à des connexions haut débit fixes est limité. En 2024, la BEI a signé un prêt de 125 millions d'euros avec SES, une société de satellites basée au Luxembourg, pour qu'elle fournisse des services de connectivité haute performance grâce à son système satellitaire en orbite terrestre moyenne. Les satellites du système permettent de fournir un accès rapide à l'internet dans des zones mal desservies et isolées d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. L'opération contribuera également à réduire la fracture numérique entre les zones urbaines et rurales et à améliorer l'accès à des services essentiels tels que l'éducation, les soins de santé et les services publics. Elle renforcera en outre l'indépendance de l'Europe en matière de trafic de données spatiales, dans la droite ligne de l'engagement de la BEI à soutenir l'autonomie stratégique de l'Europe dans les domaines de l'espace et de la connectivité mondiale.

Le financement soutiendra le déploiement du système de deuxième génération en orbite terrestre moyenne O3b mPOWER de SES. Cette dernière a déjà lancé huit des treize satellites O3b mPOWER, qu'elle exploite à 8 000 km de la Terre, offrant ainsi un débit élevé et une grande souplesse.

Le prêt cadre avec la stratégie « Global Gateway » de l'Union européenne, qui encourage les investissements dans des infrastructures sûres et durables visant à connecter les personnes et à améliorer les conditions de vie partout sur la planète. L'opération entre également dans le périmètre des activités de la BEI liées au programme spatial de l'UE pour la période 2021-2027 et contribue ainsi à renforcer la position de l'Europe dans le domaine des technologies et de l'innovation spatiales.

La BEI a aussi octroyé une aide non remboursable de l'UE de 34,4 millions d'euros et un prêt de 25,45 millions d'euros pour permettre à environ 1 600 villages d'Asie centrale de bénéficier de connexions internet rapides par satellite. Les fonds serviront à financer l'installation d'antennes assurant la connexion avec les satellites en orbite terrestre moyenne de SES. Cette initiative de l'Équipe Europe vise à offrir un accès rapide et fiable à l'internet à 3 millions de personnes dans les régions reculées du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan, du Kirghizstan et du Tadjikistan.

ASIE, AMÉRIQUE LATINE, CARAÏBES ET PACIFIQUE

Les partenariats de l'UE en Asie, en Amérique latine, dans les Caraïbes et dans le Pacifique se présentent sous des formes multiples et répondent à différents besoins d'investissements, y compris dans la lutte contre les changements climatiques. Dans le cadre de la stratégie « Global Gateway », la BEI intervient dans ces pays pour stimuler la croissance et la concrétisation d'objectifs de développement communs.

L'Asie, l'Asie centrale et le Pacifique sont des régions dont l'importance ne cesse de croître pour l'Europe. BEI Monde s'attache à renforcer l'impact des financements, dans le droit fil du programme d'investissement « Global Gateway », en orientant les fonds mis à disposition vers des projets de grande envergure qui soutiennent les chaînes de valeur critiques, et notamment les matières premières critiques, l'hydrogène vert et la transition énergétique juste. L'Union européenne met l'accent sur l'action en faveur du climat et la promotion de la connectivité aux moyens de projets phares.

Les financements de la BEI en Asie et en Asie centrale se sont élevés à 1,3 milliard d'euros l'an dernier et ont été consacrés, entre autres, à des transports durables et tenant compte des besoins particuliers des hommes et des femmes en Inde, et à des investissements verts en Mongolie, au Cambodge et au Bhoutan. La Banque a soutenu le corridor stratégique de transport transcaspéen en partenariat avec la Banque de développement du Kazakhstan, renforçant ainsi les liens entre l'Europe et l'Asie centrale. En complément d'un important portefeuille d'investissements dans le secteur, la Banque a ouvert un pôle de compétences en mobilité urbaine en Inde, en collaboration avec Deutsche Bahn Engineering & Consulting. Ce pôle aide les villes indiennes à développer rapidement des transports durables.

Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes entretiennent des liens culturels, économiques, commerciaux et d'investissement étroits avec l'Union européenne, et ils montrent un intérêt mutuel à l'égard des énergies renouvelables, de la production agricole et des matières premières critiques. Ces secteurs présentent un vaste potentiel en matière de croissance économique, d'égalité et de durabilité pour la région. En 2024, les prêts de la BEI en Amérique latine et dans les Caraïbes se sont élevés à 1,2 milliard d'euros et ont principalement appuyé la transformation numérique, l'éducation, les infrastructures de santé, la production d'énergie, la protection de l'environnement, les matières premières critiques et l'intégration mondiale des chaînes de valeur locales, dans le droit fil du programme d'investissement « Global Gateway » de l'UE pour la région.

Parmi les principales opérations figurent :

- des projets portant sur **l'énergie renouvelable au Brésil** et **l'eau potable dans les Caraïbes** ;
- le **tout premier contrat d'échange « dette contre climat » à la Barbade** (voir p. 38) ;
- le **soutien de l'Équipe Europe** au développement de **l'hydrogène vert au Chili** (voir p. 32) ;
- le financement de **petites entreprises et industries** des **chaînes de valeur des matières premières critiques au Chili**, en partenariat avec Banco Estado ;
- un **prêt en monnaie locale de 300 millions de dollars à Enel en Colombie**, soutenu par l'agence italienne de crédit à l'exportation SACE, pour :
 - le développement des énergies renouvelables et des réseaux électriques ;
 - le financement de centrales solaires ;
 - l'amélioration de la distribution d'énergie pour plus de 3,7 millions de personnes à Bogota, dans le cadre du programme d'investissement pour la région de Bogota à l'horizon 2030 et du programme d'investissement « Global Gateway » de l'UE ;
- un investissement dans le fonds de capital-investissement **Exagon** qui cible **les énergies renouvelables et les infrastructures durables** dans la région (voir p. 36).

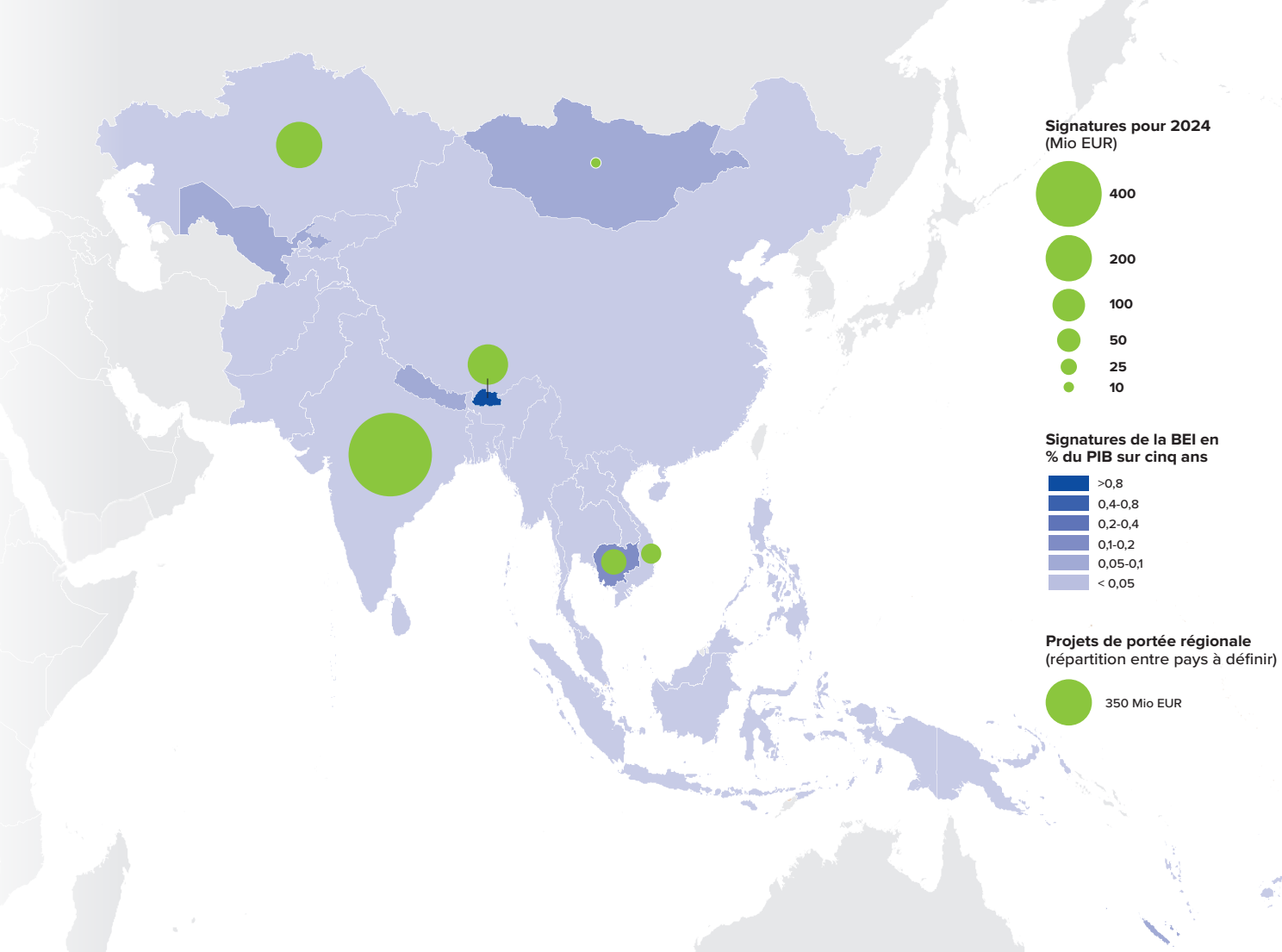
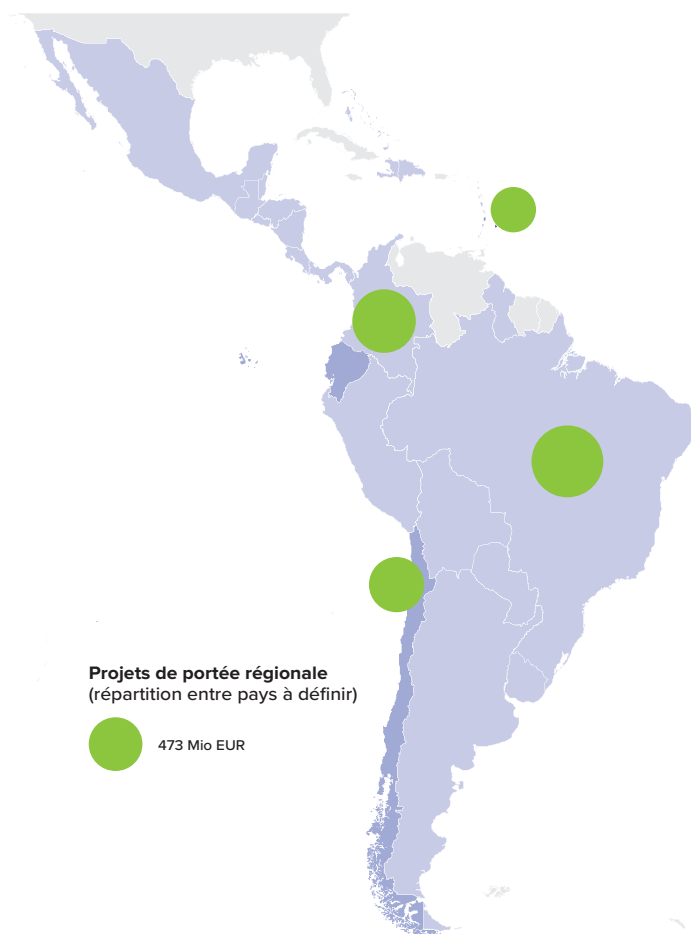


Figure 6 – Prêts de la BEI dans les pays d'Asie, d'Amérique latine, des Caraïbes et du Pacifique (contrats signés en 2024 et en % du PIB sur la période 2020-2024)



Montant signé en 2024

2,5 Mrd EUR

Action en faveur du climat et durabilité environnementale : **80 %**

Principaux résultats attendus des nouveaux projets

5,2 millions de ménages potentiellement alimentés avec l'énergie produite

390 000 personnes bénéficiant de meilleurs services d'approvisionnement en eau et d'assainissement

179 millions de trajets par an dans des transports publics améliorés

Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes contenues dans la présente section n'impliquent de la part de la Banque européenne d'investissement aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire ni l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.



Le soutien de la BEI au secteur agricole cambodgien facilitera l'accès des agriculteurs et agricultrices aux marchés nationaux et mondiaux.

FAIRE PROGRESSER LES PRIORITÉS DE L'UE ET LES ODD

BEI Monde contribue à la réalisation des priorités de l'UE en matière de développement et d'action extérieure, en adéquation avec le principe de primauté des politiques. Cela signifie mettre en œuvre la stratégie « Global Gateway », et agir selon des priorités allant de l'action pour le climat à l'égalité hommes-femmes, qui contribuent toutes à la réalisation des objectifs de développement durable.

La présente section rend compte des activités de BEI Monde en 2024 dans les domaines prioritaires suivants :

- **partenariats mutuellement bénéfiques** : BEI Monde joue un rôle de premier plan dans la mise en œuvre de la stratégie « Global Gateway », qui promeut des relations durables, sûres et mutuellement avantageuses entre l'Union européenne et ses partenaires ;
- **action pour le climat** : BEI Monde appuie les investissements qui accélèrent la transition vers un développement à faible intensité de carbone, résilient face aux changements climatiques et durable sur le plan environnemental, en donnant la priorité au pacte vert pour l'Europe, à l'alignement de ses activités sur l'accord de Paris et au soutien à une transition et une résilience justes ;
- **emploi** : le développement du secteur privé est mis en avant dans le programme de l'UE pour le changement comme la voie la plus efficace pour soutenir une croissance économique durable et la résilience, et créer des emplois. BEI Monde accorde une place centrale à ce domaine, qui constitue un complément essentiel à l'investissement dans les infrastructures de base ;
- **santé mondiale** : la pandémie a démontré que la santé humaine et des systèmes de santé solides constituent un bien public mondial. BEI Monde contribue à réduire les inégalités en matière de soins de santé dans le monde, notamment au moyen de programmes de vaccination ;
- **égalité hommes-femmes** : BEI Monde collabore toujours plus avec les entreprises et les pouvoirs publics afin de concevoir des investissements qui renforcent l'égalité de genre et l'autonomisation économique des femmes, contribuant ainsi à réduire les disparités entre les femmes et les hommes ;
- **contextes de fragilité** : au cours des cinq dernières années, BEI Monde a signé des opérations dans 39 des 61 pays répertoriés comme étant en situation de fragilité par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Elle renforce ainsi son engagement en vue de réduire les situations de fragilité et d'atténuer les risques et les conséquences des conflits.

DES PARTENARIATS MUTUELLEMENT BÉNÉFIQUES

La stratégie « Global Gateway » de l'Union européenne repose sur des relations de confiance durables qui tiennent compte des besoins des personnes et de la planète. Elle s'attaque aux défis mondiaux les plus pressants, de la lutte contre les changements climatiques à l'amélioration des systèmes de santé, en passant par le renforcement de la compétitivité et la sécurisation des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Lancée en 2021, la stratégie « Global Gateway » vise à combler le déficit de financement dans les infrastructures dans les pays partenaires, en mobilisant 300 milliards d'euros d'investissements publics et privés d'ici à 2027. Elle a pour objectif de renforcer la connexion entre l'Europe et le reste du monde et d'aider les pays à atteindre les objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

BEI Monde s'engage à mobiliser un tiers de l'objectif d'investissement de « Global Gateway », en appuyant des projets concrets qui favorisent les liens entre les personnes, les entrepreneurs et les pays dans le monde entier, conformément à une approche au service des politiques. En 2024, un financement de 6,3 milliards d'euros signé par BEI Monde a directement soutenu les cinq secteurs prioritaires de la stratégie « Global Gateway » : 1) le climat et l'énergie ; 2) les transports ; 3) la santé ; 4) l'éducation et la recherche, et 5) la transition numérique. Parmi les financements marquants, il y a lieu de citer :

- le soutien continu aux efforts de relèvement et de reconstruction de l'Ukraine ;
- un prêt fondé sur les résultats en Jordanie destiné à améliorer l'accès à l'eau potable et à promouvoir l'adaptation aux changements climatiques ;
- des contributions aux [partenariats pour une transition énergétique juste](#) partout dans le monde ;
- la toute première conversion de dette en investissements en faveur du climat afin de soutenir des projets à la Barbade dans le domaine de l'eau ;
- la construction d'un nouveau réseau ferroviaire périurbain à Bangalore.

Les 409 millions d'euros restants, signés par BEI Monde en 2024, soutiendront les « secteurs structurants », notamment les pouvoirs publics (en particulier les institutions publiques de développement) et le secteur privé, afin de stimuler la croissance, le progrès social et la création d'emplois.

Rassemblant l'ensemble des outils destinés à l'action extérieure, au développement et au soutien à l'économie, « Global Gateway » est devenue le cadre de référence principal pour les efforts de coopération internationale de l'Union européenne. En adoptant une approche qui reflète les valeurs européennes, BEI Monde noue et renforce nos partenariats avec l'Équipe Europe, les institutions de financement du développement, les banques multilatérales de développement et les entreprises de l'UE.

Depuis 2022, la Banque européenne d'investissement met en œuvre les objectifs de « Global Gateway » en améliorant l'efficacité énergétique, la connectivité numérique, la fabrication de vaccins, les installations d'enseignement supérieur et bien plus encore. Dans le contexte géopolitique actuel, il est impératif de renforcer les partenariats, les chaînes de valeur et la sécurité pour pouvoir relever les défis mondiaux. Il nous faut travailler de concert pour établir des liens plus solides et plus durables qui favorisent la circulation des biens, des personnes et des services, afin de renforcer la durabilité du commerce international et sa résistance aux chocs futurs. En poursuivant sur cette lancée, la Banque et la Commission européenne ont mis en place un nouveau mécanisme d'assistance technique d'un montant de 25 millions d'euros pour soutenir la préparation et la mise en œuvre de projets dans toute l'Afrique subsaharienne.

SOUTIEN À LA STRATÉGIE « GLOBAL GATEWAY » : LES PROJETS EMBLÉMATIQUES EN 2024

Matières premières critiques

L'accès sécurisé aux matières premières critiques est essentiel pour les transitions écologique et numérique et pour la compétitivité mondiale de l'industrie européenne. La Banque déploie un nouveau mécanisme d'assistance technique pour les matières premières critiques, soutenu par une subvention de 10 millions d'euros de la Commission européenne. Ce mécanisme contribuera à la préparation de projets stratégiques dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, en vue de les rendre admissibles à un financement de la BEI. Ces travaux sont étroitement coordonnés avec la Commission européenne, le Service européen pour l'action extérieure et d'autres partenaires clés, et mettent fortement l'accent sur l'identification d'opportunités stratégiques et le développement de chaînes de valeur durables.

Améliorer les infrastructures ferroviaires en Moldavie

Depuis qu'elle a obtenu le statut de pays candidat à l'adhésion à l'UE en 2022, la Moldavie s'emploie à stimuler son économie et à renforcer les liaisons de transport avec les pays de l'UE. Conformément aux priorités nationales et de l'UE ainsi qu'à la stratégie de développement de la Moldavie à l'horizon 2030, la BEI finance le renouvellement de 128 kilomètres d'infrastructures ferroviaires le long d'un corridor de 370 kilomètres. Ce corridor est essentiel pour l'économie nationale, car il servira notamment de voie de transit vers et depuis l'Ukraine, reliant l'ouest du pays aux ports de Reni, Giurgiu Esti et Galați sur le Danube et le Prout, qui sont accessibles aux navires maritimes.

Produire de l'énergie solaire et hydroélectrique bas carbone au Bhoutan

Ce projet permettra de produire de l'électricité à partir de sources à faibles émissions de carbone, comme les panneaux solaires et l'hydroélectricité, réduisant ainsi les émissions de carbone et la pollution atmosphérique. Il devrait permettre de générer de l'électricité à un coût inférieur à celui d'autres solutions disponibles dans la région, tout en contribuant à l'adaptation aux changements climatiques grâce à la diversification des sources d'énergie. L'un de ses principaux objectifs est d'accroître la quantité d'énergie propre disponible pour les entreprises et l'ensemble de la population.

Infrastructures de réseau haut débit à Madagascar et en Tanzanie

Le projet porte sur la conception, le déploiement et l'exploitation de réseaux de télécommunications mobiles à Madagascar et en Tanzanie, incluant la technologie 5G. La transition vers une économie numérique est au cœur de la stratégie de développement économique et social des deux pays. En Tanzanie, les équipements actuellement utilisés pour les réseaux d'accès radio seront remplacés par du matériel basé sur une nouvelle technologie innovante qui améliorera considérablement l'efficacité énergétique des réseaux. Des réseaux 4G seront activés sur quelque 3 000 sites supplémentaires. À Madagascar, la 4G sera activée sur environ 1 300 sites. Enfin, le projet prévoit aussi la mise à niveau et l'expansion du réseau central malgache, ainsi que des investissements dans les liaisons hertziennes afin de soutenir un accès plus large au réseau et une meilleure couverture 3G dans les deux pays.

Mettre en place des infrastructures énergétiques durables en Colombie

Ce projet appuie la réalisation des objectifs de la Banque en matière de financement de l'action climatique au-delà de l'Union européenne et s'inscrit dans le droit fil des engagements de la Colombie visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (contributions déterminées au niveau national). Il permettra d'augmenter la production d'énergie de source renouvelable et contribuera à moderniser le réseau de distribution d'électricité dans la région de Bogota. La qualité et la fiabilité de l'électricité en sortiront renforcées, et le système pourra accueillir davantage d'utilisateurs, notamment des producteurs d'énergie renouvelable, tout en facilitant le déploiement de solutions de mobilité durable.

HYDROGÈNE VERT ET CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT VERTES POUR LES MATIÈRES PREMIÈRES CRITIQUES

Grâce à l'abondant ensoleillement du désert d'Atacama au nord, aux vents forts qui soufflent le long de son littoral étendu et à ses vastes réserves de minerais critiques, le Chili a tout pour devenir un important producteur d'énergies renouvelables. L'État s'est fixé pour objectif de n'utiliser que des énergies propres d'ici à 2050 et de devenir l'un des principaux exportateurs d'hydrogène vert au monde à l'horizon 2040.

La Banque européenne d'investissement aide le pays à opérer cette transition écologique. En 2023, elle a accordé un prêt de 200 millions d'euros à BancoEstado, finançant des prêts hypothécaires pour quelque 2 600 nouveaux logements répondant à des normes d'efficacité énergétique renforcées. En 2024, elle a signé un nouveau prêt de 110 millions de dollars avec BancoEstado en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables, en mettant l'accent sur les petites et moyennes entreprises et les secteurs produisant des matières premières critiques.

Le Chili joue un rôle central dans la transition écologique mondiale, étant donné qu'il est à la fois le premier exportateur mondial de cuivre et un important producteur de lithium. Les ressources financières mises à disposition par la BEI permettront d'accroître les investissements dans les technologies vertes et de réduire les émissions dans des chaînes d'approvisionnement essentielles. Avec la flambée des prix de l'énergie à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les entreprises cherchent activement des moyens pour réduire leur facture énergétique.

L'hydrogène vert

Le Chili est l'un des principaux producteurs d'hydrogène vert en Amérique latine, et présente un fort potentiel d'expansion. [Le Fonds pour l'hydrogène vert au Chili](#), une initiative collaborative de l'Équipe Europe lancée par la Banque européenne d'investissement, la banque allemande de développement KfW et la délégation de l'UE au Chili, soutiendra un large éventail de projets liés à l'hydrogène, allant du dessalement de l'eau à la production d'énergie renouvelable, en passant par son stockage et son transport. La Banque européenne d'investissement a prêté 100 millions d'euros au Chili pour soutenir des projets du secteur privé.

« L'objectif est de permettre au secteur privé de développer l'hydrogène vert, dans un premier temps avec l'appui du secteur public, au moyen de subventions et d'autres formes de soutien de la part des banques multilatérales de développement, qui offrent plus qu'un simple financement », explique Juan Gorriño Larrañaga, chargé de prêts à la BEI. « Elles apportent également leur savoir-faire et des normes environnementales et sociales élevées. »

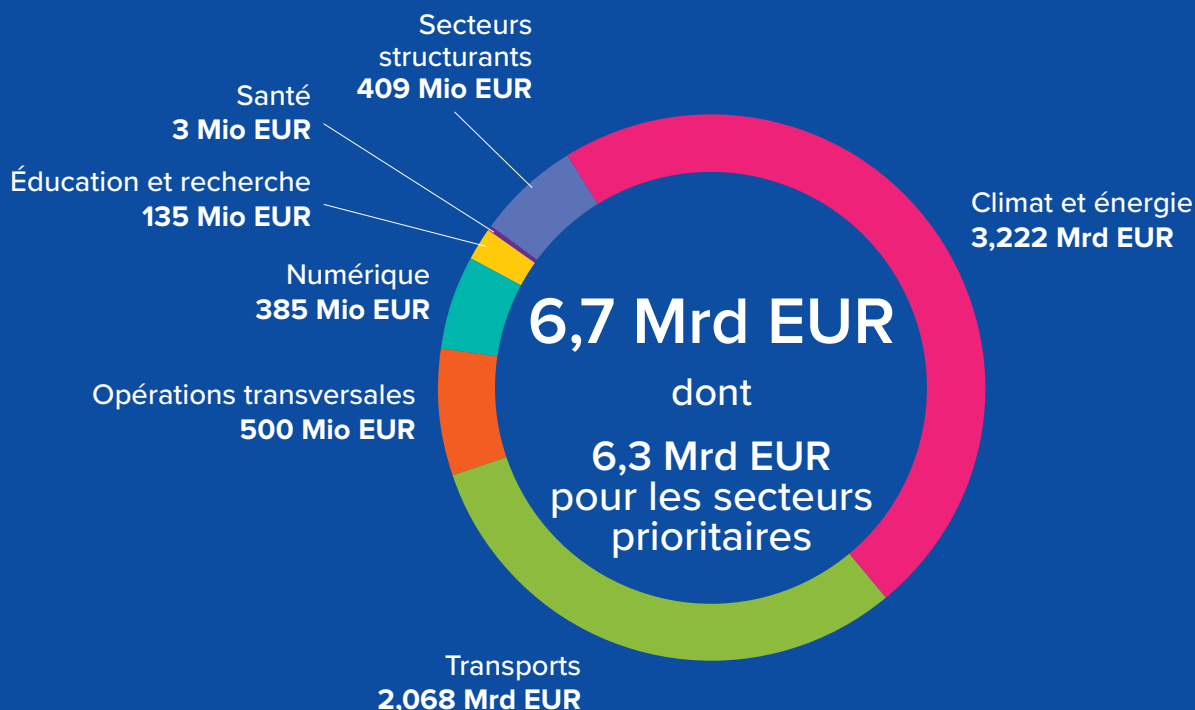
Une plateforme pour catalyser les investissements

Le Chili aspire à ce que ses principales sources d'énergie soient renouvelables et propres. Il entend même atteindre 100 % d'énergie propre d'ici à 2050. Cette stratégie prévoit une capacité d'électrolyse de 25 gigawatts pour produire de l'hydrogène vert d'ici à 2030, comme le précise Ana María Ruz, administratrice du conseil de l'hydrogène vert de la Corporación de Fomento de la Producción (CORFO), l'agence publique chargée d'acheminer des fonds vers les initiatives liées à l'hydrogène. « C'est beaucoup, si l'on compare ces ambitions à celles de l'Europe, à savoir 40 gigawatts pour l'ensemble du continent. »

Atteindre cet objectif nécessiterait quelque 20 milliards de dollars d'investissements, selon elle. Elle s'attend à ce que les financements octroyés par la BEI et la KfW exercent un effet de levier sur l'investissement privé. La BEI a convaincu plusieurs autres banques de développement, comme la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement, de participer à l'initiative pour l'hydrogène vert. Pour faciliter cette collaboration, elle a mis en place une plateforme unique en son genre incluant un système de gestion partagée, laquelle permet d'approuver rapidement les opérations et de s'assurer que les projets répondent à tous les critères desdites banques.

2024 EN QUELQUES CHIFFRES : « GLOBAL GATEWAY »

Figure 7 – Financements de BEI Monde (en milliards d'euros) en 2024, par secteur



Résultats attendus dans les secteurs prioritaires de la stratégie « Global Gateway » :

6,74 millions de foyers alimentés en **électricité propre**

1,77 million de personnes bénéficiant d'un accès à l'**eau potable**

3 500 kilomètres de **routes rénovées**

179 millions de trajets supplémentaires effectués en **transports publics urbains**

145 kilomètres de **voies ferrées modernisées** empruntées par 3,9 millions de passagers supplémentaires par an

633 000 personnes bénéficiant de l'amélioration d'**installations locales de santé**

5,6 millions de personnes supplémentaires bénéficiant de **services de données mobiles**

3 satellites en orbite

CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Des investissements dans les technologies propres sont nécessaires pour garantir l'accès à l'énergie propre sur les marchés émergents et dans les économies en développement, y améliorer le niveau de vie et limiter les dérèglements climatiques mondiaux. Ces investissements doivent croître rapidement. BEI Monde joue un rôle central dans les efforts déployés par l'UE pour accompagner la transition climatique à l'échelle mondiale.

Les marchés émergents et les économies en développement (à l'exclusion de la Chine) représentent les deux tiers de la population de la planète et un tiers du PIB mondial, mais seulement 15 % des investissements consacrés aux énergies propres¹⁵. Des niveaux élevés d'incertitude et d'aversion au risque à l'échelle mondiale accentuent les obstacles à l'investissement dans ces régions, mettant en lumière la nécessité d'un soutien international accru pour améliorer les rendements ajustés en fonction des risques et mobiliser des capitaux privés.

MULTIPLIER LES FINANCEMENTS À L'APPUI DE L'ACTION EN FAVEUR DU CLIMAT ET DE LA DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

La création de BEI Monde a permis à la BEI d'accroître la part de ses financements en faveur du développement consacrée à l'action climatique et à la durabilité environnementale. BEI Monde s'attache actuellement à constituer une réserve plus importante de projets répondant à ces enjeux vitaux. La Banque soutient les progrès vers les ODD et l'accord de Paris, en appuyant les efforts des pays partenaires pour atteindre les objectifs climatiques définis dans leurs contributions déterminées au niveau national (CDN), qui sont au cœur des engagements de l'accord de Paris, ainsi qu'en finançant des actions relevant des partenariats pour une transition énergétique juste. L'initiative de l'Équipe Europe visant à soutenir l'hydrogène vert au Chili constitue un exemple emblématique (voir p. 32).

Dans le cadre de la Feuille de route de la banque du climat, la BEI s'est engagée à accroître la part de son activité de prêt consacrée à l'action pour le climat. En ce qui concerne les activités de la Banque en dehors de l'Union européenne, les financements sur ressources propres au titre de l'action en faveur du climat et de la durabilité environnementale ont atteint 4,66 milliards d'euros en 2024. Ainsi, la hausse marquée enregistrée depuis la création de BEI Monde se poursuit (voir figure 8). En 2024, 59 % du total des financements au profit de ces régions ont été consacrés à l'action en faveur du climat et à la durabilité environnementale.

Parmi les faits marquants de 2024 figurent le financement de projets portant sur le reboisement et la gestion des forêts en Côte d'Ivoire et en Moldavie, l'énergie solaire au Kosovo¹⁶ et les transports durables en Inde. BEI Monde a également financé une collaboration avec la société italienne Enel visant à accroître les investissements dans les énergies renouvelables en Colombie et dans la durabilité et la résilience climatique des ports de Cabo Verde.

FORTE AUGMENTATION DE L'ACTIVITÉ DE PRÊT À L'APPUI DE L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DE LA RÉSILIENCE

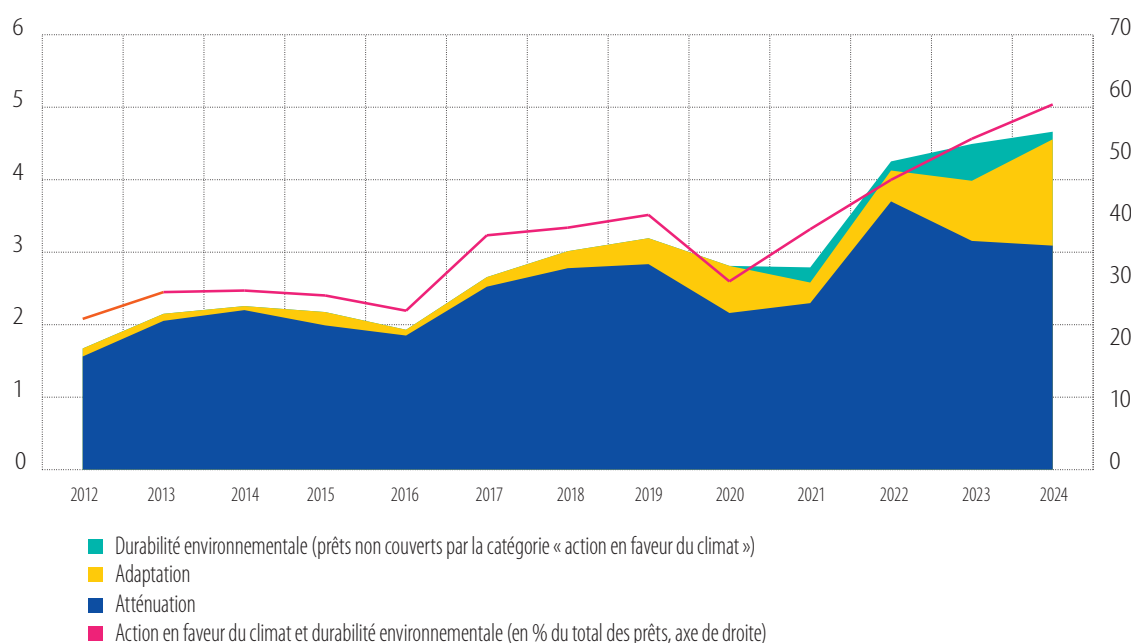
Au-delà de l'Union européenne, l'un des enjeux les plus pressants consiste à financer les investissements dans l'adaptation aux changements climatiques, afin de renforcer la résilience des pays face aux effets de plus en plus marqués de ces changements. Bien que l'accord de Paris ait établi l'objectif d'un équilibre entre les financements

15. Agence internationale de l'énergie (AIE), Perspectives énergétiques mondiales 2024 <https://www.iea.org/reports/world-energy-outlook-2024/overview-and-key-findings>.

16. Cette désignation est utilisée sans préjudice des positions sur le statut du Kosovo et est conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies, ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice (CIJ) sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

dédiés à l'atténuation des changements climatiques et ceux consacrés à l'adaptation, cette dernière ne bénéficie encore que d'une part mineure des financements mondiaux en faveur du climat, représentant environ un tiers des besoins des marchés émergents et des économies en développement pour les années à venir¹⁷.

Figure 8 – Prêts de BEI Monde à l'appui de l'action en faveur du climat et de la durabilité environnementale
(axe de gauche, en Mrd EUR ; axe de droite, en % du total des prêts)



Remarque : les prêts contribuant à la durabilité environnementale et ceux appuyant l'action en faveur du climat se recoupent. Pour la catégorie « durabilité environnementale », seuls les prêts qui ne contribuent pas également à l'action en faveur du climat sont indiqués.

Les financements de la BEI en faveur de l'adaptation aux changements climatiques ont fortement augmenté ces dernières années, quadruplant depuis 2022 pour atteindre un total de 1,47 milliard d'euros en 2024. Ce chiffre représente 31 % du total des prêts de la BEI en faveur de l'action pour le climat et de la durabilité environnementale en dehors de l'Union européenne.

En 2024, la Banque a signé sa toute première opération de conversion de dette en investissements en faveur du climat à la Barbade (voir p. 38) ainsi que son premier financement fondé sur les résultats pour des projets dans le domaine de l'eau en Jordanie (voir p. 19). Pour aider les pays partenaires à constituer une réserve de projets ayant trait à la résilience climatique, la Banque a également collaboré avec le Centre d'investissement de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Cette collaboration a porté sur un programme d'assistance technique visant à identifier et à préparer des projets de résilience climatique et d'atténuation des risques en Afrique subsaharienne, axés sur la sécurité alimentaire et le développement rural. En 2024, ce partenariat a permis de démarrer la mise en œuvre d'opérations concrètes en Côte d'Ivoire, au Liberia et en Éthiopie, qui améliorent la productivité agricole et, partant, les revenus des agriculteurs, tout en créant des emplois et en promouvant l'autonomisation des femmes.

17. Climate Policy Initiative, 2024. Global Landscape of Climate Finance 2024 : Insights for COP29.
<https://www.climatepolicyinitiative.org/publication/global-landscape-of-climate-finance-2024/>.

NOUER DES LIENS AVEC LES SECTEURS EUROPÉENS DES TECHNOLOGIES VERTES

La BEI s'est engagée à verser 100 millions de dollars au Copenhagen Growth Markets Fund II, qui investit dans des infrastructures énergétiques à grande échelle en Asie, en Amérique latine, en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Ce fonds met l'accent sur des projets majeurs de construction dans le domaine des énergies renouvelables, notamment des parcs éoliens terrestres et en mer faisant appel à une participation européenne. Le fonds est géré par une équipe dédiée au sein de Copenhagen Infrastructure Partners, une société de gestion d'actifs européenne de premier plan sise au Danemark. L'opération de la BEI soutiendra la production d'énergie dans les pays partenaires, tout en contribuant à la réalisation des objectifs climatiques de l'UE et en partageant la technologie et le savoir-faire européens.

L'investissement de la Banque dans Exagon, un fonds de capital-investissement dédié aux énergies renouvelables et aux infrastructures durables en Amérique latine et dans les Caraïbes, offre un exemple d'investissement à fort impact qui participe au développement durable et contribue à attirer des capitaux privés. Le premier investissement du fonds a été réalisé en partenariat avec Entoria Energy, dont la collaboration avec de nombreuses entreprises européennes – comme clientes ou partenaires au sein de la chaîne d'approvisionnement – illustre parfaitement la nature mutuellement bénéfique de cette opération.

DES PARTENARIATS STRATÉGIQUES POUR PROMOUVOIR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE EN AFRIQUE

Dans le cadre de l'initiative « Clean Oceans », la Banque et ses partenaires de l'UE ont mobilisé près de 4 milliards d'euros d'investissements pour lutter contre la pollution des océans en améliorant les infrastructures de traitement des eaux usées et des déchets solides dans l'ensemble des pays partenaires. L'une des principales réussites de cette initiative réside dans l'assistance technique apportée à l'identification et à la préparation de projets « Clean Oceans » en Afrique subsaharienne, qui a permis de recenser 20 projets et de mener des études de faisabilité en vue d'investissements dans l'économie circulaire de six pays. Il y a lieu de citer notamment un projet pilote à Mombasa, au Kenya, en collaboration avec le Fonds mondial pour la nature, qui a permis d'introduire avec succès des pratiques de gestion des déchets ménagers, en promouvant le recyclage et en réduisant la pollution liée aux déchets solides. Le projet a touché plus de 1 200 ménages.

La BEI renforce sa collaboration avec des associations sectorielles pour promouvoir la transition énergétique et la croissance durable en Afrique. L'un de ces partenariats a été établi avec la Fondation Res4Africa (pour Renewable Energy Solutions for Africa, soit solutions d'énergie renouvelable pour l'Afrique), créée en 2012 pour stimuler les investissements dans la transition énergétique sur le continent africain. Rassemblant des entreprises du secteur des énergies propres, comme Enel Green Power, Siemens Gamesa, Vestas et la CDP (l'institution italienne de financement du développement), des établissements financiers comme Nedbank ou Banca Intesa, le cabinet de conseil PwC et deux universités italiennes, le partenariat œuvre à promouvoir des investissements dans les énergies renouvelables et des partenariats stratégiques en Afrique.

En 2024, la BEI a soutenu une initiative de Res4Africa visant à donner des moyens d'action aux jeunes innovateurs et entrepreneurs africains du secteur des énergies renouvelables. Le programme « Raise Africa » accompagne les start-up axées sur les énergies renouvelables et favorise leur développement. La BEI a également parrainé les prix des jeunes talents de l'année, qui récompensent les solutions les plus innovantes portées par de jeunes entreprises. Des prix ont été attribués aussi bien à des technologies de refroidissement à l'énergie solaire qu'à des innovations en matière de cuisson propre, en passant par l'électromobilité et les solutions énergétiques fondées sur la biomasse. Enfin, la BEI a parrainé l'édition 2024 de l'école des cadres de Res4Africa, qui a dispensé à 40 participants issus des secteurs public et privé et de la société civile de 16 pays africains une formation approfondie sur l'économie de l'énergie, l'intégration dans les réseaux électriques et le financement de projets, en collaboration avec des universités italiennes.

2024 EN QUELQUES CHIFFRES : CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Prêts pour l'action en faveur du climat et la durabilité environnementale :

4,7 Mrd EUR signés¹⁸

Climat et environnement, résultats attendus :

15 500 GWh/an d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables, soit assez pour alimenter **7 millions de ménages**

179 000 hectares de forêt plantés

101 000 tonnes/an de matériaux recyclables et de biodéchets collectés séparément

Estimation de l'empreinte carbone des projets de la BEI¹⁹ :

Soutenir les efforts déployés à l'échelle mondiale pour lutter contre les changements climatiques ne signifie pas seulement accorder plus de prêts à l'appui de projets verts. Cela signifie également que la BEI doit veiller à ce que ses activités contribuent à la réalisation des objectifs fixés dans l'accord de Paris.

Pour ce faire, la Banque effectue un exercice annuel de mesure de l'empreinte carbone pour rendre compte de l'impact carbone total de tous les projets générant de fortes émissions (pas seulement ceux axés sur le climat) ou des réductions d'émissions par rapport au statu quo. Il prend en compte :

- les émissions de gaz à effet de serre en valeur absolue – émissions directes découlant de la mise en œuvre des projets, y compris l'énergie utilisée ;
- les émissions de gaz à effet de serre évitées grâce aux projets, par rapport à la situation attendue sans eux ;
- la séquestration de carbone par des projets forestiers.

280 000 t éq. CO₂ par an d'émissions de gaz à effet de serre en valeur absolue

2 180 000 t éq. CO₂ par an d'émissions évitées

Les résultats détaillés de l'exercice 2024 de mesure de l'empreinte carbone, y compris les seuils de déclaration et le nombre de projets couverts, figurent à la page 67.

18. Les données relatives à l'action en faveur du climat et à la durabilité environnementale sont sujettes à vérification jusqu'à leur publication dans le rapport de la BEI sur la durabilité.

19. Les données relatives à l'exercice de mesure de l'empreinte carbone sont sujettes à vérification jusqu'à leur publication dans le rapport de la BEI sur la durabilité.

AIDER LA BARBADE À INVESTIR DANS LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE SANS ALOURDIR SA DETTE

Les pays des Caraïbes, qui ne contribuent que faiblement aux émissions mondiales de carbone, subissent pourtant de plein fouet les changements climatiques. Les phénomènes météorologiques extrêmes comme les inondations, les ouragans et les incendies de forêt se sont multipliés ces dernières années, mettant à rude épreuve des économies fortement tributaires du tourisme, de l'agriculture et de la pêche. Face à ces défis, la Barbade cherche à mobiliser des fonds pour des projets essentiels axés sur le climat et la nature. Toutefois, avec un niveau d'endettement déjà élevé, le pays doit trouver des solutions sans pour autant aggraver sa situation financière.

Le dispositif « [Barbados Global Gateway Nature Guarantee](#) », mis en place par la BEI, constitue sa toute première opération de rehaussement de crédit dans le cadre du mécanisme « échange dette-climat ». Il permet de substituer à d'anciennes dettes à taux d'intérêt élevé des prêts à taux d'intérêt inférieur. Liés à des objectifs de durabilité, ces nouveaux prêts sont garantis par des banques multilatérales de développement. Les économies réalisées sur les intérêts sont directement réinvesties dans des projets axés sur la résilience climatique, la protection de l'environnement et le développement durable.

L'initiative réunit les pouvoirs publics barbadiens, la Banque interaméricaine de développement, le Fonds vert pour le climat, l'Autorité de l'eau de la Barbade et la Commission européenne, ainsi que BEI Monde. Elle soutient le développement durable et inclusif, dans le droit fil de la stratégie « Global Gateway ».

Réduire les paiements d'intérêts pour libérer des fonds pour le développement durable

Contrairement aux échanges dette-nature classiques, où une partie de la dette d'un pays est annulée en échange d'engagements en matière d'investissements environnementaux, l'échange dette-climat est un mécanisme financier innovant conçu pour libérer des ressources afin d'aider les pays en développement à faire face aux changements climatiques. Ces dispositifs reposent sur des partenariats entre les pouvoirs publics, les banques multilatérales de développement et les fonds pour le climat.

« En générant d'emblée des économies, cette opération trace une nouvelle voie dans le domaine du financement climatique. Elle permet d'investir et d'agir de manière immédiate en faveur du climat, ce qui est une urgence absolue pour de nombreux États », déclare Ana María Ibáñez, vice-présidente de la Banque interaméricaine de développement. « Les opérations de type échange dette-climat dotent les pays de nouveaux outils pour affronter les risques climatiques, en allant au-delà de la préservation de la nature. Pour ce faire, nous finançons des projets dans des domaines tels que les énergies renouvelables et les infrastructures résilientes. »

Un soutien essentiel à l'écosystème et à l'économie de la Barbade

En tant que petit État insulaire densément peuplé, la Barbade est particulièrement vulnérable aux risques posés par les changements climatiques et d'autres formes de perturbations environnementales. Garantir un approvisionnement suffisant et sûr en eau douce à partir des nappes phréatiques est une préoccupation majeure. La pollution des rivières et des écosystèmes marins due aux déchets humains en est une autre. Les proliférations d'algues et la contamination de l'eau de mer constituent une menace pour la sécurité des plages et des eaux de baignade, essentielles pour le secteur touristique de la Barbade. La pollution menace également la santé des récifs coralliens qui contribuent à protéger les côtes de l'île contre les ouragans.

Dans ce contexte, les premiers investissements réalisés dans le cadre de cette initiative visent à réhabiliter et à moderniser la station d'épuration de la côte sud. Elle traitera les eaux usées de quelque 30 000 personnes, ce qui permettra d'éviter les rejets dans la mer. Chaque année, elle mettra à disposition quelque 3 millions de mètres cubes d'eau pour une réutilisation dans les systèmes d'irrigation ou la recharge des nappes phréatiques. Les investissements futurs devraient viser à réduire les fuites d'eau potable, à étendre le réseau d'égouts, à renforcer la conservation de l'eau et l'efficacité de son utilisation ainsi que la préservation des zones humides.

SOUTENIR L'EMPLOI ET L'INCLUSION

Les entreprises des pays à revenu faible ou intermédiaire sont souvent confrontées à d'importantes contraintes d'accès au financement. Leurs secteurs financiers sont moins développés que ceux des économies avancées et leurs banques dépendent souvent des dépôts à court terme comme source de financement. Cela limite la capacité de celles-ci à fournir les crédits à long terme essentiels pour la croissance des entreprises. La volatilité des flux financiers internationaux peut soudainement restreindre la capacité des banques à accorder des crédits aux entreprises. Les marchés du capital-investissement et du capital-risque sont également peu développés, ce qui freine l'accès au financement pour les entreprises les plus innovantes, pourtant souvent essentielles pour l'émergence et la diffusion de nouvelles technologies de rupture.

La BEI soutient les entreprises au-delà des frontières de l'Union européenne en accordant des lignes de crédit qui permettent aux banques locales de proposer davantage de prêts aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux entreprises de taille intermédiaire (ETI). Cette approche permet aux banques locales d'offrir de meilleures conditions de prêt, notamment des échéances plus longues. En outre, grâce aux lignes de crédit qui leur sont accordées, les institutions de microfinance peuvent élargir leur champ d'intervention aux très petites entreprises, pour la plupart informelles, et permettre ainsi aux microentrepreneurs et microentrepreneuses de lancer et de développer leur activité. L'investissement dans des fonds de capital-investissement permet d'apporter le savoir-faire et le capital-risque indispensables à des entreprises à fort potentiel de croissance choisies avec soin. Ces opérations s'accompagnent souvent d'une assistance technique, en vue d'aider les institutions partenaires et les bénéficiaires à utiliser efficacement les ressources octroyées par la Banque.

En 2024, les prêts à l'appui des PME, des ETI et des microentreprises ont totalisé 1,46 milliard d'euros. Parmi les opérations les plus significatives, figurent :

- **28 lignes de crédit et garanties avec partage des risques**, pour un total de 1,37 milliard d'euros, qui permettront aux banques locales de remédier aux contraintes de financement des petites entreprises. Parmi ces lignes de crédit, 16 bénéficieront à des pays candidats ou situés dans le voisinage de l'UE ;
- 11 de ces lignes de crédit et garanties, ainsi qu'une ligne de crédit destinée à un organisme de microfinance, **contribueront fortement à l'égalité hommes-femmes** en ciblant les entrepreneuses et les entreprises détenues par des femmes ;
- 8 lignes de crédit **contribueront significativement à l'action pour le climat** en appuyant les investissements verts des PME, tandis que trois lignes seront dédiées au secteur agricole ;
- 7 fonds de capital-investissement visent spécifiquement les **entreprises innovantes à fort potentiel de croissance** et quatre autres les investissements dans les infrastructures vertes et les entreprises qui les mettent en œuvre.

Les résultats des études d'impact du programme Boost Africa, qui soutient les start-up africaines par l'intermédiaire de fonds de capital-investissement africains, sont résumés à la page 71.

COMMENT RENDRE LES ENTREPRISES PLUS INCLUSIVES EN SERBIE

Trouver un emploi n'est jamais simple, mais certaines personnes rencontrent des obstacles supplémentaires lorsqu'elles veulent accéder à un emploi ou à des ressources financières. Pour comprendre ces barrières à l'emploi et concevoir des solutions, la BEI a collaboré avec UniCredit Bank Serbia. Cette collaboration a conduit à la naissance d'une ligne de crédit à impact social innovante destinée aux PME et aux ETI qui soutient l'emploi des femmes, des jeunes et d'autres groupes sociaux vulnérables.

« Nous avons mené une analyse sociale approfondie afin de déterminer des critères qui prennent en compte le contexte de la Serbie et ciblent les segments de la population qui rencontrent habituellement des difficultés supplémentaires en matière d'accès au marché du travail », a déclaré Julia Chambers, conseillère principale à la Banque européenne d'investissement qui a travaillé sur le projet en qualité de spécialiste de l'inclusion sociale.

À la suite de l'analyse menée, la BEI a mis en place un programme innovant de financement à impact social d'un montant de 30 millions d'euros destiné aux entreprises serbes. Le prêt intègre un mécanisme de récompense fondé sur les résultats, conçu pour inciter les PME à générer un impact social positif. Pour bénéficier d'une subvention incitative parallèlement au prêt, les entreprises doivent remplir des objectifs spécifiques en lien avec l'inclusion en matière d'emploi, l'entrepreneuriat, l'accès à des postes de direction et la formation professionnelle. Le programme est financé par une subvention complémentaire au titre du Fonds pour l'initiative Résilience économique. UniCredit Bank Serbia a bénéficié d'une assistance technique pour la mise en œuvre de la nouvelle approche.

Plus d'ingénieures en construction

Dans les Balkans occidentaux, les taux d'emploi des femmes sont invariablement inférieurs à ceux observés dans l'Union européenne et s'accompagnent d'une part importante d'emploi informel. En Serbie, environ 59 % des femmes en âge de travailler sont employées, contre 73 % des hommes²⁰. Cette disparité s'explique principalement par une discrimination à l'embauche, un manque de structures de garde d'enfants et des normes sociales qui font notamment peser sur les femmes une part disproportionnée des responsabilités domestiques. Selon ce même rapport, les femmes en Serbie gagnent 9 % de moins que les hommes et ne représentent que 32 % des cadres.

Le secteur de la construction est particulièrement difficile d'accès pour elles. Avec un effectif de plus de 150 personnes, l'entreprise RAS Inženjering, basée à Belgrade, cherche à remédier à ces problèmes. « Aujourd'hui, quand nous embauchons des ingénieurs, nous nous efforçons de maintenir un certain équilibre entre les hommes et les femmes », déclare Vuk Vujović, son directeur général. « Ce qui nous a incités à demander ce prêt, c'est notre volonté de poursuivre ces efforts, tout en réduisant les coûts, afin de concilier efficacement valeurs et résultats économiques. »

Dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, l'alignement sur les normes de l'UE sera essentiel pour permettre aux entreprises serbes de tirer parti des possibilités offertes par le marché unique. La société de production d'œufs Animal Commerce se prépare déjà à respecter les normes européennes en vue des futures exportations, et les pratiques de responsabilité sociale font partie de ces efforts. « Ce qui est nouveau du fait de cette ligne de crédit, c'est la formalisation des processus et des politiques d'inclusion au sein de notre entreprise », déclare Aleksandar Lejić, directeur financier d'Animal Commerce.

L'assistance technique fournie au titre de cette ligne de crédit a grandement contribué à soutenir ces efforts. « Des projets comme celui-ci sont de nature à inciter à adopter une culture inclusive, ce qui en fait une approche efficace pour atteindre cet objectif », conclut-il.

20. Conseil de coopération régionale (2022). Regional Comparative Report on Women's Employment in Western Balkans.
<https://www.esap.online/docs/188/rcc-esap-2-regional-comparative-report-on-womens-employment-in-western-balkans>



2024 EN QUELQUES CHIFFRES : EMPLOI ET INCLUSION

Prêts en faveur du développement du secteur privé :

1,46 Mrd EUR signés

Développement du secteur privé, résultats attendus :

- **706 000 emplois préservés** grâce à 14 000 prêts aux **PME et ETI**
- **92 700 emplois préservés** grâce à 15 500 prêts accordés à des **microentreprises** par des organismes de microcrédit appuyés par la BEI
- **38 300 emplois créés** dans des entreprises ayant reçu des investissements de 147 fonds de capital-investissement

INVESTIR EN FAVEUR DE LA SANTÉ DANS LE MONDE

Les soins médicaux devraient être universels, sans risque et d'un coût abordable. BEI Monde améliore l'accès aux soins de santé, en particulier dans les régions mal desservies ou faiblement peuplées. La santé est une priorité essentielle dans le cadre de la stratégie « Global Gateway » et des objectifs de développement durable des Nations unies. BEI Monde collabore étroitement avec la Commission européenne, l'Organisation mondiale de la santé et la Fondation Gates, ainsi qu'avec des institutions européennes de financement du développement et des acteurs mondiaux tels que GAVI ou la CEPI, afin de stimuler les investissements dans le secteur de la santé.

En 2024, la BEI s'est associée à d'autres institutions de financement du développement et à des partenaires multilatéraux et régionaux pour renforcer le financement en cas d'urgence sanitaire dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Ce mécanisme de financement unique en son genre est au cœur des efforts déployés par la BEI pour soutenir la préparation aux pandémies et renforcer les systèmes et capacités de santé dans les pays partenaires.

Fort de sa collaboration fructueuse avec GAVI, dans le cadre de laquelle BEI Monde a mis en place une facilité de liquidité pour les vaccins de base et les vaccins contre les épidémies, la Banque a assumé le rôle de cheffe de file dans la mise au point d'un dispositif de liquidité partagée pour les achats financés par les donateurs. Ce mécanisme permet aux institutions de financement du développement de fournir des prêts-relais adossés à des promesses de dons, accélérant ainsi l'acquisition de contre-mesures médicales pour les pays à revenu faible ou intermédiaire, en attendant le décaissement effectif des fonds promis. Il s'agit d'un exemple concret de la manière dont un mécanisme de financement innovant permet une réponse urgente et équitable aux crises sanitaires.

L'un des enseignements majeurs de la pandémie de COVID-19 est l'importance d'accroître les investissements dans les infrastructures de santé, la recherche-développement et les écosystèmes de santé locaux afin qu'ils puissent jouer leur rôle de soutien. BEI Monde s'efforce de combler ces lacunes de différentes manières. Elle collabore notamment avec la Fondation Gates et la Commission européenne pour mettre en œuvre l'Initiative en faveur de l'accélération du développement humain, un mécanisme de financement qui vise à répondre aux besoins médicaux en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, en soutenant la mise au point de solutions locales.

Toujours en partenariat avec la Commission européenne et la Fondation Gates, la BEI investit 500 millions d'euros pour aider l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'UNICEF à mettre en œuvre l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite, contribuant ainsi à éradiquer cette maladie et à renforcer les systèmes de santé, en particulier dans les zones fragiles et touchées par des conflits.

L'Afrique, continent composé de 54 pays et peuplé de 1,2 milliard d'habitants, ne produit que 1 % des vaccins qu'il administre. Les 99 % restants sont importés. Le continent doit développer de toute urgence ses capacités locales de fabrication, notamment pour les vaccins pédiatriques de routine. La Banque s'emploie à soutenir les fabricants locaux de vaccins et de médicaments au Sénégal, où elle a financé une nouvelle installation de fabrication de l'Institut Pasteur de Dakar dans le cadre de l'ambitieux programme Madiba. BEI Monde a également soutenu la fabrication locale de vaccins au Nigeria, au Ghana et en Afrique du Sud. Produire localement contribue à réduire la dépendance aux importations de médicaments essentiels.

L'accès à des soins de santé primaires fiables constitue la pierre angulaire d'un système de santé performant. C'est pourquoi, en 2024, la BEI, en collaboration avec l'OMS et des banques multilatérales de développement, a mis en place la Plateforme d'investissement pour l'impact en santé, qui vise à améliorer l'accès aux soins. BEI Monde a accepté d'apporter une contribution de 10 millions d'euros à cette plateforme, aux côtés de l'OMS et de la Banque islamique de développement. L'objectif est de mobiliser plus de 1,5 milliard d'euros de financements pour les soins de santé primaires dans les pays à revenu faible ou intermédiaire sur les cinq à dix prochaines années.

En 2024, BEI Monde a signé une subvention d'un million d'euros, soutenue par le Fonds pour l'initiative Résilience économique, à l'appui des investissements pour la résilience des soins de santé publics en Jordanie. Cette opération soutient les interventions de préparation aux pandémies dans le secteur de la santé et complète un prêt de la BEI de 58,98 millions de dollars précédemment signé et décaissé pour financer l'acquisition de vaccins contre le coronavirus. La subvention soutenue par le Fonds pour l'initiative Résilience économique contribuera à financer l'achat de dix à douze ambulances dans le cadre du plan d'intervention d'urgence du ministère jordanien de la santé et aidera ainsi le pays dans ses efforts pour améliorer son système de santé. Le ministère jordanien de la santé prépare ce marché public, avec l'appui de la BEI.



PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DE GENRE

L'égalité de genre et l'autonomisation économique des femmes sont des valeurs et objectifs fondamentaux de l'UE. Des sociétés plus inclusives et plus égalitaires favorisent des entreprises plus solides et sont associées à un développement économique plus rapide et à des revenus plus élevés. Elles favorisent l'action en faveur du climat et la gestion durable des ressources naturelles, la cohésion sociale et des sociétés plus pacifiques et plus prospères.

Ces dernières années, dans le cadre de ses investissements, BEI Monde a accordé une attention croissante aux femmes et à l'intégration des considérations de genre dans les opérations. La Banque a mis en place un marquage d'égalité de genre, aligné sur le marqueur de politique d'aide à l'appui de l'égalité hommes-femmes du Comité d'aide au développement de l'OCDE, afin de mesurer et de rendre compte de sa contribution à l'égalité hommes-femmes, qui constitue également un des ODD. En 2024, on estimait que 28 % des projets de BEI Monde auraient une incidence significative sur l'égalité de genre et les perspectives économiques des femmes. La Banque concentre ses efforts sur trois domaines :

Protéger : veiller à ce que les inégalités de genre ne soient ni renforcées ni ignorées dans les projets qu'elle finance. La BEI détecte et atténue les risques sexospécifiques, comme la violence et le harcèlement fondés sur le genre, et elle met en place des procédures et des outils pour faire respecter les droits des filles et des femmes.

Avoir

un impact : soutenir des projets dont les services et produits contribuent à l'égalité hommes-femmes et élargissent les possibilités offertes aux femmes. La BEI estime qu'il est crucial de veiller à ce que les femmes et les hommes puissent accéder sur un pied d'égalité aux actifs, services, avantages et possibilités générés par ses investissements.

Investir : financer des entrepreneuses, des entreprises dirigées par des femmes et des entreprises qui créent des emplois de qualité pour les femmes ou dont les produits et services répondent à leurs besoins. À cette fin, la BEI s'appuie principalement sur des banques locales, des fonds d'investissement et des institutions de microfinance.

En 2024, les financements en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes concernaient des projets des secteurs public et privé qui contribuent à faire progresser l'égalité de genre dans les secteurs de la bioéconomie, du numérique, de l'énergie, de la mobilité, de l'aménagement urbain et de l'eau, ainsi que des projets soutenant les entrepreneuses.

COLLABORER AVEC DES PARTENAIRES POUR PROMOUVOIR LE FINANCEMENT À L'APPUI DE L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES

La BEI a contribué à la création de 2X Global, une organisation mondiale qui encourage l'intégration d'une perspective de genre dans l'identification et la mise en œuvre des investissements. Elle a été la première banque multilatérale de développement à participer au Défi 2X, lancé en 2018 pour recenser et encourager les investissements en faveur de l'égalité hommes-femmes en s'appuyant sur un ensemble commun de critères. Dans la mesure du possible, un financement qui répond aux critères du Défi 2X (comme celui de l'initiative African Women Rising) bénéficie également d'une assistance technique et de services de conseil.

En 2024, la Banque a également mis en place un mécanisme d'assistance technique doté d'une enveloppe de 6,4 millions d'euros dédié à l'égalité de genre et à l'inclusion sociale dans le voisinage de l'UE, avec le soutien de la Commission européenne et de l'Agence suédoise pour le développement international. Elle a également présidé le sous-groupe de travail des banques multilatérales de développement sur les indicateurs de résultats liés au genre et au climat, pris part à la coalition de Finance en commun pour l'égalité de genre et rejoint Alliance for Gender-Responsive and Inclusive Recovery (alliance pour un redressement inclusif et sensible au genre en Ukraine, dirigée par ONU Femmes). Elle a également facilité l'accès à une série d'événements organisés par Financial Alliance For Women.

Financer les petites entreprises détenues par des femmes au Kenya

La BEI a accordé un financement de 15 millions d'euros à la Kenya Commercial Bank pour soutenir les micro et petites entreprises du pays, en améliorant les financements et les produits financiers mis à la disposition des entrepreneuses. Soutenir ces entreprises pourrait contribuer à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté au Kenya. Le projet s'inscrit dans le cadre de l'initiative Équipe Europe – Investir dans les jeunes entreprises en Afrique. La Fondation Gates apportera une assistance technique et s'attaquera aux obstacles qui freinent l'accès au financement pour les femmes à faible revenu, tels que le manque de garanties ou d'antécédents de crédit. Le projet contribuera à réduire le coût des prêts accordés aux femmes grâce au recours aux technologies numériques et à des mécanismes de partage des risques.

Une action climatique et une durabilité environnementale qui tiennent compte de la dimension de genre

La Feuille de route du Groupe BEI dans son rôle de banque du climat souligne la nécessité de soutenir des investissements qui tiennent compte des besoins et des réalités spécifiques des femmes. En 2024, 26 projets, soit 60 % du volume de financement de la BEI en faveur de l'égalité hommes-femmes, ont également contribué à l'action pour le climat et à la durabilité environnementale. Les financements de la BEI valorisent le rôle moteur des femmes dans l'accélération de la transition et la construction de sociétés résilientes. La BEI veille aussi à ce que les investissements qu'elle appuie en matière d'infrastructures et de services à faible intensité de carbone et résilients aux changements climatiques soient conçus en tenant compte de la diversité des besoins.

Des transports urbains durables et inclusifs dans la ville indienne de Nagpur

La BEI prête 240 millions d'euros à la Maharashtra Metro Rail Corporation pour l'extension du réseau de métro existant à Nagpur, en Inde. Le projet prévoit quatre prolongements qui ajouteront un total de 44 kilomètres et de 32 stations, reliant les villes satellites et améliorant l'accessibilité des transports publics. Il vise à offrir des transports plus sûrs, plus rapides et plus abordables, ce qui profitera particulièrement aux femmes et aux personnes à mobilité réduite, en améliorant leur accès aux opportunités éducatives et économiques.

Donner des moyens aux agricultrices

Dans de nombreuses régions, les agricultrices ne perçoivent qu'une faible part des financements agricoles et n'ont souvent pas le même accès aux intrants agricoles que les hommes. En conséquence, les exploitations gérées par des femmes souffrent souvent de niveaux de productivité nettement inférieurs. Comblar cet écart, tout en s'attaquant aux disparités salariales dans les systèmes agroalimentaires, pourrait faire progresser de 1 % le PIB mondial et sortir 45 millions de personnes de l'insécurité alimentaire. En 2024, la BEI a soutenu cinq opérations dans le secteur de la bioéconomie qui visent à améliorer les pratiques agricoles tout en appuyant les agricultrices et les entrepreneuses. Ces investissements contribuent à créer des perspectives plus équitables dans les économies rurales, en veillant à ce que les femmes puissent participer pleinement au développement agricole durable et en bénéficier.

L'année dernière, dans le cadre de sa collaboration avec le Centre d'investissement de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, la BEI a également apporté son soutien à la mise en œuvre d'un programme d'assistance technique destiné à identifier et à préparer des projets d'adaptation aux changements climatiques en Afrique subsaharienne, en mettant l'accent sur la sécurité alimentaire et le développement rural. En 2024, ce partenariat a permis de lancer des opérations concrètes en Côte d'Ivoire, au Liberia et en Éthiopie, en ayant pour objectif d'améliorer les revenus tirés de l'agriculture, de créer des emplois et de promouvoir l'autonomisation des femmes.

RÉPONDRE AUX SITUATIONS DE FRAGILITÉ ET DE CONFLIT

De plus en plus de personnes dans le monde vivent dans des régions concernées par des situations de fragilité ou de conflit. Dans son rapport intitulé « États de fragilité 2025 », l'OCDE recense 61 pays qui pâttissent d'un degré élevé ou extrême de fragilité. Représentant 25 % de la population mondiale, ils regroupent 72 % de la population mondiale en situation d'extrême pauvreté. Les problématiques de fragilité et de conflit sont étroitement liées à celles des changements climatiques, des déplacements forcés et des migrations, de la pauvreté et de la montée des inégalités. À titre d'exemple, 100 millions de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, soit 80 % du total mondial, proviennent de régions caractérisées par un degré élevé ou extrême de fragilité.

Au cours des dix dernières années, BEI Monde a signé pour 9,8 milliards d'euros d'opérations visant directement 39 des 61 pays figurant sur la liste des États fragiles établie par l'OCDE. Ce total est estimé à 16,9 milliards d'euros si l'on inclut les montants susceptibles d'être alloués à ces pays par l'intermédiaire de fonds régionaux et d'autres opérations régionales, comme les programmes de vaccination (dans le cadre de ces fonds et programmes, les pays bénéficiaires finals ne sont pas définis au moment de la signature et les montants se fondent sur les projections actuelles). Ces investissements représentaient 21 % de l'activité totale de la BEI à l'extérieur de l'Union européenne.

Forte de son expérience, la Banque renforce son engagement pour répondre aux besoins des personnes vivant dans des contextes de fragilité ou de conflit. **En 2024, BEI Monde a directement alloué 856 millions d'euros pour des opérations menées dans 13 pays figurant sur la liste de l'OCDE.** On estime que 1,36 milliard d'euros seront alloués à ces pays une fois que les fonds et programmes régionaux auront été affectés.

En 2022, le Conseil d'administration de la BEI a approuvé une nouvelle [approche stratégique en matière de fragilité et de conflit](#), qui rendra l'engagement de la Banque plus efficient et plus efficace du point de vue de sa contribution à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix, à la réduction de la fragilité et au renforcement de la résilience, au redressement et à la réponse aux crises. Dans le droit fil des politiques et pratiques de l'Union européenne, la BEI adopte une approche fondée sur le principe de « ne pas nuire », en veillant, au bas mot, à ne pas exacerber les facteurs de vulnérabilité dans des situations de fragilité ou de conflit. Afin de garantir l'adaptation des opérations de BEI Monde aux contextes de fragilité et de conflit et leur alignement sur les politiques de l'UE, la mise en œuvre de l'approche stratégique repose sur trois piliers :

- **réponses opérationnelles** – amélioration des outils d'analyse, des réponses opérationnelles, de la gestion des risques et des services d'assistance technique et de conseil ;
- **environnement institutionnel** – renforcement des capacités du personnel, de la gestion des processus de travail, du suivi et de l'évaluation, de l'apprentissage et de la communication ;
- **partenariats stratégiques** – consolidation des partenariats stratégiques avec l'Union européenne, les banques multilatérales de développement, les institutions de financement du développement, les Nations unies et d'autres organisations internationales et de la société civile.

Deux agences spécialisées ont été engagées pour gérer le service interne d'assistance pour la prise en compte des conflits afin d'aider le personnel de la BEI dans le cadre d'activités allant de l'évaluation des risques de conflit aux études dédiées, en passant par la formation.

Activité de prêt de BEI Monde dans des situations de fragilité en 2024²¹ :

856 millions d'euros
ciblant directement 13 situations de fragilité

1,36 milliard d'euros
au total, y compris des dotations prévues destinées à des situations de fragilité via des fonds régionaux

TRANSFORMER L'ASSAINISSEMENT ET LA SANTÉ PUBLIQUE À RAMALLAH

Depuis des années, l'absence de stations d'épuration des eaux usées et de conduites d'eau appropriées pose des risques pour la santé publique et l'environnement en Cisjordanie, à proximité de Ramallah. Actuellement, moins de 20 % de la population de la région est raccordée à un réseau d'égouts. Même lorsque les eaux usées sont collectées, elles sont déversées sans traitement dans des espaces ouverts, nuisant à l'agriculture et contaminant les nappes phréatiques.

Un nouveau projet, soutenu par un prêt de 19 millions d'euros de la BEI, combiné à une subvention de l'UE d'un montant de 22 millions d'euros, aidera l'agence palestinienne de l'eau à résoudre ce problème. Ce faisant, il améliorera la santé ainsi que la résilience environnementale et économique au profit de 60 000 personnes. Le projet prévoit la construction d'une station d'épuration et d'un réseau d'assainissement conformes aux normes environnementales de l'UE. La station sera alimentée par l'énergie solaire et permettra de récupérer cette ressource rare qu'est l'eau pour l'irrigation.

RENFORCER LA RÉSILIENCE GRÂCE À UN MEILLEUR ACCÈS AUX MARCHÉS AU CAMBODGE

Selon l'OCDE, l'exposition aux risques environnementaux contribue fortement à la fragilité du Cambodge, un pays également classé parmi les moins avancés. L'économie cambodgienne repose en grande partie sur un secteur agricole relativement peu développé, qui emploie près d'un tiers de la population active, ce qui accentue sa vulnérabilité.

Le programme ASPIRE-AT, financé par la BEI et le Fonds international de développement agricole, vise à relever ces défis. Il soutiendra les organisations de producteurs engagés dans certaines chaînes de valeur agricoles, en promouvant des pratiques agricoles durables et résilientes face aux changements climatiques. Il permettra aussi de moderniser les infrastructures de transport, de stockage et de transformation, ainsi que les services phytosanitaires et de quarantaine axés sur l'exportation, afin de faciliter l'accès à l'Union européenne et à d'autres marchés à forte valeur ajoutée. Quelque 125 000 agriculteurs devraient bénéficier de ce programme, qui mettra particulièrement l'accent sur l'accès des femmes aux services agricoles et leur rôle de cheffes de file au sein des organisations de producteurs. Ce projet s'inscrit dans le cadre du Programme indicatif pluriannuel 2021-2027 pour le Cambodge et l'initiative de l'Équipe Europe pour des paysages, des forêts et une agriculture durables au Cambodge.

21. Situations de fragilité et d'extrême fragilité, telles que définies dans le Cadre multidimensionnel sur la fragilité du Comité d'aide au développement de l'OCDE : OCDE (2025). États de fragilité 2025, https://www.oecd.org/fr/publications/etats-de-fragilite-2025_3797ea0f-fr.html. L'Ukraine a été incluse en tant qu'État touché par un conflit.



L'investissement de la BEI dans le fonds de capital-investissement Exagon contribuera au déploiement des énergies renouvelables en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le premier investissement du fonds a été réalisé en partenariat avec Entoria Energy, dont la collaboration avec de nombreuses entreprises européennes – comme clientes ou partenaires au sein de la chaîne d'approvisionnement – illustre parfaitement la nature mutuellement bénéfique de cette opération.

AMÉLIORER NOTRE MODÈLE DE MISE EN ŒUVRE

La BEI a une longue expérience en matière d'investissement à l'extérieur de l'Union européenne, où elle combine ses ressources propres avec celles de la Commission européenne et des États membres. Elle complète ses financements par des services de conseil pour aider à faire avancer des projets solides et durables. Guidée par les objectifs de l'Union européenne en matière d'action extérieure, la Banque accorde une grande importance à la production de résultats et d'un impact significatifs, ainsi qu'à leur mesure.

BEI Monde continue d'accroître son impact en renforçant ses partenariats et sa présence sur le terrain, en développant de nouveaux produits ciblés et en fournissant un soutien supplémentaire pour accélérer la mise en œuvre des projets. Par son dialogue avec ses partenaires internationaux, BEI Monde contribue également à l'élaboration de politiques et à la diffusion des meilleures pratiques.

La présente section aborde les principes qui ont guidé l'activité de BEI Monde en 2024 :

- investir dans le respect des normes et des valeurs de l'UE ;
- continuer de répondre aux besoins, de manière responsable ;
- renforcer l'impact grâce à des mandats, au panachage de ressources et à la prestation de services de conseil ;
- collaborer avec des partenaires ;
- tirer des enseignements des évaluations.

AGIR DANS LE RESPECT DES NORMES ET DES VALEURS DE L'UE

La Banque européenne d'investissement intervient en tant que banque de l'UE également au-delà des frontières de l'Europe, dans le respect des normes, des valeurs et des intérêts de l'UE.

BEI Monde examine minutieusement les opérations pour s'assurer qu'elles sont saines sur les plans financier, économique, environnemental et social, et apporte souvent un soutien technique à ses clients pour les aider à combler les lacunes. La reconnaissance par la BEI de la qualité d'un projet peut constituer un sceau d'approbation, renforçant la confiance dans la viabilité économique et sociale du projet et servant de levier pour attirer de nouveaux investissements. Cela inspire également confiance dans les retombées économiques et sociales du projet et leur impact positif sur le terrain, au profit des communautés locales.

Les valeurs de la BEI sont inscrites dans ses politiques et ses normes, mais aussi dans ses objectifs transversaux. La BEI s'est engagée, dans le cadre de ses opérations, à consacrer plus de la moitié de ses investissements à l'action pour le climat et à l'égalité de genre, ce qui souligne son impact économique et durable pour toutes et tous.

BEI Monde adopte une approche reposant sur le principe de « primauté des politiques », ce qui signifie que la Banque assure l'alignement étroit de ses activités sur les objectifs de l'Union européenne dans toutes ses régions d'intervention. Concrètement, la BEI entretient un dialogue permanent avec la Commission européenne et les délégations de l'UE afin de veiller à ce que les considérations stratégiques sous-tendent pleinement la conception et l'exécution des projets.

MISE EN ŒUVRE À GRANDE ÉCHELLE DE SOLUTIONS ÉNERGÉTIQUES DURABLES DANS LE MONDE ENTIER

La BEI a engagé 100 millions de dollars dans le Copenhagen Growth Markets Fund II, qui est géré par une équipe au sein de Copenhagen Infrastructure Partners, société danoise de gestion d'actifs parmi les principales d'Europe. Le fonds investit dans de grandes infrastructures énergétiques en Asie, en Amérique latine, en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, en mettant l'accent sur des projets de construction relatifs aux énergies renouvelables, en particulier des projets éoliens terrestres et en mer faisant appel à une participation européenne. Ce financement soutient les priorités de nos partenaires en matière de production d'énergie et contribue aux objectifs climatiques de l'Europe ainsi qu'au partage de technologies et de compétences européennes. Le Copenhagen Growth Markets Fund II soutient l'Équipe Europe en combinant le capital et les capacités d'un gestionnaire de fonds expérimenté et chef de file mondial pour les investissements dans les infrastructures énergétiques – dont les racines sont européennes et qui possède des bureaux dans le monde entier – pour mettre en place, à grande échelle, des actifs entièrement nouveaux qui favorisent la transition énergétique.

RÉPONDRE AUX BESOINS DE MANIÈRE RESPONSABLE

Compte tenu de l'étendue de la portée géographique et de l'intérêt ciblé de l'UE dans les différentes régions, BEI Monde adapte son offre aux besoins, contextes et objectifs variés des projets soutenus.

SUR LE TERRAIN AVEC LES DÉLÉGATIONS DE L'UE

Les 29 bureaux locaux de la BEI nous aident à mieux comprendre les besoins sur le terrain et à y répondre, ainsi qu'à collaborer plus étroitement avec nos partenaires pour le développement ainsi que les acteurs locaux et nationaux afin d'accroître l'impact des projets. Les représentations locales facilitent le lancement de projets, en travaillant en étroite collaboration avec l'Équipe Europe et d'autres intervenants. En proposant leurs services dans plus de 150 pays partenaires, elles contribuent à adapter l'offre de la BEI aux contextes locaux. Les bureaux locaux ont été établis en étroite collaboration avec le Service européen pour l'action extérieure. Dans la mesure du possible, ils sont situés au sein de la délégation de l'UE concernée.

INNOVATION EN MATIÈRE DE PRODUITS

Afin de maximiser la contribution aux partenariats de l'UE dans les pays tiers, BEI Monde cherche à s'appuyer sur des atouts uniques, avec des produits ciblés qui répondent aux besoins des clients. Les instruments proposés varient d'une région à l'autre, en fonction des priorités stratégiques. Par exemple, en 2024, BEI Monde a signé la toute première opération de conversion de dette en investissements en faveur du climat et le premier financement BEI fondé sur les résultats. Ces solutions ont un rôle essentiel à jouer pour soutenir les objectifs de transition écologique de l'Union européenne, tout en tenant compte de la situation particulière des pays partenaires.

CONTRIBUER À LA VIABILITÉ DE LA DETTE

Un endettement élevé limite l'accès à un financement abordable, freine le développement des infrastructures, entrave la croissance économique et accroît la vulnérabilité aux chocs financiers. Lorsque cela se justifie, BEI Monde propose des prêts souverains assortis de durées plus longues et garantis par la Commission européenne afin de contribuer à atténuer les vulnérabilités liées à la dette. Cette complémentarité entre la BEI et la Commission européenne permet à la Banque de rester engagée et d'apporter un soutien financier continu aux pays tiers.

La BEI collabore étroitement avec d'autres institutions, notamment d'autres banques multilatérales de développement, des agences spécialisées des Nations unies et le Fonds monétaire international (FMI). Un dialogue régulier permet de garantir que les conditions de prêt sont conformes aux critères de concessionnalité et aux limites d'endettement convenus au niveau international. La collaboration avec le FMI comprend également la coordination de la programmation par pays, les enveloppes de prêt de la BEI soutenant souvent, sur une base concertée, les initiatives du FMI telles que les programmes relevant de la Facilité pour la résilience et la durabilité.

Les prêts souverains de la BEI sont généralement assortis d'échéances et de différés de remboursement plus longs. Afin de renforcer la viabilité de la dette et les conditions avantageuses des prêts aux pays surendettés ou parmi les plus fragiles, la BEI offre la possibilité, depuis 2023, d'étendre la durée d'un prêt jusqu'à 30 ans et le différé de remboursement jusqu'à dix ans. Cette possibilité pourrait avoir un impact significatif sur le risque de surendettement pour de nombreux pays et permettre des investissements à long terme dans les infrastructures.

Au Bhoutan, par exemple, la BEI a accordé un prêt d'une durée de 30 ans pour soutenir le développement de l'énergie hydraulique et solaire. Première opération de la BEI dans le pays, ce prêt était entièrement destiné à soutenir la mise en œuvre des priorités d'investissement de la stratégie « Global Gateway » en matière de climat et d'énergie. De même, la BEI a accordé un prêt assorti d'une durée de 30 ans au Cabo Verde, un petit État insulaire en développement exposé à un risque élevé de surendettement, où les dommages économiques causés par les catastrophes naturelles sont estimés en moyenne à 1 % du PIB par an.

Ce prêt soutient un projet visant à rénover et à agrandir les ports de l'archipel de Cabo Verde, à assurer la connectivité et à faciliter les échanges commerciaux mondiaux.

La BEI combine généralement des subventions de la Commission européenne ou d'États membres de l'UE avec des prêts afin d'améliorer la viabilité financière des pays soumis à des contraintes liées à l'endettement, tels que les pays surendettés ou à risque de surendettement. Le panachage de ressources est essentiel au développement de plateformes à grande échelle pour répondre aux enjeux mondiaux importants. À titre d'exemple, la Plateforme d'investissement pour l'impact en santé contribue à renforcer les établissements de soins de santé primaires dans les communautés vulnérables, en coopération avec l'OMS et d'autres banques multilatérales de développement.

CLAUSES DE RÉSILIENCE CLIMATIQUE DANS LES CONTRATS DE FINANCEMENT

Les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement comptent parmi les plus vulnérables aux catastrophes naturelles entraînées par les changements climatiques. Ces événements étant susceptibles d'entraver leur capacité à assurer le service de la dette souveraine, ces pays sont confrontés à la difficulté supplémentaire de perdre l'accès aux financements dont ils ont besoin pour s'adapter. En réponse à cela, BEI Monde a intégré des clauses de résilience climatique dans les contrats de financement. Ainsi, les emprunteurs souverains des pays vulnérables ont la possibilité de reporter le service de la dette pour une période limitée si certaines urgences prédéfinies causées par les changements climatiques surviennent, ce qui permet d'atténuer le risque de surendettement provoqué directement par une catastrophe naturelle. Depuis 2024, BEI Monde offre la possibilité d'intégrer des clauses de résilience climatique dans les contrats de financement signés, au titre du mandat de prêt souverain garanti par la Commission européenne, dans plus de 70 pays classés par les Nations unies comme pays les moins avancés ou petits États insulaires en développement. La première clause de ce type a été appliquée dans le cadre de l'opération Barbados Global Gateway Nature Guarantee (voir p. 38).

PREMIER ÉCHANGE DETTE-CLIMAT

Signée en 2024, l'opération Barbados Global Gateway Nature Guarantee est une garantie innovante de 150 millions de dollars fournie par la BEI dans le cadre d'un programme de conversion de dette en investissements en faveur du climat, en collaboration avec la Banque interaméricaine de développement, du Fonds vert pour le climat et de la Commission européenne. Cet instrument financier innovant a permis à la Barbade de remplacer la dette existante et coûteuse par un financement plus abordable, permettant de réaliser 125 millions de dollars d'économies qui serviront à financer des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement résilients face aux changements climatiques.

ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

La BEI fournit une assistance technique pour améliorer la préparation et la mise en œuvre des projets dans les pays surendettés. En 2024, elle a mis en place un programme d'assistance technique de 2,5 millions d'euros financé par la Commission européenne pour soutenir la construction d'un port maritime polyvalent sur l'île de Kiribati, dans le Pacifique. D'ici le milieu du siècle, la capitale du pays, Tarawa, devrait être en grande partie submergée. Kiribati a choisi de faire de l'île de Kiritimati, la plus grande de ce petit État insulaire en développement, son futur centre de croissance et de population. La BEI contribue aux efforts déployés par l'Union européenne pour soutenir ce nouveau port, qui pourrait constituer un point de liaison important dans la région et assurerait des moyens de subsistance aux habitants du pays qui devront être déplacés.

MONNAIES LOCALES

La mise au point de solutions en monnaie locale reste un défi majeur dans de nombreux pays émergents et en développement. Les emprunteurs qui perçoivent un revenu dans une monnaie locale et ne peuvent emprunter que dans une monnaie étrangère se trouvent à devoir choisir entre être exposés à un risque de change potentiellement très préjudiciable et ne pas avoir du tout accès au financement. La Banque a eu recours à différents types de solutions en monnaie locale. Ces dernières années, un instrument innovant de prêt en monnaie locale synthétique a été déployé en Ukraine, au Kazakhstan, en Géorgie, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie, avec l'intervention du Currency Exchange Fund (TCX), un fournisseur de couverture du risque de change en monnaie locale, ou d'une banque commerciale admissible comme contrepartie de la BEI pour l'opération d'échange. En 2024, la BEI a décaissé le prêt en monnaie locale synthétique le plus important jamais accordé – l'équivalent de 300 millions de dollars en pesos colombiens – en faveur de la filiale locale d'Enel, un groupe énergétique italien de premier plan, la couverture étant assurée par Citigroup. Il s'agit du premier produit

synthétique en monnaie locale, assorti d'un taux variable, accordé par la BEI en Amérique latine. La BEI vise également à accorder des prêts en hryvnia ukrainienne dans le cadre de la facilité pour l'Ukraine.

SERVICES DE CONSEIL

BEI Monde propose la prestation de conseils techniques et financiers à ses clients pour les aider à recenser, préparer et mettre en œuvre leurs projets. La Banque partage également son expérience en dispensant des formations et en fournissant des orientations à ses clients et à un éventail plus large de parties prenantes, afin de renforcer les capacités et de contribuer à créer un environnement propice à l'investissement. La gamme de conseils est déterminante pour l'impact des investissements soutenus : elle améliore la qualité et la viabilité de la conception des projets et rend leur mise en œuvre plus efficace. Elle contribue également à étendre l'offre de la Banque à de nouveaux clients et dans des secteurs présentant un intérêt particulier, tels que l'adaptation aux changements climatiques et les matières premières critiques.

Des spécialistes internes gèrent et conçoivent les opérations de conseil, souvent avec le soutien de prestataires de services externes et d'autres partenaires institutionnels. Les exemples suivants soulignent l'impact des services de conseil de BEI Monde en 2024.

Des trains verts pour renforcer les liaisons avec l'UE : les spécialistes des services de conseil de la BEI, soutenus par le Mécanisme à l'appui d'investissements en faveur de la connectivité dans les pays du Partenariat oriental (EPIC), mènent des études dans le cadre d'un programme plus large visant à moderniser le réseau ferroviaire en Ukraine et en Moldavie et à étendre l'écartement des voies européen à ces deux pays. Le programme EPIC est centré sur six pays du voisinage oriental : Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie et Ukraine. L'objectif est de stimuler la croissance économique et la stabilité régionale et de favoriser l'intégration avec les marchés européens.

Académie de la BEI dédiée à la finance inclusive : cette initiative vise à améliorer l'inclusion financière des populations vulnérables au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Grâce au programme TAFIR²², financé par le Fonds fiduciaire de la FEMIP, la BEI partage des points de vue de spécialistes et des exemples de réussite pour aider les institutions financières locales à mieux servir les communautés défavorisées. Les cinq modules de l'académie couvrent des sujets tels que les stratégies axées sur le client, les formations entrepreneuriales et le rôle des services non financiers en temps de crise.

Des infrastructures hydriques plus solides pour faire face aux défis migratoires : la facilité pour les infrastructures municipales est une initiative financée par le fonds fiduciaire régional de l'UE en réponse à la crise syrienne – connu sous le nom de fonds MADAD – et gérée par la BEI. Dans le cadre de cette initiative, BEI Monde fournit une assistance au développement de projets dans le secteur de l'eau pour aider les clients à réaliser des études de faisabilité, à examiner la conception des projets, à instruire les projets d'investissement, à assurer la qualité de la documentation relative aux appels d'offres, à assurer le suivi de la passation des marchés, à rendre compte des projets d'investissement et à superviser les travaux.

De nouveaux programmes pour financer des secteurs prioritaires : afin de compléter l'offre existante et de veiller à ce que les services de conseil de la Banque continuent de satisfaire à l'ensemble des priorités de l'UE, deux initiatives majeures ont été élaborées et lancées en 2024 – le mécanisme UE-Afrique de mise en œuvre de projets d'infrastructure au titre de « Global Gateway » et le mécanisme d'assistance technique UE-OEACP pour les matières premières critiques. En tant que partenariat entre BEI Monde et la Commission européenne, ces deux nouveaux mécanismes soutiendront la préparation d'investissements stratégiques, principalement en Afrique subsaharienne, afin que les clients puissent bénéficier des financements de BEI Monde de la manière la plus fluide et la plus efficace possible.

Formation sur le développement financier et l'inclusion financière : ciblant à la fois les responsables politiques et les intermédiaires financiers, ce cours en ligne est dispensé par la BEI et le FMI depuis 2019. Il met l'accent sur les stratégies visant à développer des systèmes financiers efficaces ainsi que sur les défis auxquels sont confrontées les petites entreprises et sur la manière dont les intermédiaires financiers peuvent adapter leurs produits pour mieux répondre à leurs besoins. Depuis son lancement, plus de 4 000 participants en ont bénéficié, représentant plus de 70 pays sur cinq continents, du Belize à la Somalie.

22. TAFIR est un programme technique de soutien au mécanisme de microfinance pour les pays voisins du Sud et aux actions de la BEI en faveur de l'inclusion financière des personnes les plus vulnérables dans le voisinage méridional.

TRAVAILLER DANS LE CADRE DE PARTENARIATS

BEI Monde propose une vaste gamme de produits pour répondre aux besoins des clients dans toutes les régions, dans le secteur public comme dans le secteur privé. Les partenariats sont au cœur de l'action de BEI Monde ; c'est pourquoi une approche collaborative est essentielle. Cela crée des possibilités d'enrichissement mutuel en matière de savoir-faire et d'innovation et renforce l'impact.

BEI Monde est un membre actif de l'Équipe Europe et a noué des partenariats avec d'autres banques multilatérales de développement (BMD), notamment la Banque mondiale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), des institutions européennes de financement du développement et des banques régionales de développement, telles que la Banque interaméricaine de développement, la Banque africaine de développement et la Banque asiatique de développement, ainsi que des banques de développement publiques locales, des investisseurs privés, des agences des Nations unies et des organisations philanthropiques.

La BEI finance généralement jusqu'à 50 % du coût total d'un projet. Cela favorise l'appropriation locale des projets et contribue à mobiliser d'autres investisseurs, tels que d'autres bailleurs de fonds privés ou organismes de financement du développement. Compte tenu des efforts déployés par les banques multilatérales de développement pour mieux agir en tant que système et accroître l'impact conjoint, la BEI a approfondi ses partenariats et accru l'efficacité au profit des clients.

UN MEMBRE DE L'ÉQUIPE EUROPE

L'approche de l'Équipe Europe est le mode de fonctionnement par défaut de la Banque. Par la coopération avec les autres membres de l'Équipe Europe et la mise en commun des ressources et du savoir-faire, BEI Monde vise à accroître son efficacité et son impact. L'Équipe Europe réunit l'Union européenne, les États membres de l'UE – et leurs agences de mise en œuvre et banques publiques de développement –, ainsi que la BEI et la BERD.

Les initiatives de l'Équipe Europe constituent le concept phare de cette approche. BEI Monde participe à environ deux tiers des initiatives de l'Équipe Europe dans le monde, proposant un financement et un savoir-faire technique soit en tant qu'institution cheffe de file, soit en complétant les initiatives des partenaires de l'UE au moyen d'investissements conjoints ou parallèles aux niveaux mondial, régional et national.

La BEI préside l'initiative « Investir dans les jeunes entreprises en Afrique », joue un rôle dans la Global Green Bond Initiative et contribue à de nombreux programmes sectoriels (transition écologique, transformation numérique, croissance, etc.) dans le monde. La plateforme pour l'hydrogène vert au Chili illustre comment l'approche de l'Équipe Europe joue un rôle clé pour réunir les bons acteurs afin de faire émerger des projets innovants (voir p. 32).

L'INITIATIVE DE DÉLÉGATION RÉCIPROQUE

L'initiative de délégation réciproque a été lancée en 2007 par la BEI, la banque allemande de développement KfW et l'Agence française de développement (AFD) afin d'éviter toute répétition inutile des démarches et de simplifier les exigences imposées aux bailleurs de fonds et aux bénéficiaires en ce qui concerne l'audit préalable, les processus et les procédures liées à la passation des marchés. Elle accroît l'efficacité et allège les coûts de transaction pour les emprunteurs. Au total, 92 projets relevant de l'initiative de délégation réciproque ont été financés depuis 2007, pour un montant total de 10,2 milliards d'euros (62 projets sont en cours de mise en œuvre). En 2024, un montant total d'un milliard d'euros a été signé pour soutenir six projets.

L'initiative est axée sur des projets d'infrastructure, souvent dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. La région comptant le plus grand nombre de projets est le voisinage méridional, suivie de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie.

La BEI a engagé des discussions avec plusieurs banques multilatérales de développement sur la question de la délégation réciproque en matière de passation des marchés, qui a récemment aussi été étendue à la Banque de développement du Conseil de l'Europe. Avec la BERD, BEI Monde œuvre à élargir la délégation réciproque à des domaines où il existe une convergence des politiques et des normes, tels que les questions environnementales et sociales. Cela contribuera à simplifier les processus pour les clients lors du financement conjoint d'un projet. Des efforts sont également déployés pour collaborer plus étroitement avec la Banque mondiale, en vue de gagner en efficacité et de tirer parti des points forts respectifs des deux institutions.

La BEI renforce ses partenariats avec les banques multilatérales de développement, individuellement et collectivement, aux niveaux stratégique et opérationnel. Elle participe activement aux discussions, à l'échelle mondiale, sur la réforme de l'architecture financière internationale. La [note de perspectives conjointe des BMD](#), publiée en avril 2024, souligne l'engagement des banques multilatérales de développement à renforcer leur collaboration afin d'accroître l'impact et l'échelle de leur action au profit des clients. Les éléments livrables communs exposés dans la note de perspectives ont contribué à façonner la [feuille de route dans le cadre du G20 pour un système de BMD meilleur, renforcé et plus efficace](#). Par exemple, la BEI est le fer de lance de la transformation de la base de données mondiale sur les risques des marchés émergents (GEMs), qui sert à la publication de statistiques sur les risques de défaillance et les taux de recouvrement, l'objectif étant de mobiliser des investissements privés sur les marchés émergents et dans les économies en développement.

Au niveau mondial, la BEI participe également au sommet « Finance en commun » (dont la dernière édition s'est tenue au Cap en février 2025), qui vise à promouvoir un dialogue efficace entre les banques multilatérales de développement, les institutions financières internationales et les banques publiques de développement. La Banque travaille également avec des agences spécialisées des Nations unies, afin de compléter ses financements et d'accroître sa portée et son impact. Les partenariats de longue date se sont révélés très pertinents, notamment ceux conclus avec le Programme des Nations unies pour le développement en Ukraine, l'Organisation mondiale de la santé et le Fonds international de développement agricole.

TIRER DES ENSEIGNEMENTS DES ÉVALUATIONS

En analysant l'efficacité des activités de la BEI, le service de la Banque chargé de l'évaluation indépendante contribue à renforcer la redevabilité et aide à tirer des enseignements pour l'appui futur à apporter à des secteurs qui jouent un rôle essentiel dans la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies.

STIMULER LES PETITES ENTREPRISES SUR LA RIVE SUD DE LA MÉDITERRANÉE

L'équipe d'évaluation de la BEI a procédé à une évaluation indépendante du soutien conjoint apporté par la BEI et l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) aux petites entreprises au moyen d'investissements en capital sur la rive sud de la Méditerranée de 2011 à 2023. Elle a évalué la gestion du partenariat, les résultats obtenus et la contribution au développement des très petites, petites et moyennes entreprises locales et régionales. L'évaluation a permis de constater que, malgré des conditions d'investissement difficiles, les efforts conjoints ont favorisé la création d'emplois, la durabilité et un écosystème de capital-investissement plus solide.

INVESTIR DANS L'AGRICULTURE ET LA BIOÉCONOMIE POUR LUTTER CONTRE LA FAIM

Investir dans les secteurs de l'agriculture et de la bioéconomie est essentiel pour faire progresser l'objectif de développement durable n° 2 : Faim « zéro ». C'est également fondamental pour promouvoir l'action en faveur du climat, la durabilité environnementale, l'égalité de genre et l'autonomisation économique des femmes. Les événements qui ont perturbé le monde, notamment l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ont eu une incidence notable sur la sécurité alimentaire. La BEI a articulé son intervention autour des priorités suivantes : améliorer les infrastructures et les services afin d'élargir l'accès au marché ; renforcer les chaînes d'approvisionnement alimentaire ; et promouvoir une production alimentaire résiliente et adaptée aux changements climatiques.

De 2014 à 2023, la BEI a consacré 10 % de ses prêts à l'extérieur de l'UE à l'agriculture et à la bioéconomie, en mettant l'accent sur les pays de l'élargissement (46 %), les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (26 %), et les pays méditerranéens (15 %). Au moyen de ses prêts directs et intermédiés, elle a soutenu des initiatives de grande envergure et des entreprises locales, en comblant les lacunes du marché grâce à des caractéristiques telles que des durées et des différés de remboursement plus longs. Tandis que l'assistance technique a contribué à améliorer la conception des projets, l'équipe d'évaluation de la BEI a recommandé d'élargir les possibilités de financement en monnaie locale et l'appui technique pour mieux répondre aux besoins des secteurs en question.

Le rapport d'évaluation a montré que le soutien de la BEI bénéficiait aux économies locales, mais qu'une meilleure coordination avec les délégations et les partenaires de l'UE pourrait améliorer encore la mobilisation de ressources, le dialogue stratégique et le soutien aux projets.

BEI Monde tire les enseignements des évaluations et a commencé à mettre en œuvre les recommandations. Par exemple, la coordination des projets avec le Fonds international de développement agricole des Nations unies a été améliorée et des chaînes de valeur, telles que celle du cacao en Côte d'Ivoire, ont été financées afin de répondre aux besoins essentiels de l'agriculture et d'améliorer les relations commerciales entre l'UE et l'Afrique.

ACCENT MIS SUR LES RÉSULTATS ET L'IMPACT

BEI Monde soutient des projets qui améliorent la vie des populations de façon tangible partout dans le monde. Au moyen de ses contributions financières et techniques, la BEI joue un rôle essentiel dans leur réussite. La Banque évalue rigoureusement les résultats des projets tout au long de leur cycle, de même que les avantages financiers, les effets de catalyseur et le soutien technique qu'elle apporte à chaque opération.

Pour obtenir une image aussi complète que possible, différentes méthodes complémentaires sont utilisées pour examiner notre impact dans le cadre d'une approche à trois niveaux. Un suivi des résultats et de la contribution de la BEI est effectué pour chaque projet tout au long de son cycle de vie. En complément, des études approfondies sont réalisées afin de comprendre précisément l'impact de certains projets. Une modélisation macroéconomique est aussi appliquée pour mieux rendre compte de l'impact économique au sens large des prêts de la BEI²³.

La présente partie examine plus en détail les contributions de la BEI ainsi que les résultats et l'impact des projets, en particulier les dimensions suivantes :

- la manière dont les résultats et l'impact sont mesurés ;
- les résultats attendus pour les nouveaux projets ;
- la contribution de la BEI aux nouveaux projets ;
- le calcul de l'empreinte carbone ;
- la modélisation de l'impact macroéconomique ;
- une étude d'impact sur Boost Africa ;
- une étude d'impact sur la question de savoir si les prêts des banques de développement attirent les investissements privés étrangers ;
- les résultats des projets menés à terme.

23. Voir : BEI (2021). Measuring the EIB Group's impact: Methods and studies.
<https://www.eib.org/publications/measuring-the-eib-groups-impact-methods-and-studies>.

MÉTHODE DE LA BEI POUR ÉVALUER LES RÉSULTATS ET L'IMPACT

Une évaluation minutieuse de son impact et de sa contribution permet à BEI Monde de se concentrer sur des projets à fort impact en adéquation avec les politiques de l'UE et les priorités des pays partenaires, d'affiner son soutien et de remplir son obligation de rendre compte à ses parties prenantes.

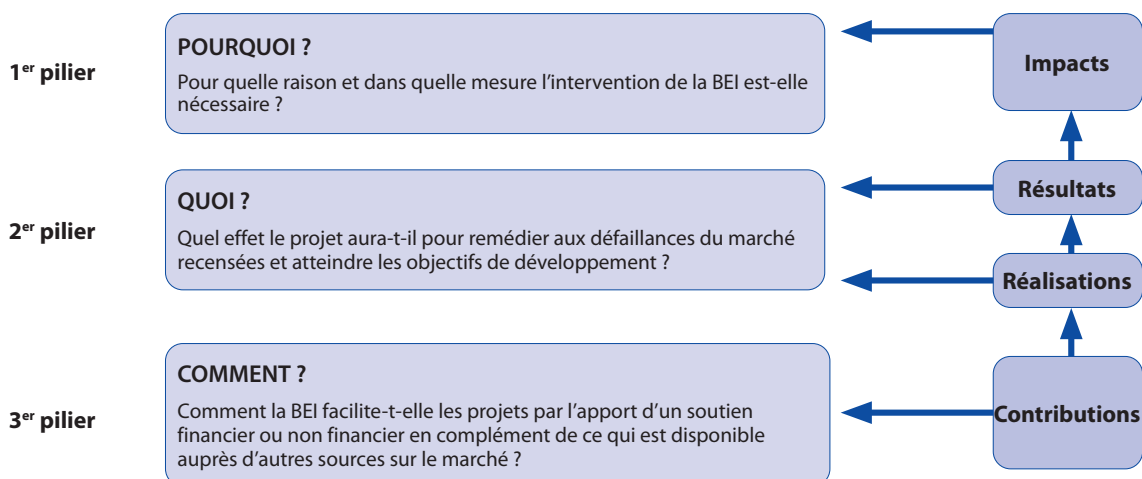
L'évaluation et le suivi des résultats sont intégrés dans le processus global d'instruction et de suivi des projets de la BEI, au moyen du Cadre de mesure de l'additionnalité et de l'impact (le « cadre MAI ») de la Banque. Il s'agit d'une fonction essentielle que la Banque remplit en tant qu'institution de financement du développement, mais la BEI va aussi plus loin, avec des études approfondies, toutefois trop détaillées pour être réalisées pour chaque projet. Le recours à la modélisation macroéconomique lui permet également d'avoir une idée des effets indirects généraux de ses opérations sur l'emploi et la croissance dans les économies où elle intervient. Ces éléments constituent l'**approche à trois niveaux** en matière de mesure de l'impact.

SUIVRE LES RÉSULTATS TOUT AU LONG DU CYCLE DU PROJET : LE CADRE MAI

Le cadre MAI du Groupe BEI est pleinement mis en œuvre depuis 2021. Il associe le précédent cadre de mesure des résultats (« REM ») et l'évaluation selon les trois piliers (« 3P ») de la Banque pour des projets dans l'Union européenne et au-delà, tout en laissant la possibilité d'adapter l'instruction et le suivi des projets aux besoins particuliers découlant des différents contextes de développement.

Il offre un cadre complet pour évaluer chaque projet que la BEI finance au regard de ses résultats et de son additionnalité, conformément aux meilleures pratiques internationales. Le cadre MAI suit une logique établie, reposant sur trois piliers et qui consiste à se demander *pourquoi* l'intervention de la BEI est nécessaire, *à quoi* le projet servira et *comment* la BEI changera la donne. Ces trois piliers ont une relation conceptuelle avec les différents éléments de la chaîne des résultats :

Figure 9 – Le cadre MAI et la chaîne de résultats



Ce cadre est un outil clé pour garantir l'efficacité de notre travail de développement, car il permet une approche de gestion axée sur les résultats (pilotage, conception, mise en œuvre, compte rendu et acquisition de connaissances). Dans la procédure d'audit préalable, la valeur ajoutée de chaque opération reçoit une note au regard des trois piliers. Ces notes constituent un élément clé de la prise de décision. Les indicateurs de résultats retenus durant la phase d'instruction du projet forment la base du suivi tout au long du cycle du projet. Lors de l'instruction d'un projet, la BEI effectue une estimation des résultats qu'il produira, puis elle procède au suivi de ces indicateurs afin d'évaluer les résultats effectifs. Suivre les résultats de cette manière permet de bénéficier d'enseignements utiles pour améliorer la mise en œuvre de projets par la suite. Des enseignements peuvent également être tirés d'évaluations indépendantes.

Le cadre MAI a vocation à favoriser l'alignement sur les politiques de l'UE s'appliquant aux pays et régions d'intervention de la BEI et sur les objectifs de développement durable des Nations unies. Le cadre est souple et conçu pour accueillir de nouveaux indicateurs en fonction des besoins.

MESURER L'IMPACT AU-DELÀ DES LIMITES DU CADRE

Si la mesure de l'additionnalité et de l'impact constitue le fondement de l'approche globale de la BEI en matière d'évaluation de l'impact, ses équipes d'évaluation et de recherche effectuent également des analyses plus approfondies et à plus long terme de l'impact.

Les **études d'impact approfondies** permettent d'examiner les résultats des projets de manière beaucoup plus détaillée que dans le cadre du processus normal d'évaluation des résultats. Dans ces études, diverses méthodes sont utilisées pour approfondir l'analyse de l'incidence d'un projet particulier ou d'un type de produit proposé par le Groupe BEI. Vous trouverez plus bas un résumé des études d'impact suivantes :

- aperçu des conclusions des études d'impact réalisées sur les investissements au titre du programme de capital-investissement Boost Africa, portant sur l'inclusion financière, les effets des services numériques sur la génération de revenus et les incidences sur l'inclusivité des marchés du travail (p. 71) ;
- premières conclusions concernant l'effet de catalyseur des interventions des banques multilatérales de développement sur les flux financiers privés vers les marchés émergents et les économies en développement, étude conjointe en cours avec la Banque asiatique de développement (p. 74).

La **modélisation macroéconomique** offre un moyen d'étudier l'impact des prêts sur l'emploi et le PIB à l'échelle d'une économie dans son ensemble, et d'évaluer son ampleur probable. La modélisation améliore la compréhension des incidences que chaque projet aura en fin de compte sur la vie des populations. Un aperçu de l'impact que les projets devraient avoir sur l'emploi, déterminé à l'aide du Joint Impact Model (JIM), ainsi qu'une description de la façon dont nous testons et affinons ce modèle, sont fournis à la page 68.

TRAVAILLER AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT SUR LES RÉSULTATS ET L'IMPACT

Lorsqu'il s'agit de mesurer les résultats et l'impact, il est essentiel que les banques multilatérales de développement (BMD) et les autres institutions de financement du développement collaborent étroitement afin d'apprendre les uns des autres, de créer des synergies grâce à l'harmonisation des indicateurs et des exigences en matière d'établissement de rapports, et de garantir leur complémentarité. Cette volonté a été exprimée par les dirigeants du groupe des BMD et dans la feuille de route du G20²⁴. La BEI participe activement à ce travail :

- la Banque coprécide le **groupe de travail des BMD sur la gestion des résultats en matière de développement**. Chargé, le programme de travail comprend un bilan des outils de pilotage institutionnels dans l'optique de déterminer comment les résultats peuvent servir à orienter les activités destinées à renforcer l'impact, ainsi qu'un examen de l'utilisation des indicateurs dans l'ensemble des institutions. La BEI collabore également avec d'autres groupes de travail, tels que ceux sur la mobilisation et les indicateurs climatiques, afin de garantir une meilleure intégration et d'élaborer une approche commune ;
- la BEI fait partie du **comité de pilotage des Indicateurs harmonisés pour les opérations du secteur privé** (HIPSO) et préside le sous-groupe sur les prêts intermédiés. Ce comité a déjà joué un rôle déterminant dans l'harmonisation de plus de 100 indicateurs et s'attache de plus en plus à répertorier et à partager de nouvelles approches et solutions (conclusions quant à des systèmes et études d'impact, notamment) ;
- dans le cadre du **groupe de travail sur la mobilisation**, la BEI s'emploie à améliorer les méthodes de déclaration conjointe et harmonisée pour qu'elles soient rigoureuses et qu'elles permettent aussi de mieux appréhender les types de produits nouveaux et émergents. Au-delà de la mobilisation directe à l'appui de projets, la Banque cherche également à mieux rendre compte des effets indirects ;
- la BEI collabore avec d'autres **institutions européennes de financement du développement** dans le cadre du partage des connaissances et d'activités conjointes et travaille avec la **Commission européenne** afin d'améliorer les indicateurs et la communication au sujet des résultats, ainsi que pour approfondir la compréhension mutuelle des produits et des approches ;
- la Banque travaille en étroite collaboration avec l'Organisation internationale du travail et d'autres organisations à l'élargissement du **Joint Impact Model** à l'estimation des effets sur l'emploi (voir p. 68) ;
- la BEI collabore étroitement avec la **Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)** en ce qui concerne les résultats et l'impact. Par exemple, en 2024, elle a organisé un atelier intensif pour que les deux institutions renforcent leur compréhension mutuelle, tirent des enseignements de leurs processus actuels d'établissement de rapports et partagent leur expérience à l'aide de la modélisation de l'impact et de nouvelles sources de données. En conséquence, elles sont convenues de travailler ensemble à des études d'impact conjointes pour des opérations dans les Balkans occidentaux, où la BEI et la BERD cofinancent souvent des projets.

Ces activités créent de précieuses possibilités d'apprentissage et de partage qui aident les banques multilatérales de développement à suivre les nouvelles évolutions, à encourager l'innovation et à améliorer les processus internes, tout en évitant de produire deux fois les mêmes efforts.

24. Feuille de route du G20 pour des BMD meilleures, renforcées et plus efficaces, octobre 2024. <https://www.iadb.org/document.cfm?id=EZIDB0000565-150387113-355>.

RÉSULTATS ATTENDUS DES NOUVEAUX PROJETS

En 2024, la BEI a signé des contrats à l'appui de 80 nouveaux projets en dehors de l'Union européenne, du Royaume-Uni et des pays de l'Association européenne de libre-échange. Sont qualifiés de « nouveaux » uniquement les projets pour lesquels aucun contrat n'a été signé au cours des années précédentes. Le total des prêts approuvés pour ces nouveaux projets s'est élevé à 8,2 milliards d'euros (voir p. 82 pour plus de précisions sur les volumes de prêts). Cette partie résume les réalisations et les résultats globaux que nous attendons de ces nouveaux projets.

Tableau 2 – Résultats attendus des nouveaux projets d'infrastructures

Agriculture et foresterie	
Zones forestières ou autres habitats protégés (en hectares)	187 317
Terres bénéficiant d'une meilleure gestion (en hectares)	122 500
Nouvelles zones plantées (boisement) (en hectares)	179 217
Routes rurales et d'accès créées ou entretenues (en km)	559
Routes rurales construites ou entretenues (en km)	3 578
Capacité de stockage de produits agricoles (en tonnes)	983 000
Bénéficiaires (agriculteurs, exploitants forestiers, pisciculteurs) ayant reçu un soutien à l'investissement	135 650
Numérique	
Sites 3G installés	2 746
Sites 4G installés	4 298
Sites 5G installés	465
Abonnés à des services de données	5 600 000
Abonnés disposant de services 5G activés	83 000
Nombre de satellites	3
Énergie	
Production	
Capacité de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables (en MW)	5 545
Capacité de production d'électricité à partir de sources d'énergie classiques (en MW)	160
Électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables (en GWh/an)	15 526
Foyers susceptibles d'être alimentés par l'électricité produite	7 106 614
Transport	
Puissance des sous-stations construites ou rénovées (en MVA)	369
Compteurs d'énergie intelligents installés	370 000
Lignes électriques installées ou rénovées pour le transport et la distribution d'électricité (en km)	1 180
Éducation et santé	
Étudiants inscrits en établissements d'enseignement financés par la BEI	157 647
Lits supplémentaires dans de nouveaux hôpitaux	505
Patients traités	633 333
Personnes ayant un accès à de meilleurs services de santé (en millions)	4,2

Transports	
Transports publics urbains	
Voies réservées aux bus, voies de tram ou lignes de métro construites ou rénovées (en km)	193
Gares ou arrêts construits ou rénovés	90
Véhicules ou matériel roulant acquis ou remis en état	48
Trajets supplémentaires en transports publics (en voyageurs/an)	179 390 000
Gains de temps (en millions d'heures/an)	126
Rail	
Voies construites ou rénovées (en km)	145
Gares ou arrêts construits ou rénovés	13
Trajets supplémentaires en transports publics (en voyageurs/an)	3 989 600
Bénéficiaires (fret) (en tonnes/an)	500 000
Routes	
Voies de circulation construites ou rénovées (en km)	3 529
Bénéficiaires (nombre quotidien moyen de véhicules)	253 272
Gains de temps (en millions d'heures/an)	6,68
Économies de coût d'exploitation des véhicules (en millions d'euros/an)	70
Morts évitées sur les routes (vies sauvées/an)	50
Eau, assainissement et déchets	
Approvisionnement en eau	
Capacité des réservoirs ou des installations de stockage d'eau brute construits ou réhabilités (en m ³)	160 000
Conduites d'eau principales ou canalisations de distribution installées ou remises en état (en km)	720
Raccordements domestiques au réseau d'approvisionnement en eau effectués ou remis en état	333 600
Personnes ayant accès à l'eau potable	1 768 000
Assainissement	
Capacité des stations d'épuration construites ou remises en état (en équivalent-habitant)	99 500
Collecteurs d'eaux pluviales neufs ou remis en état (en km)	270
Conduites d'égout et d'eaux pluviales installées ou remises en état (en km)	224
Raccordements domestiques aux services d'assainissement effectués ou remis en état	40 000
Eaux usées traitées selon des normes acceptables (en équivalent-habitant)	54 500
Personnes bénéficiant de services d'assainissement améliorés	313 970
Gestion des déchets	
Nouvelle capacité de traitement des déchets (en tonnes/an)	20 000
Nouveaux véhicules de collecte des déchets	90
Quantité de matériaux recyclables/biodéchets collectés séparément (en tonnes/an)	100 650
Quantité de déchets résiduels collectés (en tonnes/an)	603 900
Quantité de déchets éliminés dans de nouvelles décharges contrôlées (en tonnes/an)	333 500
Personnes bénéficiant de nouveaux systèmes de collecte des déchets	237 000

Tableau 3 – Résultats attendus des nouveaux projets d'infrastructures en matière d'emploi

	Emplois temporaires lors de la construction des projets (années-personnes)	Emplois permanents lors de l'exploitation des projets (équivalents temps plein)
Agriculture et foresterie	148 995	43 308
Numérique	3 808	212
Énergie	92 341	3 025
Industrie	3 820	3 900
Transports	265 091	4 090
Aménagement urbain et régional	67 960	2 000
Eau, assainissement et déchets	16 333	1 595
Total	598 348	58 130

Tableau 4 – Résultats attendus des nouveaux projets de soutien au développement du secteur privé

Lignes de crédit pour les MPME et les ETI – 22 opérations, 879 millions d'euros			
	MPME	ETI	Total
Total des prêts (en millions d'euros)	1 061	155	1 217
Total des prêts (nombre)	13 975	119	14 094
Montant moyen des prêts (en milliers d'euros)	76	1 303	86
Durée moyenne des prêts (en années)	5,09	6,30	5,24
Emplois préservés dans les entreprises bénéficiaires	646 491	59 200	705 691

Lignes de crédit à des institutions de microfinance – 1 opération, 15 millions d'euros	
Total des prêts (en millions d'euros)	100
Total des prêts (nombre)	15 451
Montant moyen des prêts (en euros)	6 472
Part de femmes parmi les bénéficiaires finals (en %)	80,0
Emplois préservés dans les entreprises bénéficiaires	92 704
Emplois préservés occupés par des femmes	41 717
Emplois préservés occupés par des jeunes	41 717

Fonds de participation : 11 opérations, 478 millions d'euros	
Taille totale des fonds (en millions d'euros)	6 971
Effet de levier moyen	14,6
Entreprises bénéficiaires (nombre)	147
Volume moyen des investissements (en millions d'euros)	38,3
Emplois préservés dans les entreprises bénéficiaires	80 917
Emplois nets créés dans les entreprises bénéficiaires	38 295

CONTRIBUTION DE LA BEI AUX NOUVEAUX PROJETS

La BEI fournit des dispositifs de soutien comprenant des conditions de financement avantageuses, des conseils techniques et une aide pour attirer des financements émanant d'autres sources. C'est ce qu'on appelle la « contribution de la BEI », et elle va bien au-delà des financements que les promoteurs de projets pourraient obtenir sur les marchés locaux.

Le 3^e pilier du cadre MAI évalue comment la BEI facilite ou renforce un projet par l'apport d'un soutien financier ou non financier en complément de ce qui est disponible auprès d'autres sources sur le marché²⁵. La contribution de la BEI remédie aux défaillances du marché recensées ; sans elle, le projet en question ne pourrait pas être poursuivi, ou serait limité dans son ampleur et sa portée.

Les types de **contribution financière** évalués sont les suivants :

- **avantage financier** : évaluation de la valeur ajoutée financière ou, lorsque cela n'est pas possible, des avantages en matière d'allègement des exigences de fonds propres ;
- **prolongation de la durée du prêt** : la période de remboursement du financement offerte par la BEI va au-delà de ce qui est disponible par ailleurs sur le marché ;
- **modalités de financement personnalisées** : les avantages supplémentaires découlant de la structure de financement de la BEI, outre la tarification avantageuse et les durées plus longues.

L'évaluation de la **contribution non financière** couvre les éléments suivants :

- **effet d'attraction** : mesure dans laquelle la participation de la BEI agit comme un catalyseur pour attirer d'autres bailleurs de fonds, que cela passe par la mobilisation de bailleurs de fonds privés ou les modalités de sa collaboration avec des partenaires du secteur public ;
- **structuration et conseils financiers** : mesure dans laquelle un produit est considéré comme innovant en matière de conseil financier et de structuration sur un marché spécifique et (ou) pour la contrepartie ;
- **contribution et conseils techniques** : la contribution technique apportée par la BEI, y compris la participation en amont des services de conseil, l'apport d'assistance technique externe financé et (ou) supervisé par la BEI, et la contribution des experts de la BEI à l'amélioration du projet durant sa préparation ou sa mise en œuvre ;
- **relèvement des normes** : mesure dans laquelle les projets soutenus à l'extérieur de l'Union européenne contribuent à la diffusion des normes de l'UE dans des domaines tels que les marchés publics, les normes techniques ou les normes environnementales, sociales et de gouvernance ;
- **financement innovant** : indicateur supplémentaire (« bonus ») utilisé, le cas échéant, pour rendre compte de la manière dont le financement est considéré comme innovant sous d'autres angles que la structuration et les conseils financiers.

25. Cette méthode est également alignée sur le cadre harmonisé des banques multilatérales de développement relatif à l'additionnalité dans les opérations avec le secteur privé.

<https://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/456886/mdb-additionality-private-sector.pdf>

Tableau 5 – 3^e pilier du cadre MAI : la contribution de la BEI – Résumé des différents types d'instruments pour 73 nouveaux projets évalués au titre du cadre MAI

		Prêts à l'appui d'infra-structures	Lignes de crédit à des MPME et des ETI	Fonds de participation
Nombre de projets		41	24	12
Contribution de la BEI – Note globale		Note moyenne 3,0	3,0	3,3
Contribution financière	Contribution financière – Note globale	Note moyenne 3,6	3,5	2,6
	Durée de prêt plus longue	Note moyenne 3,6	3,6	2,4
	Correspondance avec la durée de vie économique	Moyenne (%) 94	111	92
	Modalités personnalisées	Note moyenne 3,6	3,7	3,0
	Allongement de la durée	Moyenne (%) 138	135	17
Contribution non financière	Contribution non financière – Note globale	Note moyenne 2,9	2,8	3,6
	Financement innovant (« bonus »)	Note moyenne 1,6	2,3	2,3
	Effet d'attraction	Note moyenne 2,7	2,3	3,4
	Subvention	Moyenne (%) 19	5	0
	Structuration et conseils financiers	Note moyenne 2,0	2,2	3,0
	Contribution et conseils techniques	Note moyenne 2,9	2,7	1,9
	Relèvement des normes	Note moyenne 3,0	2,3	3,5

Remarque : notes de la contribution de la BEI pour des projets individuels : 4 = excellente ; 3 = très bonne ; 2 = bonne ; 1 = insatisfaisante. Moyennes simples pour l'ensemble des projets.

La **concessionnalité financière** est une autre façon d'examiner la contribution financière de BEI Monde. Les flux financiers tels que les prêts sont concessionnels lorsqu'ils sont assortis de conditions nettement plus favorables que celles disponibles sur le marché, de sorte qu'ils peuvent être considérés comme comportant un élément de libéralité. Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a établi des seuils de concessionnalité qui doivent être atteints pour que les flux financiers soient considérés comme de l'aide publique au développement (APD). Ces seuils sont différents pour les pays à revenu faible, intermédiaire de la tranche inférieure et intermédiaire de la tranche supérieure. Des seuils beaucoup plus élevés sont fixés pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et, en particulier, pour les pays à faible revenu, étant donné qu'ils ont davantage besoin de subventions ou de prêts accordés à des conditions très favorables²⁶.

La BEI rend compte chaque année à l'OCDE, par l'intermédiaire de la Commission européenne, du degré de concessionnalité de ses financements (décaissements). Elle rend compte des décaissements, car ce n'est qu'à ce moment-là que le taux d'intérêt final (et donc le caractère concessionnel des prêts) est fixé. Les chiffres pour 2024 seront publiés par l'OCDE au cours du dernier trimestre de 2025. En attendant, les données relatives aux décaissements de 2023 peuvent donner une idée du degré de concessionnalité des financements proposés par BEI Monde. En 2023, 59 % des décaissements (vers les secteurs public et privé) en faveur des pays bénéficiaires de l'APD figurant sur la liste du CAD de l'OCDE ont atteint les seuils de concessionnalité requis pour répondre aux critères de l'aide publique au développement.

26. Voir : <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-standards/officialdevelopmentassistance/definitionandcoverage.htm>.

Tableau 6 – Part des décaissements de la BEI en 2023 en faveur des pays figurant sur la liste du Comité d'aide au développement de l'OCDE répondant aux critères de l'aide publique au développement (en milliards d'euros)

	Montants décaissés relevant de l'APD	Autres apports officiels, montants décaissés	Montant équivalent-don de l'APD	APD en % du total des décaissements
Au secteur public	2,57	1,14	1,18	69 %
dont des prêts	2,55	1,14	0,99	
dont des fonds propres	0,02	-	0,19	
Au secteur privé	0,62	1,07	-	36 %
dont des prêts	0,40	1,07	-	
dont des fonds propres	0,22	-	-	
Total	3,19	2,21	1,18	59 %

Remarque : conformément à la liste des bénéficiaires de l'aide publique au développement (APD) établie par le Comité d'aide au développement de l'OCDE pour la déclaration de l'aide en 2022 et 2023. La méthodologie officielle pour les instruments à l'appui du secteur privé est différente de celle utilisée pour les instruments en faveur du secteur public. Les instruments à l'appui du secteur privé décaissés en 2023 sont toujours déclarés en tant qu'APD sur la base des flux de trésorerie, plutôt que sur une base d'équivalent-don, à condition qu'ils comportent un élément don d'au moins 25 %. En 2023, le calcul de l'équivalent-don a été limité aux prêts au secteur public en raison de l'absence de méthodologie pour le secteur privé.

CALCUL DE L'EMPREINTE CARBONE

Le calcul de l'empreinte carbone de la BEI consiste à estimer et à déclarer les émissions de gaz à effet de serre (GES) des projets (pas uniquement ceux visant l'action en faveur du climat) lorsque l'un ou l'autre des seuils suivants, ou les deux, sont dépassés :

- émissions absolues (émissions réelles du projet) > 20 000 t éq. CO₂/an ;
- émissions relatives (augmentation ou réduction estimée par rapport au scénario de référence) > 20 000 t éq. CO₂/an.

Les émissions absolues sont les émissions directes du projet lui-même (émissions de catégorie 1) plus les émissions liées à la production de l'électricité consommée par le projet (émissions de catégorie 2). Les émissions de catégorie 3 (autres émissions indirectes) ne sont normalement pas prises en compte dans les données du projet, sauf pour les infrastructures physiques de transport telles que les routes, les chemins de fer et les métros. Les émissions relatives sont estimées par comparaison entre les émissions absolues du projet et celles du scénario de référence sans projet, ou statu quo.

Si les émissions relatives ont leur importance (pour comparer les technologies et les projets), ce sont les émissions absolues de chacun des projets qui sont au cœur du calcul de l'empreinte carbone de la BEI, car ce sont elles qui, en fin de compte, déterminent son empreinte sur le climat. Les données relatives aux GES émis par chaque projet sont évaluées lors de l'instruction et figurent dans les fiches techniques de la Banque sur les aspects environnementaux et sociaux. Aux fins de la publication annuelle de données agrégées, les émissions des projets sont rapportées à la proportion du volume de financement de la BEI pour chaque projet cette année-là, ce qui permet d'éviter une double comptabilisation éventuelle avec les données publiées par d'autres institutions financières internationales.

L'exercice 2024 a porté sur 18 projets situés à l'extérieur de l'Union européenne (y compris les contrats signés et les affectations d'envergure approuvées durant l'année) représentant 2,7 milliards d'euros de prêts de la BEI. Les estimations suivantes ont été calculées : les émissions de GES associées au financement de ces projets d'investissement s'élèvent à 280 000 t éq. CO₂/an. Les économies associées au financement de ces projets d'investissement sont de 2 180 000 t éq. CO₂/an.

La dernière version des méthodes de calcul de l'empreinte carbone des projets financés par la BEI a été publiée en 2023²⁷.

27 BEI (2023). [Méthodes de calcul de l'empreinte carbone des projets financés par la BEI](#) : Méthodes d'évaluation des émissions de gaz à effet de serre générées par les projets financés par la BEI et de leurs variations.

MODÉLISATION DE L'IMPACT MACROÉCONOMIQUE

La modélisation économique est un complément essentiel au système de mesure des réalisations et des résultats que nous utilisons pour chaque projet. Elle peut donner une indication des effets indirects plus larges des investissements soutenus. Par exemple, un projet en lien avec les énergies renouvelables aura des effets directs évidents comme l'électricité produite ou l'effectif employé durant les travaux. Toutefois, il aura aussi des effets indirects qui ne peuvent pas être mesurés directement au niveau du projet.

Parmi ces derniers :

- les effets indirects sur l'emploi le long de la chaîne d'approvisionnement (« effets indirects en amont »), par exemple avec une demande accrue de béton et d'acier pour la construction ou de matériel nécessaire à l'exploitation. La satisfaction de cette demande génère des emplois supplémentaires ;
- le surcroît de demande et d'emploi induit par l'augmentation des revenus (« effets indirects induits »). La création d'emplois directs et indirects pendant la construction et l'exploitation augmente le pouvoir d'achat des travailleurs recrutés, ce qui a un effet d'entraînement supplémentaire sur la demande et l'emploi ;
- les effets indirects en aval sur la productivité et la compétitivité. La réduction des embouteillages et des temps de trajet peut améliorer l'efficacité économique dans une série de secteurs, et avoir ainsi d'autres impacts économiques.

Les effets indirects comprennent également les émissions de gaz à effet de serre associées aux activités le long des chaînes d'approvisionnement en lien avec la construction et l'exploitation des projets. Ce type d'effets indirects pouvant changer la donne tant au niveau de la création d'emplois que des émissions de gaz à effet de serre associées à un projet, nous complétons la mesure des impacts directs par des estimations basées sur des modèles.

Pour les opérations en dehors de l'Union européenne, la BEI utilise actuellement le Joint Impact Model (JIM), qui est le fruit d'une collaboration entre plusieurs institutions de financement du développement²⁸. La BEI utilise ce modèle depuis plusieurs années : elle a réalisé des progrès significatifs au niveau de son application et de l'amélioration de sa robustesse et de sa fiabilité.

MODÉLISATION DE L'EFFET SUR L'EMPLOI DES INVESTISSEMENTS APPUYÉS EN 2024

Nous avons utilisé le JIM pour tenter de découvrir si les 30 milliards d'euros d'investissements soutenus par la BEI en dehors de l'Union européenne en 2024 avaient un effet indirect sur l'emploi. Selon le modèle, ces investissements appuieront environ 160 000 emplois indirects en amont le long des chaînes d'approvisionnement pendant l'exploitation et quelque 50 000 pendant la construction. Il ressort en outre que le surcroît de revenus généré par les retombées indirectes de l'exploitation du projet et des chaînes d'approvisionnement associées pourrait créer 180 000 emplois supplémentaires, 47 000 emplois étant induits par les revenus générés par la construction et la chaîne d'approvisionnement associée. Les effets indirects en aval, tels que la production d'électricité et d'autres caractéristiques améliorant la productivité, ne peuvent pas encore être estimés à l'aide du JIM, mais nous espérons que des données à ce sujet seront disponibles à l'avenir. Même si beaucoup d'efforts sont déployés pour rendre ces résultats aussi solides que possible, il est important de noter que ces chiffres sont indicatifs et dépendent de la configuration et de la méthodologie actuelle du modèle.

²⁸ Le Joint Impact Model (JIM) a été élaboré par le cabinet de conseil néerlandais Steward Redqueen, Proparco (France), CDC Group (Royaume-Uni), la Banque africaine de développement, la Société belge d'investissement pour les pays en développement (BIO), FinDev (Canada) et la Société néerlandaise de financement du développement (FMO).

Tableau 7 – Effets indirects sur l’emploi des 30 milliards d’euros d’investissements soutenus par les prêts de la BEI à l’extérieur de l’UE en 2024 : résultats du Joint Impact Model

	Pendant la construction	Pendant l’exploitation
Effets indirects en amont sur l’emploi tout au long de la chaîne d’approvisionnement	160 000	50 000
Autres effets sur la demande et l’emploi induits par l’augmentation des revenus	180 000	47 000

APPRENDRE À AMÉLIORER L’APPROCHE DE LA BEI EN MATIÈRE DE MODÉLISATION

À la BEI, nous cherchons constamment à évaluer et à améliorer la fiabilité des travaux de modélisation. Cela peut se révéler compliqué en raison de la difficulté de tester le modèle directement à l’aune des observations. Une possibilité consiste à comparer les résultats obtenus avec ceux de modèles identiques ou comparables. En 2022 et 2023, la BEI a réalisé une étude comparative avec dix autres institutions. Toutes les organisations participantes en ont tiré de nombreux enseignements en comparant leurs notes et en discutant de leurs approches.

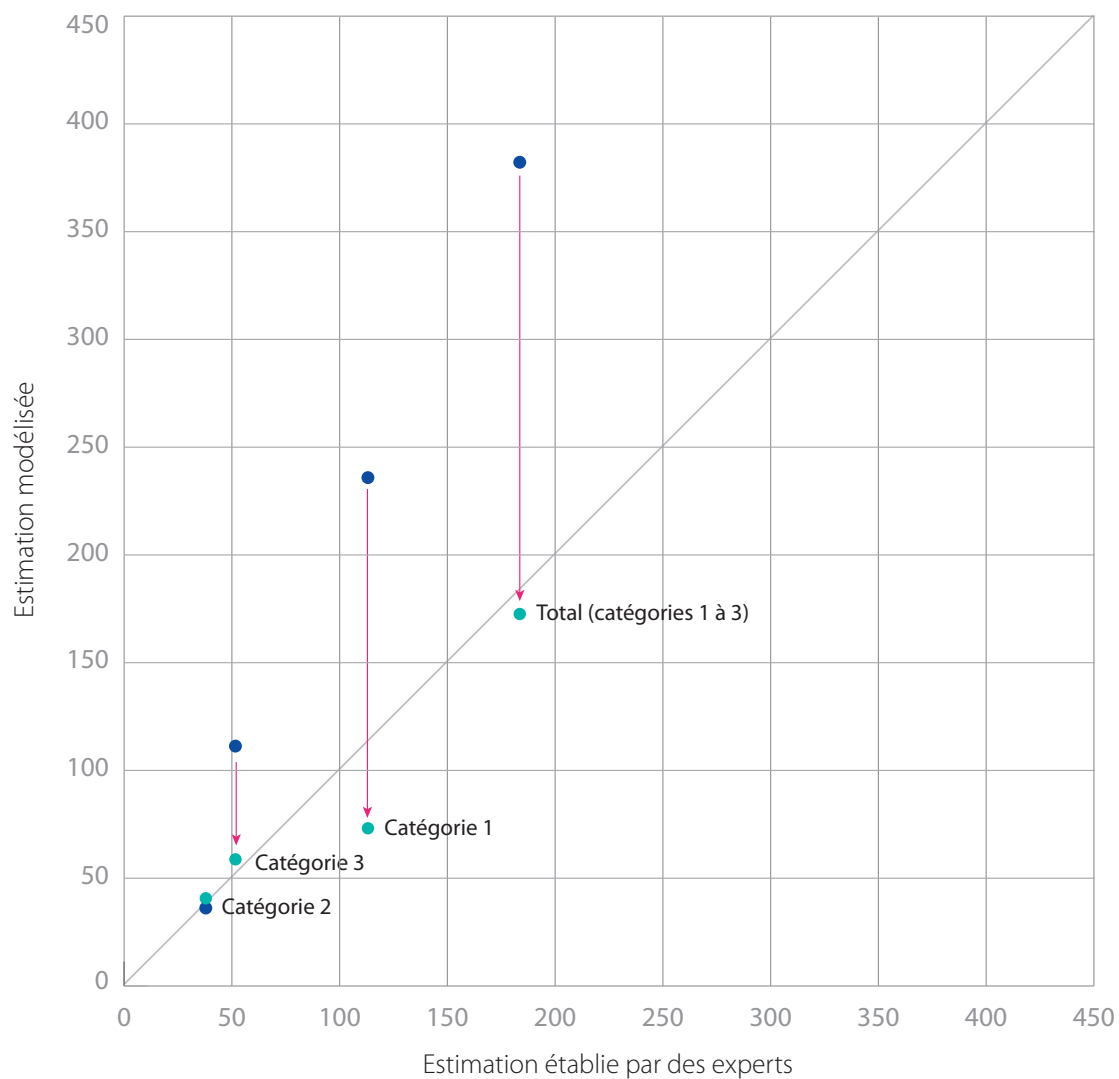
Une autre possibilité consiste à comparer les résultats produits par les modèles de la Banque avec des mesures ou des estimations détaillées des résultats de projets spécifiques. Malheureusement, ce type d’évaluation n’est pas facilement disponible pour les effets sur l’emploi. En revanche, compte tenu du recours croissant à des méthodes de comptabilisation des gaz à effet de serre, il est de plus en plus facile d’accéder aux estimations des émissions directes et indirectes des projets. Comme le JIM évalue à la fois les émissions de gaz à effet de serre et l’emploi, la robustesse des estimations relatives à l’emploi peut également être déduite en fonction de la précision des résultats modélisés pour les émissions directes (catégorie 1) et indirectes (catégories 2 et 3). Le modèle a été appliqué à plus de 600 opérations du portefeuille de la BEI pour lesquelles étaient disponibles des évaluations d’émissions établies par des experts, afin de comparer les estimations modélisées aux évaluations des experts.

Les résultats ont montré que le modèle, tel qu’il était appliqué à ce moment-là, surestimait considérablement les émissions de gaz à effet de serre et, par conséquent, les emplois. La figure 10 présente une comparaison entre l’intensité des émissions des projets, telle qu’elle est évaluée par les experts projet par projet, et les résultats du JIM tel qu’il était appliqué par la BEI (points bleus). La ligne à 45 degrés indique où se situeraient ces points s’il y avait une correspondance parfaite avec les évaluations des experts. Les valeurs au-dessus de cette ligne signalent que les résultats du modèle sont surestimés par rapport à l’évaluation des experts, tandis que celles sous la ligne font état d’une sous-estimation.

L’examen des différences par secteur, périmètre et trajectoire a permis de tirer de nombreux enseignements sur les domaines où le modèle fonctionne bien et ceux dans lesquels des améliorations peuvent être apportées. En conséquence, nous avons adapté notre utilisation du modèle. Les résultats du modèle corrigé (points verts) montrent une meilleure corrélation entre les émissions évaluées par des experts et les prévisions du modèle. Cette nouvelle version du modèle a été utilisée pour les résultats présentés ci-dessus.

Cet exercice a été extrêmement utile afin d’apprendre à mieux utiliser le modèle, ainsi que d’identifier ses limites et les solutions qui peuvent être appliquées. Les travaux se poursuivront afin de rendre ces approches fondées sur des modèles aussi robustes et fiables que possible.

Figure 10 – Comparaison entre les évaluations des émissions des projets établies par des experts et les résultats du JIM tel qu'appliqué par la BEI (en tonnes CO₂/millions d'euros)



ÉTUDE D'IMPACT : BOOST AFRICA

Même si le capital-investissement a progressé de façon notable en Afrique ces dernières années, les niveaux d'investissement restent modestes. En 2023, le volume total des opérations n'y a atteint que 6,4 milliards de dollars, soit à peine 0,2 % du PIB du continent, contre 455 milliards de dollars dans l'Union européenne (1,6 % du PIB).

Le programme de capital-investissement Boost Africa est un partenariat stratégique visant à soutenir les jeunes pousses innovantes du continent grâce à un ensemble complet de financements ciblés en capital-risque associés à des conseils opérationnels. En comblant des lacunes critiques en matière d'investissement, le programme cherche à stimuler le développement économique et à créer des possibilités de croissance sur les marchés émergents. Il accorde spécifiquement la priorité aux jeunes et aux femmes, dans le but de créer des emplois durables et de réduire les obstacles économiques.

À ce jour, la Banque européenne d'investissement a engagé 107 millions d'euros dans six fonds Boost Africa, qui ont investi dans 73 entreprises. En outre, la BEI a financé et géré l'assistance technique fournie à 52 de ces entreprises, en veillant à ce que les jeunes pousses bénéficient d'un soutien global allant au-delà de l'investissement financier. Afin d'évaluer l'efficacité de cette approche, la BEI a commandé une série d'études d'impact. Cette section résume une partie des conclusions de ces études.

POA! INTERNET : FAVORISER L'INCLUSION NUMÉRIQUE AU KENYA

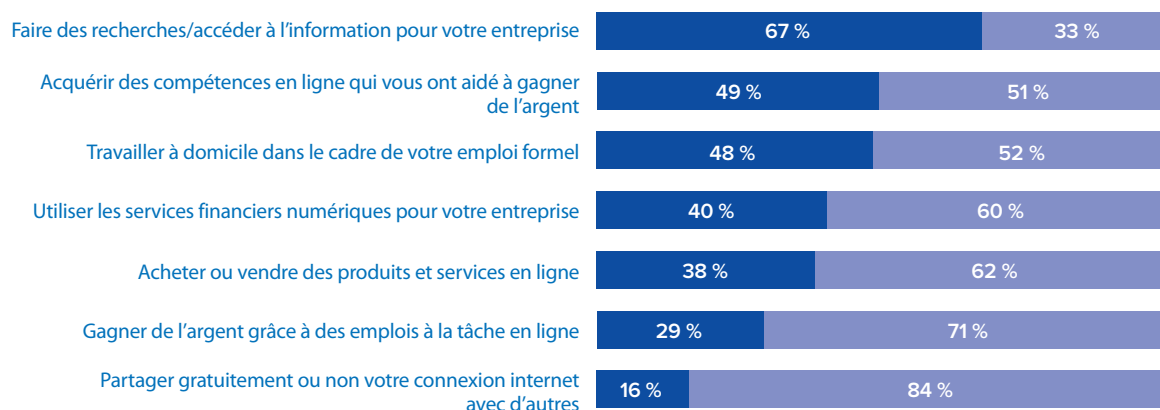
Fondé en 2015, le fournisseur d'accès à l'internet kényan Poa! a été le pionnier d'une approche de la connectivité qui s'attaque directement aux lacunes en matière d'infrastructures critiques sur des marchés mal desservis. Poa! se spécialise dans la fourniture de services internet abordables aux populations traditionnellement exclues de l'accès au numérique, en se concentrant sur les zones périurbaines et semi-rurales. En proposant des offres nettement moins chères que les entreprises de télécommunications établies, Poa! est devenu un facilitateur essentiel de la participation à l'économie numérique.

Une étude menée par Altai Consulting en juillet 2024 a mis en évidence des résultats transformateurs pour les professionnels et les entrepreneurs kényans. Une enquête auprès de 800 utilisateurs a montré que 85 % d'entre eux utilisaient le service à des fins professionnelles et que 68 % faisaient état d'une augmentation de leurs revenus ou de leurs économies. En particulier, Poa! a permis à 62 % de ses clients d'obtenir pour la première fois une connexion sans fil à domicile, un chiffre qui passe à 70 % pour les ménages à faibles revenus.

Outre l'aide pour la génération de revenus, les utilisateurs professionnels font état de nombreux autres avantages. Pas moins de 86 % d'entre eux déclarent que la plateforme les aide à travailler plus efficacement, 83 % qu'elle leur a permis d'acquérir de nouvelles compétences et 82 % qu'elle a facilité l'élargissement de leur réseau professionnel. Ces chiffres illustrent que Poa! est non seulement un fournisseur d'accès à l'internet, mais aussi un catalyseur du développement professionnel et de l'autonomisation économique.

L'approche de l'entreprise répond à une difficulté majeure pour les marchés numériques en Afrique : l'« écart d'utilisation » au niveau de l'adoption de l'internet. En fournissant un accès wi-fi à domicile illimité et abordable, Poa! permet aux utilisateurs habitués aux services internet mobiles de base de profiter d'applications numériques sophistiquées, notamment pour le télétravail, le commerce en ligne et les services financiers numériques. Plus de 80 % des utilisateurs professionnels prévoient de continuer à utiliser Poa! dans le cadre de leur travail, ce qui témoigne d'une grande confiance de leur part et d'un impact attendu à long terme.

Figure 11 – Utilisations professionnelles des services internet de Poa! (en % des personnes interrogées)



DJAMO : TRANSFORMER L'INCLUSION FINANCIÈRE EN CÔTE D'IVOIRE

En Côte d'Ivoire, de larges pans de la population, en particulier les femmes, les jeunes et les personnes à faible revenu ou niveau d'éducation, sont exclus des services bancaires classiques. Depuis sa création en 2019, la plateforme bancaire numérique Djamo s'est imposée comme un outil essentiel pour combler cette lacune, en offrant des services financiers accessibles à ceux qui sont traditionnellement laissés de côté.

Les fonds de Boost Africa ont joué un rôle déterminant dans la croissance de Djamo et, en fin de compte, dans sa capacité à apporter des avantages à ses clients et à la communauté au sens large. La théorie du changement suit une trajectoire claire : l'investissement initial conduit à des améliorations opérationnelles, à l'expansion du marché, à des avantages directs pour la clientèle et, enfin, à un impact économique plus large. Dans le cas de Djamo, l'injection de capitaux a permis d'améliorer considérablement l'infrastructure technologique et de recruter, avec pour effet direct un élargissement de la taille du marché.

Une étude d'impact réalisée par Altai Consulting sur la base d'une enquête menée auprès de 800 utilisateurs actifs en mai 2024 a mis en évidence des résultats remarquables. Au total, 70 % des utilisateurs ont déclaré que Djamo leur a permis de résoudre des problèmes antérieurs d'accès aux services financiers, tandis que 80 % des utilisateurs jeunes ont exprimé leur confiance vis-à-vis de la capacité de la plateforme à résoudre leurs problèmes financiers. Pas moins de 59 % des utilisateurs n'ayant pas fait d'études supérieures comptent sur Djamo pour toutes leurs opérations financières.

La plateforme enregistre des scores particulièrement hauts auprès des groupes démographiques traditionnellement exclus. Alors que la base d'utilisateurs reflète les disparités existantes entre les femmes (30 %) et les hommes (70 %), les utilisatrices font preuve d'un engagement plus profond et plus constant, et sont plus susceptibles de n'avoir jamais ouvert de compte bancaire auparavant.

D'après les utilisateurs, la plateforme les aide à accumuler de l'épargne et à améliorer leur planification financière, et les a rendus moins vulnérables aux chocs économiques. L'infrastructure numérique de Djamo lui permet de réduire le coût de traitement des opérations par rapport aux banques classiques et ainsi de proposer aux utilisateurs à faibles revenus des services plus abordables. Outre les avantages directs que Djamo apporte à ses utilisateurs, l'étude montre également que l'entreprise a stimulé la concurrence sur le marché, incitant les établissements financiers classiques à améliorer leurs offres numériques et à accorder une plus grande attention aux segments de marché mal desservis. La conception intuitive de la plateforme et ses composantes éducatives ont amélioré les connaissances financières des utilisateurs, tandis que les données relatives aux opérations

généérées par la plateforme contribuent à des systèmes d'évaluation du crédit plus sophistiqués, ce qui pourrait élargir l'accès aux services financiers à l'avenir. Le succès de Djamo a également permis d'apporter des modifications réglementaires susceptibles de profiter à l'ensemble du secteur des technologies financières en Côte d'Ivoire et au-delà.

L'IMPACT DES JEUNES POUSSES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Une étude réalisée par Masae Analytics, à partir d'un échantillon de 138 000 offres d'emploi uniques au Kenya et au Nigeria, donne des éléments d'analyse sur l'impact de Boost Africa sur l'emploi. Menée entre mars 2023 et janvier 2025, elle a révélé des tendances significatives en matière d'évolution du marché du travail et de pratiques d'embauche parmi les jeunes pousses.

Celles financées par Boost Africa adoptent une approche distincte en matière de recrutement : leurs offres d'emploi concernent un éventail généralement plus large de niveaux de compétences et de formations que celles des autres entreprises. Même si elles sont plus susceptibles d'exiger des compétences techniques spécifiques, comme celles liées au codage informatique, elles ont également tendance à cibler des candidats ayant moins d'expérience.

Il est à noter que 73 % des offres d'emploi des entreprises soutenues par Boost Africa promouvaient explicitement des pratiques d'embauche inclusives, contre seulement 39 % pour les entreprises non partenaires. Les possibilités d'emploi sont restées concentrées dans les grands centres urbains comme Lagos, Nairobi et Abuja, ce qui reflète le rôle important que continuent de jouer les écosystèmes métropolitains dans la stimulation de l'innovation.

PERSPECTIVES

L'initiative Boost Africa continue de démontrer le potentiel transformateur des investissements stratégiques. En soutenant des entreprises innovantes comme Poa! Internet et Djamo, la Banque européenne d'investissement ouvre la voie à la participation économique et stimule la transformation numérique sur les marchés africains.

Chaque investissement représente une occasion de libérer le potentiel économique, de soutenir l'entrepreneuriat et de combler les lacunes critiques du marché dans les économies émergentes.

ÉTUDE D'IMPACT : LES PRÊTS DES BANQUES DE DÉVELOPPEMENT ATTIRENT-ILS LES INVESTISSEMENTS PRIVÉS ÉTRANGERS ?

Face à des besoins d'investissement croissants, l'on constate un intérêt croissant pour le rôle que les banques multilatérales de développement (BMD) peuvent jouer pour combler les déficits de financement, non seulement via des financements directs, mais aussi en mobilisant des flux financiers privés supplémentaires afin de répondre aux besoins de développement. Ces effets de catalyseur sont de plus en plus attestés. Par exemple, quelques études montrent que les prêts des banques multilatérales de développement augmentent la taille des opérations du secteur privé et entraînent une augmentation des flux bancaires vers les pays en développement, le crédit aux banques pouvant être multiplié par sept²⁹. De même, une étude antérieure de la BEI fait valoir que l'engagement de la BEI attire des volumes de prêts syndiqués plus importants de la part des créanciers privés et se traduit par des échéances de prêt plus longues³⁰. La présente section résume les conclusions d'une étude à venir réalisée par la BEI en collaboration avec la Banque asiatique de développement. Sur la base des données relatives à l'activité de prêt de la BEI, elle examine l'effet de l'intervention des banques multilatérales de développement dans un pays sur les investissements en fonds privés dans ce même pays.

 Outre les financements, les banques multilatérales de développement ont de nombreux moyens à leur disposition pour contribuer à renforcer l'attractivité d'un pays pour les investisseurs privés étrangers. Elles peuvent notamment fournir des conseils stratégiques, de l'assistance technique et des services de renforcement des capacités, qui permettent de réduire efficacement les risques pays perçus. Les banques multilatérales de développement sont également appréciées pour leur expérience, leur présence locale et leur poids politique dans des économies qui, en leur absence, seraient moins propices à l'investissement. Leur engagement envoie un signal important quant à l'amélioration des possibilités d'investissement, attirant ainsi des investissements privés étrangers. Ce rôle de catalyseur est essentiel pour mobiliser des fonds privés afin de combler les déficits de financement et, en fin de compte, d'atteindre les objectifs de développement durable, de relever des défis structurels comme les changements climatiques et de favoriser la croissance et la prospérité, en particulier dans les pays à faible revenu et dans les périodes d'après-conflit.

Dans ce contexte, la coopération avec des établissements financiers comme des banques locales peut se révéler particulièrement efficace pour attirer des capitaux étrangers. Ces institutions financières font souvent partie de vastes réseaux d'investisseurs internationaux, qui ajustent activement leurs portefeuilles en fonction des risques perçus. Pour ces investisseurs, l'annonce d'un prêt d'une banque multilatérale de développement au secteur financier d'un pays peut envoyer un signal fort quant aux possibilités d'investissement qui y existent pour des fonds d'investissement privés. En outre, en travaillant avec des établissements financiers locaux, les banques multilatérales de développement peuvent également bénéficier de leurs connaissances de terrain, afin de garantir l'affectation efficace des fonds.

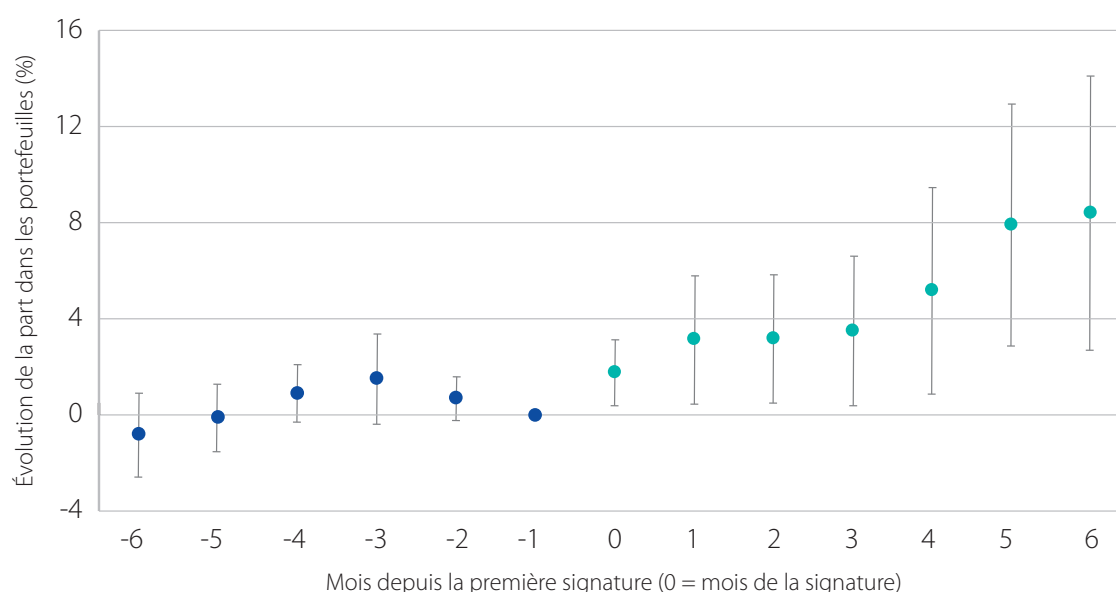
Dans cette étude, nous utilisons des données sur la date à laquelle la BEI a signé et annoncé pour la première fois un prêt à un établissement financier emprunteur dans des pays à l'extérieur de l'Union européenne. Nous combinons ces données avec des données granulaires sur les avoirs des fonds d'investissement privés internationaux et sur la manière dont ils sont répartis entre ces pays – données obtenues auprès de l'Emerging Portfolio Fund Research, un fournisseur de données commerciales. Les évolutions étant suivies mois par mois, ces données sur les fonds d'investissement sont parfaites pour étudier comment les investisseurs privés réagissent à l'annonce des interventions de la BEI dans un pays. L'échantillon couvre 11 350 fonds d'investissement privés de janvier 2000 à septembre 2023. Au cours de cette période, la BEI a signé ses premiers contrats avec des établissements financiers locaux dans 36 pays à l'extérieur de l'Union européenne où elle n'était pas intervenue jusque-là, dont quatre étaient des pays parmi les moins avancés, neuf des pays en développement sans littoral et quatre de petits États insulaires en développement.

29. Broccolini, C., Lotti, G., Maffioli, A., Presbitero, A. F. et Stucchi, R. (2020). Mobilization Effects of Multilateral Development Banks. *World Bank Economic Review*, volume 35, numéro 2, p. 521 à 543.

30. Gatti, M., Gorea, D. et Presbitero, A. F. (2023). The effect of EIB operations on private sector lending outside the European Union. Document de travail de la BEI n° 2023/03.

Pour ces 36 pays (le groupe traité), nous évaluons comment les fonds d'investissement privés ont ajusté leurs portefeuilles vis-à-vis de chaque pays dans les mois qui ont suivi l'annonce de la première intervention de la BEI. Pour déterminer dans quelle mesure ce changement semble être attribuable à la BEI (l'effet), nous comparons l'affectation avec les investissements des fonds sur d'autres marchés émergents et dans d'autres économies en développement qui n'ont pas encore reçu le soutien de la BEI (le groupe témoin). Nous indiquons l'effet moyen pour tous les fonds, en contrôlant la taille et les rendements des fonds.

Figure 12 – Incidence de la première signature d'un prêt de la BEI à un établissement financier dans un pays bénéficiaire sur la part de ce pays dans les portefeuilles de fonds d'investissement privés



Remarque : le graphique montre l'effet des premiers accords entre la BEI et un établissement financier sur les affectations de ressources de fonds d'investissement internationaux au profit du pays où interviennent ces engagements, par rapport aux pays qui n'ont pas encore reçu un tel soutien. L'année de signature correspond à 0 et l'échelle est standardisée en prenant la période -1 comme référence. Les barres d'erreur indiquent des intervalles de confiance à 95 % avec des erreurs standard regroupées au niveau du pays. Source : EPFR et calculs de l'auteur.

La figure 12 montre, pour chaque période antérieure et postérieure à la signature du premier prêt de la BEI, l'augmentation en pourcentage des parts de portefeuille des fonds d'investissement affectées aux pays où les projets ont lieu (groupe traité) par rapport aux pays où la BEI n'a pas conclu d'accord avec des établissements financiers (groupe témoin). Si nous ne constatons aucun effet sur l'affectation des fonds aux pays traités avant l'annonce de la signature des premiers prêts, l'effet de catalyseur de la BEI semble s'accroître au fil du temps après la signature du premier prêt, incitant les fonds à accroître leurs affectations aux pays traités par rapport aux autres pays. Si, parmi les fonds privés examinés, la part moyenne affectée à chaque pays traité était de 3,9 % dans les six mois précédant la signature du prêt de la BEI, elle est passée à 5,1 % en moyenne dans les six mois suivants, soit une hausse de près d'un tiers. Cela se traduit par des entrées supplémentaires de fonds privés se montant en moyenne à 20,42 millions de dollars par pays (soit environ 23 millions d'euros) sur cette période de six mois. Cela représente une augmentation substantielle par rapport à la taille moyenne du prêt de la BEI signé dans l'échantillon traité, à savoir 30 millions d'euros.

Les résultats suggèrent que les prêts des banques multilatérales de développement attirent des investissements étrangers supplémentaires, ce qui constitue un effet de levier important par rapport à leur engagement initial. L'audit préalable approfondi effectué par des banques multilatérales de développement comme la BEI, qui peut également inclure un examen détaillé de la solidité du secteur financier d'un pays, est l'une des raisons probables de cet effet de catalyseur important. De fait, cet effet semble particulièrement marqué pour les prêts au secteur financier d'un pays bénéficiaire. Dans l'ensemble, les résultats attestent du rôle de catalyseur des banques multilatérales de développement dans la mobilisation de financements à l'appui du développement.

RÉSULTATS DES PROJETS MENÉS À TERME

Nous réévaluons entièrement les résultats des projets après leur achèvement afin de vérifier l'exactitude de l'évaluation réalisée au stade de l'instruction et de tirer des enseignements pour l'instruction et la conception des projets à venir. Cette réévaluation complète est appliquée aux projets dont l'instruction initiale a été effectuée à compter de 2012³¹. Sont résumés ici les principaux indicateurs de réalisations et de résultats pour les projets répondant à ce critère qui ont été menés à terme en 2024.

LIGNES DE CRÉDIT POUR LES MPME ET LES ETI

Vingt-deux opérations portant sur des lignes de crédit pour les microentreprises et petites et moyennes entreprises (MPME) et les entreprises de taille intermédiaire (ETI), dont l'instruction selon le Cadre de mesure des résultats (REM) ou le Cadre de mesure de l'additionnalité et de l'impact (MAI) a été réalisée au cours d'années antérieures, ont été menées à terme en 2024³². Ce chiffre a doublé par rapport à l'année précédente, au cours de laquelle 11 opérations avaient été menées à terme. Plus de la moitié des opérations se sont déroulées en Afrique, dont 11 en Afrique subsaharienne et deux en Égypte. Sept opérations ont été menées dans des pays en phase de préadhésion et des Balkans occidentaux (Serbie, Kosovo³³ et Macédoine du Nord), une dans le voisinage oriental (Géorgie) et deux dans le reste du monde (Ouzbékistan et Nouvelle-Calédonie).

Au total, 17 des 22 lignes de crédit ont été signées en 2020 et 2021 (neuf en 2020 et huit en 2021) dans le cadre de la réponse d'urgence de la BEI à la pandémie de COVID-19, et ont été rapidement affectées et décaissées. Cette montée en puissance du soutien aux entreprises en contexte de crise explique que le nombre d'opérations menées à terme en 2024 soit deux fois plus élevé qu'en 2023. Une ligne de crédit supplémentaire a été augmentée de 25 millions d'euros dans le cadre de cette réponse.

Soutenues par ces lignes de crédit, les banques partenaires ont décaissé plus de 1,611 milliard d'euros via 54 077 prêts (tableau 8). Sur ce total, 53 847 prêts ont bénéficié à des PME et 230 à des ETI. Ils ont contribué à préserver 415 559 emplois dans les entreprises bénéficiaires finales. La durée moyenne des prêts accordés aux bénéficiaires finals (pondérée par la taille du prêt) était de 3,7 ans.

Tableau 8 – Résultats obtenus pour 22 opérations concernant des lignes de crédit menées à terme

Résultats obtenus	Toutes les PME	Micro	Petites	Moyennes	ETI	Total
Total des prêts (en millions d'euros)	1 344	622	425	297	267	1 611
Total des prêts (nombre)	53 847	46 466	6 815	566	230	54 077
Montant moyen des prêts (en milliers d'euros)	25	14	62	515	1 161	30
Montant moyen des investissements (en milliers d'euros)	56	34	135	870	2 684	67
Durée moyenne des prêts (en années)	3,7	3,3	4,4	3,7	3,6	3,7
Emplois soutenus	225 812	72 793	99 135	53 884	189 747	415 559

Les résultats des lignes de crédit aux PME et aux ETI peuvent être difficiles à évaluer à l'avance, car ils dépendent de la capacité des intermédiaires financiers à trouver des clients dans un environnement volatil ou imprévisible. Si les intermédiaires financiers ne sont pas en mesure d'affecter la totalité du montant de la ligne de crédit de la BEI, le solde est finalement annulé. Parmi les opérations portant sur des lignes de crédit clôturées en 2024, sept ont été concernées par cette situation, ce qui pourrait témoigner de l'impact de la pandémie sur les activités de certaines banques.

31. Le cadre REM de la BEI, prédécesseur du cadre MAI, a été lancé en 2012.

32. Ces 22 opérations ne tiennent pas compte de deux opérations qui ont été indiquées comme menées à terme dans le rapport 2023-2024, mais qui ont bénéficié de la prolongation exceptionnelle de leurs périodes d'affectation en 2024. En raison de ces prolongations, 16,4 millions d'euros supplémentaires ont été décaissés au titre de 49 prêts secondaires, ce qui a permis d'appuyer 3 348 emplois.

33. Cette désignation est utilisée sans préjudice des positions sur le statut du Kosovo et est conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies, ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice (CIJ) sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

C'est pourquoi le montant total décaissé s'est établi à 1,611 milliard d'euros (en tenant compte de la ligne de crédit augmentée de 25 millions d'euros), au lieu des 1,747 milliard d'euros attendus.

Comme on peut le constater en comparant les tableaux 8 et 9, les résultats obtenus ont été assez différents des résultats attendus. Encore une fois, la pandémie a joué ici un rôle clé. Par exemple, dans le cadre d'une opération signée avant la pandémie, le contrat de financement a été révisé pour permettre à la banque intermédiaire de passer du financement d'investissements en capital fixe (comme de nouveaux équipements), que de nombreuses entreprises ont mis en pause, à l'octroi de petits prêts de fonds de roulement pour aider les très petites entreprises et les microentrepreneurs à traverser la crise. Environ 38 000 microentrepreneurs ont ainsi bénéficié de cette opération.

D'une manière générale, les lignes de crédit signées pendant la pandémie ont été assorties d'une plus grande flexibilité pour les intermédiaires, ce qui leur a permis d'aider rapidement leurs clients se trouvant dans une situation d'urgence, grâce aux fonds promptement décaissés par la BEI. En conséquence, les estimations ex ante des résultats, qui sont souvent fondées sur les activités de portefeuille et de prêt existantes des intermédiaires, étaient moins fiables pour prédire les affectations réelles. Dans trois cas, les intermédiaires ont utilisé la flexibilité offerte pour accorder un grand nombre de très petits prêts. Ces opérations ont permis de maintenir un nombre d'emplois beaucoup plus élevé que ce qui avait été estimé lors de l'instruction.

En revanche, quatre autres intermédiaires financés pendant la pandémie ont réagi aux conditions économiques en accordant des prêts beaucoup moins nombreux et plus importants, ce qui a permis de soutenir un peu moins d'emplois que prévu. Un cas se distingue : il s'agit d'une opération conçue comme un prêt pyramidal à une banque centrale, destiné à être rétrocédé à des banques locales qui devaient accorder un très grand nombre de petits prêts à des microentreprises rurales. Dans le contexte de la pandémie et de la flexibilité qui a été autorisée, le financement a été utilisé pour des projets d'investissement à plus forte intensité de capital (comme l'achat de machines agricoles ou d'équipements de transformation des aliments) menés par un peu plus de 100 petites entreprises (taille moyenne : 12 employés). Le nombre élevé de prêts aux bénéficiaires finals attendus pour cette opération a largement contribué au total figurant dans le tableau 9. Les autres opérations signées pendant la pandémie ont donné des résultats plus proches de ce qui était attendu et de ceux enregistrés par les lignes de crédit en temps normal.

Dans l'ensemble, sur les 22 opérations concernant des lignes de crédit menées à terme en 2024, le nombre d'emplois appuyés a été nettement plus élevé que prévu. Cet effet a été principalement induit par les intermédiaires qui ont utilisé la flexibilité exceptionnelle offerte pendant la pandémie pour accorder des prêts de plus petite dimension à un grand nombre de petites entreprises. Avec huit employés, la taille moyenne des entreprises soutenues était donc plus petite que prévu. Sans surprise, compte tenu de la taille plus modeste des prêts et de l'environnement macroéconomique à haut risque, la durée moyenne pondérée des prêts accordés aux bénéficiaires finals a été inférieure aux prévisions.

Tableau 9 – Résultats attendus pour 22 opérations concernant des lignes de crédit menées à terme

Résultats attendus	Toutes les PME	ETI	Total
Total des prêts (en millions d'euros)	1 364	383	1 747
Total des prêts (nombre)	166 738	165	166 903
Montant moyen des prêts (en milliers d'euros)	8,2	2 322	10
Montant moyen des investissements (en milliers d'euros)	50	5 702	56
Durée moyenne des prêts (en années)	4,8	7,2	5,3
Emplois soutenus	178 608	64 980	243 588

DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES – RÉSULTATS OBTENUS

Parmi les projets d'infrastructures économiques et sociales qui ont été évalués grâce au Cadre de mesure des résultats (depuis 2012), 17 ont été menés à terme en 2024. Il s'agit de six projets concernant la production d'électricité et l'efficacité énergétique, d'un projet de foresterie, d'un projet industriel, de quatre projets dans le domaine de la santé, de trois projets de transport et de deux projets dans le secteur de l'eau.

Tableau 10 – Résultats pour les projets d'infrastructures menés à terme en 2024

	Attendus	Obtenus	Obtenus
		(projets pour lesquels existaient des données sur les résultats attendus)	(tous projets)
Énergie (six projets)			
Capacité de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables (en MW)	131	131	442
Électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables (en GWh/an)	470	372,5	1 506
Foyers susceptibles d'être alimentés par l'électricité produite par le projet	145 000	145 000	7 145 000
Lignes/câbles électriques construits ou remis en état	730	1 356	1 356
Sous-stations électriques construites ou renouvelées			164
Puissance des sous-stations construites ou renouvelées	80	134,95	134,95
Nouveaux raccordements au réseau électrique	42 800	15 500	15 500
Énergie – économies annuelles réalisées (en GWh/an)	13	9,4	1 783
	Attendus	Obtenus	
		(tous projets)	
Forêts (un projet)			
Zones bénéficiant d'une meilleure gestion (en hectares)			49 067
Nouvelles zones forestières plantées (en hectares)			84 797
Terrains bénéficiant d'une gestion nouvelle ou améliorée (en hectares)			133 864
Santé (quatre projets)			
Installations de santé, nouvelles ou renouvelées	15		15
Installations de santé, nouvelles ou renouvelées (superficie, en millions de m ²)	1,66		1,78
Nombre de lits dans des installations nouvelles ou renouvelées	5 341		5 452
Professionnels de santé employés dans des établissements nouveaux ou renouvelés	5 500		16 000
Personnes bénéficiant de services de santé améliorés (en millions)	7,7		18,6
Population vaccinée (en millions)	280		264
Industrie (un projet)			
Chiffre d'affaires potentiel résultant du projet (en millions d'euros/an)	45,4		44
Infrastructures de transport (trois projets)			
Routes construites ou renouvelées (en km de voies)	81,66		80,66
Bénéficiaires (routes, trafic journalier moyen annuel)	5 965		7 565
Gains de temps (routes, en millions d'heures/an)	0,9		0,88
Économies de coût d'exploitation des véhicules (routes, en millions d'euros/an)	1,58		1,58
Trafic de fret traité dans le terminal (infrastructure portuaire, en tonnes/an)	16,81		13,5

	Attendus	Obtenus
	(tous projets)	
Eau et assainissement (deux projets)		
Capacité des réservoirs construits ou rénovés (en m³)	95 000	70 000
Capacité des stations d'épuration construites ou rénovées (en m³/jour)	450 000	450 000
Canalisations principales et conduites de distribution d'eau construites ou remises en état (en km)	3 658	3 688
Raccordements domestiques au réseau d'approvisionnement en eau effectués ou remis en état	17 700	7 370
Personnes ayant accès à l'eau potable		410 000

Le seul projet forestier achevé en 2024 a obtenu des résultats significatifs, avec 49 067 hectares bénéficiant d'une meilleure gestion et une superficie impressionnante de 84 797 hectares de nouvelles forêts plantées. Comme il s'agissait d'un prêt-cadre, les résultats n'ont été évalués qu'une fois le projet achevé.

Un projet industriel a permis de soutenir un projet d'investissement direct étranger d'un fabricant de l'UE dans un pays d'Afrique du Nord, renforçant ainsi les liens économiques entre l'Union européenne et cette région. Une fois le projet achevé, il a été signalé qu'il soutenait directement quelque 500 emplois, bien que le nombre total d'emplois sur le site soit beaucoup plus élevé. Le chiffre d'affaires découlant de la nouvelle ligne de production a été estimé à 44 millions d'euros, conformément aux attentes.

Les projets dans le domaine de la santé menés à terme en 2024 comprenaient deux prêts directs pour la construction de nouveaux complexes hospitaliers, d'une capacité totale de 5 452 lits d'hôpitaux, et un investissement indirect via un fonds de crédit dans des établissements de santé en Afrique. Selon les estimations, l'ensemble de ces projets a permis d'améliorer les services de santé pour quelque 18,6 millions de personnes.

L'autre projet dans le domaine de la santé a pris la forme du premier soutien de la BEI en faveur d'un accès équitable aux vaccins contre le COVID-19 en Afrique. Le financement mis à disposition par la Banque a été essentiel pour permettre à Gavi, l'Alliance mondiale pour les vaccins, de conclure rapidement des contrats avec des fabricants de vaccins contre le COVID-19 et de livrer des doses dans les plus brefs délais, sans avoir à attendre le soutien des donateurs traditionnels. Le projet a ainsi contribué à la vaccination de quelque 264 millions de personnes.

Dans le secteur des transports, deux projets routiers ont permis de construire ou de moderniser 80,66 kilomètres de voies. Ils ont bénéficié en moyenne à 7 565 véhicules par jour, générant un gain de temps de 880 000 heures par an et une réduction des coûts d'exploitation des véhicules de 1,58 million d'euros par an. L'un de ces projets portait sur des routes principales dans les Balkans occidentaux, tandis que l'autre concernait la construction de 27 ponts en Papouasie - Nouvelle-Guinée, qui ont contribué à améliorer l'accessibilité et le potentiel économique de régions rurales et isolées de ce pays. Malheureusement, le promoteur de ce dernier projet n'a pas été en mesure d'évaluer de nombreux impacts du projet après son achèvement (tels que le nombre quotidien de véhicules ou le nombre annuel de décès sur les routes), et les estimations initiales ont été conservées, compte tenu de la mise en œuvre réussie de l'infrastructure prévue. Le dernier projet de transport de la liste était axé sur des installations portuaires, qui ont permis de traiter 13,5 millions de tonnes de marchandises par an.

Les deux projets menés à terme dans le secteur de l'eau ciblaient des pays moins développés en Afrique. Au total, ils ont permis d'installer des usines de traitement des eaux d'une capacité de 450 000 mètres cubes par jour et 3 688 kilomètres de canalisations principales et conduites de distribution d'eau. En raison de problèmes de mise en œuvre, les améliorations prévues dans le cadre de l'un des projets sont toujours en cours de réalisation au titre d'un projet de suivi. Au moment de l'achèvement des éléments financés par la BEI, les résultats complets du projet n'ont pas pu être évalués. Cependant, l'autre projet a permis de fournir de l'eau potable à 410 000 personnes. En raison d'un retard dans le démarrage du projet, certains des raccordements domestiques prévus avaient déjà été réalisés dans le cadre d'un autre projet. La Banque a donc accepté une modification du périmètre à cet égard.

En ce qui concerne l'emploi, les 17 projets menés à terme en 2024 ont généré 292 000 années-personnes d'emploi pendant la construction et soutiennent 83 000 emplois permanents pendant l'exploitation (tableau 11). Le projet forestier a particulièrement contribué à la création d'emplois temporaires, tandis que les établissements de santé, en particulier ceux en Afrique, soutiennent une grande partie des emplois permanents.

Dans l'ensemble, les résultats attendus, estimés au moment de l'instruction, se sont révélés assez exacts. Des modifications du périmètre des projets ont été acceptées dans certains cas, parfois en raison de difficultés rencontrées au cours de la mise en œuvre. Certaines divergences s'expliquent par la variabilité des conditions, comme le volume de trafic ou la demande de transport de marchandises. Il demeure parfois difficile d'obtenir de la part des promoteurs de projets des données de haute qualité, en particulier lorsque la capacité de suivi technique de ceux-ci est moindre. Malgré ces limites, les résultats des projets d'infrastructures menés à terme en 2024 témoignent d'un impact considérable, allant de la production d'énergie propre et du reboisement à l'amélioration des services de santé, en passant par la vaccination en temps utile, l'amélioration des liaisons de transport et l'élargissement de l'accès à l'eau potable.

Tableau 11 – Résultats pour les projets d’infrastructures menés à terme en 2024 – Emploi

	Attendus	Obtenus	Obtenus
		(projets pour lesquels existaient des données sur les résultats attendus)	(tous projets)
Emplois pendant la construction (en années-personnes)	41 224	46 956	292 151
Emplois pendant l'exploitation (en équivalents temps plein)	1 149	1 194	83 031

TIRER DE MEILLEURS ENSEIGNEMENTS DES PROJETS MENÉS À TERME

L'évaluation des projets par la BEI après leur achèvement ne se limite pas à une simple réévaluation des indicateurs. Les spécialistes sectoriels de la Banque produisent un rapport d'achèvement qui rassemble les enseignements tirés du suivi tout au long du cycle du projet et les informations finales communiquées par le promoteur du projet. Cet exercice leur permet de consigner les difficultés rencontrées, les enseignements tirés et les mesures prises pour chaque projet, ainsi que d'éventuelles recommandations pour l'avenir. Ces enseignements peuvent être liés au promoteur et à ses capacités, au secteur ou à la région du projet, à la fourniture d'une assistance technique ou aux procédures internes de la BEI.

Par exemple, pour un projet dans le secteur routier, le rapport d'achèvement consigne les observations suivantes :

- après la signature du projet, le pays a connu d'importants bouleversements politiques qui ont entraîné des retards dans la mise en œuvre. Pour aider à débloquer la procédure de mise en œuvre, la BEI a procédé à une évaluation des capacités de l'ensemble du secteur et a décelé un besoin d'assistance technique, non seulement pour le promoteur du projet comme prévu initialement, mais aussi pour d'autres acteurs, comme les institutions intervenant dans l'acquisition de terrains pour le projet. Le rapport d'achèvement recommande que les opérations à venir dans le secteur routier de ce pays prennent en compte, dès le stade de l'instruction, les besoins de l'ensemble des institutions en matière de renforcement des capacités.
- Une fois mené à terme, le projet a permis d'améliorer sensiblement la sécurité routière. Il n'a toutefois pas atteint les meilleures normes du secteur. L'analyse des causes des accidents, telles que rapportées par le promoteur, a mis en évidence la nécessité, dans ce pays, de cibler d'autres aspects du système de sécurité routière, au-delà de la conception de l'infrastructure physique.

Il est extrêmement important pour la Banque de documenter les enseignements tirés de chacun des projets. Afin de mettre au jour des schémas et des tendances dans l'éventail de projets et de renforcer l'apprentissage institutionnel à un niveau plus élevé, la BEI teste actuellement l'utilisation de techniques de traitement automatique des langues pour extraire, classer et repérer des schémas à partir de rapports d'achèvement de projets remontant à plusieurs années. En appliquant à ces rapports des techniques sophistiquées d'analyse de texte, nous entendons dégager des tendances, des corrélations et des clés de compréhension sur les difficultés et les solutions indépendamment des zones géographiques, des secteurs et des types de projets. Même s'il est trop tôt pour tirer des leçons et formuler des recommandations, puisque nous sommes encore en train de tester la robustesse de l'outil, il est positif de noter l'émergence d'une tendance à des analyses de plus en plus poussées des difficultés et des solutions qui repose sur ces sources importantes d'informations sur les performances passées.

VOLUMES DE PRÊT

Sauf indication contraire, les volumes de financement présentés ici concernent tous les contrats signés en 2024 pour des projets situés en dehors de l'Union européenne. Ils comprennent les contrats signés pour de nouveaux projets dont le premier contrat de financement a été signé en 2024. Ils incluent aussi quelques contrats faisant suite à d'autres opérations relatives à des projets plus anciens qui ont déjà été mentionnés dans un rapport par le passé, les premiers contrats de financement pour ces projets ayant été signés au cours d'exercices antérieurs. Ces chiffres sont conformes aux données habituellement publiées par la BEI sur les volumes de prêt. Le tableau ci-dessous présente une ventilation des volumes de prêt pour 2024, tant pour les nouveaux projets que pour les projets plus anciens.

Tableau 12 – Volumes globaux de prêt en 2024 (en millions d'euros)

	Projets nouveaux (contrat de financement signé en 2024)			Projets anciens (contrat de financement signé avant 2024)	Total des contrats signés
	Coût total du projet	Financement approuvé	Contrats signés en 2024		
Pays de l'élargissement	2 730	1 237	920	388	1 309
Régions du voisinage	6 290	2 514	1 938	139	2 077
Afrique subsaharienne, Asie et Amérique latine	16 924	4 460	4 369	178	4 547
Financement des PME et des ETI	5 220	1 244	1 219	238	1 456
Innovation, transformation numérique et capital humain	2 188	1 057	737	32	768
Villes et régions durables	8 599	2 758	2 345	294	2 639
Énergies durables et ressources naturelles	9 937	3 152	2 927	142	3 069
Cohésion économique et sociale*	1 758	864	717	130	847
Action en faveur du climat et durabilité environnementale*	15 119	4 750	4 292	370	4 662
Total	25 944	8 211	7 226	705	7 932

* Objectifs transversaux : en raison de recoupements avec d'autres objectifs, ils ne sont pas inclus dans le total.

Remarque : les pays des Caraïbes, d'Asie centrale et du Pacifique sont compris dans la catégorie Afrique subsaharienne, Asie et Amérique latine.

Le périmètre utilisé pour rendre compte des résultats des projets dans cette section détaillée sur l'impact des projets est légèrement différent. Pour éviter une double comptabilisation sont uniquement pris en compte les résultats pour les opérations nouvelles (premier contrat de financement signé en 2024), et non pour les opérations qui sont la suite d'une opération précédente au titre du même projet, dont les résultats attendus ont déjà été communiqués. Dans la section consacrée aux résultats attendus de nouvelles opérations de prêt, nous présentons également la ventilation des volumes de prêts par secteur et par type d'instrument pour les nouveaux projets. Nous présentons ici l'engagement total de la BEI (prêts approuvés). Cela couvre à la fois les montants de contrats signés en 2024 et tout solde approuvé prospectif à signer dans le cadre de contrats futurs.

RAPPORT SUR L'IMPACT

**DE LA BEI
DANS LE MONDE**

EN 2024-2025



**Banque européenne
d'investissement**